



Le média des affaires

Thibaut
JAUFFRIT
PDG du
Marché aux vins

“ PARTAGER UNE PASSION ”

LA ROCHE-SUR-YON
Pourquoi l'aéroport mise
sur l'aviation d'affaires

MÉTROPOLES
Les plus attractives
sont...

AGIR CHAQUE JOUR
DANS VOTRE INTÉRÊT



ET CELUI
DE LA SOCIÉTÉ

ATLANTIQUE
VENDEE

LE
VILLAGE
by CA



PODCAST

IJ

Quand les
chefs d'entreprise
racontent un
événement marquant
de leur vie !



Christophe
Brunot
Cofondateur de Largo

UN INOUBLIABLE
MOMENT



ours

DIRECTION
Directeur de la publication
Guillaume LALAU
Directrice
Laëtitia BLANCHARD

RÉDACTION
redaction@informateurjudiciaire.fr
Rédactrice en chef
Nelly LAMBERT
Journalistes
Éric CABANAS, Alexandrine DOUET, Marie LAUDOUAR, Nicolas LE PORT
Secrétaire de rédaction
Gildas PASQUET
Ont participé à ce numéro
Sophie COMTE, Florence FALVY, Pierrick LIEBEN, Karine LIMOUZIN

CRÉATION ARTISTIQUE
Directeur artistique
David PEYS
Maquettiste
Camille JUREK
Photographe (couverture)
Benjamin LACHENAL

ANNONCES LÉGALES
annonces-legales@informateurjudiciaire.fr
Responsable du service annonces légales
Isabelle OLIVIER
Assistante de direction
Rozanne GENDRON
Assistante administrative
Juliette BIHAN
Responsable du développement commercial
gbremaude@informateurjudiciaire.fr
Gaël BRÉMAUD

ABONNEMENT
Rozanne GENDRON
abonnement@informateurjudiciaire.fr
PUBLICITÉ
Laëtitia BLANCHARD
02 40 47 00 28

IJ Informateur Judiciaire
N° 7193
SAS au capital de 155 000 €
Siège Social : 15 Bd Guist' Hau
– CS 14226 – 44 042 NANTES
CEDEX 1
02 40 47 00 28
contact@informateurjudiciaire.fr
N° CPPAP : 0925 179873 –
ISSN0755768X - RCS Nantes 348
327 891
CCP Nantes 11 53 M

Prix de vente : 2,2 €

Abonnement 1 an
39 € (TVA incluse) magazine
numérique + site internet
79 € (TVA incluse) couplage
magazine numérique et papier
+ site internet
Dépôt légal à parution
Hebdomadaire
Parution le Vendredi
Membre du Réseau Hebdo Éco

Impression
Rotimpres : Pla de l'Estany
17181 Aiguaviva (Girona) Espagne



sommaire

• N° 7193 • VENDREDI 29 MARS



L'ESSENTIEL DE LA SEMAINE

À la Une

4. Les métropoles les plus attractives sont...

Actualités

6. La Roche-sur-Yon : pourquoi l'aéroport mise sur l'aviation d'affaires
8. Biodéchets : comment les entreprises s'organisent
11. COP régionale : le ministre à Nantes pour le coup d'envoi
12. Le collectif au cœur du "Grand rendez-vous des Engagées"
14. Cap Atlantique lance sa démarche "Triple E"
16. À venir
17. Agenda professionnel



VIE DES ENTREPRISES

18. Bernard Michel Transports, Carren, Comas Turbomachinery, In Extenso, Pom d'Api, Puy du Fou, SNCF Connect & Tech, Viagimmo, We Like travel

L'ENTRETIEN

24. Thibaut Jauffrit, PDG du Marché aux vins : « Partager une passion »

SPORT & BUSINESS

36. « L'objectif de la préparation mentale ? Renforcer ses points forts »

ENVIES, TABLES & CULTURE

40. Cirque Éloïze, Deuxmains, Festival 7^e Vague, Les Minimiam...



LE CERCLE DES EXPERTS

30. Climat : l'action publique insuffisante selon la Cour des Comptes
32. Recul du bio : l'achat plaisir plutôt que la transition
34. Parentalité : le difficile retour de congé maternité des femmes cadres

42. VENTES AUX ENCHÈRES

43. ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

LES MÉTROPOLLES LES PLUS ATTRACTIVES SONT...

Fruit d'une enquête menée en fin d'année dernière, "L'Observatoire des métropoles" vise à donner un éclairage sur les facteurs d'attractivité des grandes métropoles françaises, du point de vue des dirigeants et des salariés. Le 19 mars dernier, ses résultats étaient présentés à Nantes, une métropole qui ne figure pas en haut du classement.

Par Gildas PASQUET

Quelles sont les métropoles françaises les plus attractives pour les chefs d'entreprise et les salariés, et selon quels critères ? Telles sont les interrogations qui ont présidé au lancement de l'Observatoire des métropoles par le cabinet Stan, spécialiste de l'ancrage national et territorial des entreprises, et Newton offices, qui propose une offre de location de bureaux, deux entreprises basées à Marseille mais comptant des implantations dans toute la France. L'étude de perception, réalisée par Odoxa et commentée par KPMG, a ainsi été menée en septembre 2023 auprès de 312 dirigeants et 1 085 salariés de toute la France pour 12 métropoles analysées¹. Ses résultats sont présentés lors d'un "roadshow" dans les différentes métropoles de l'Hexagone concernées. Ce dernier a débuté le 19 mars dernier à Nantes, dans les locaux de la Caisse d'Épargne Bretagne Pays de la Loire. L'occasion d'en tirer des enseignements à l'échelle locale et nationale.

Un outil de dialogue

« Nous avons la conviction que les métropoles, qui sont le cœur battant des territoires, sont les lieux où les décisions se prennent, où le développement se décide », résume Katia Fiorentino, associée chez Stan. L'enjeu dès lors : comprendre

ce qui fait leur attractivité vis-à-vis de l'extérieur : points forts, leviers de développement... L'étude, qui a vocation à paraître tous les deux ans, dresse ainsi un palmarès des métropoles les plus attractives selon différents critères : qualité de vie, mobilité, immobilier, environnement, dynamisme économique, capital humain... « Cet observatoire est une première étape, poursuit Katia Fiorentino. L'idée est de le suivre et l'enrichir dans la durée et d'année en année, pour à la fois en faire un outil de compréhension et surtout un outil de dialogue. Pour que les décisions se prennent, il faut que les acteurs se parlent. Notre credo est d'inviter les acteurs politiques, institutionnels et économiques à échanger pour construire les bons outils de mobilité, une industrie acceptable ou une économie au bon endroit. »

Bordeaux au top, Nantes peut mieux faire

Trêve de suspense : quel est le palmarès des métropoles perçues comme les plus attractives ? Chez les dirigeants, Bordeaux, Lyon et Lille occupent les trois premières marches du podium. Du côté des salariés, ce sont Bordeaux, Toulouse et Montpellier. Nantes n'arrive respectivement qu'aux 7^e et 9^e places. Et à la question de savoir quelles sont les trois métropoles les plus dynamiques d'un point de vue économique, les chefs d'entreprise répondent : Paris, Lyon et Lille. Nantes arrive en 7^e position, derrière Toulouse et devant Rennes. Si la Cité des Ducs ne performe pas dans ces classements, elle est toutefois jugée comme attractive dans certaines filières. « Elle est sur le podium sur les sujets de transition énergétique et au pied du podium pour les industries et innovations technologiques », souligne Guillaume Pellegrin, président de Newton offices. Également à noter : les entreprises privilégiant le critère "population" surcotent Lille, Toulouse, Nice, Rennes et Nantes. Un « capital humain » nantais reconnu, donc, « lié à un terreau éducatif extrêmement fort, de par ses écoles d'ingénieur, de management, ses filières ou encore ses incubateurs », analyse Vincent Broyé, directeur régional Ouest chez KPMG.





© Shutterstock



Vincent
Broyé

Katia
Fiorentino

Guillaume
Pellegrin

© GP - IJ

La qualité de vie, point d'accord entre dirigeants et salariés

Parmi les autres enseignements de cette étude miroir : 74 % des salariés seraient prêts à partir s'installer dans une autre ville, et 44 % seraient prêts à le faire sans avoir à la clé de meilleures conditions professionnelles. Et « pour les employeurs, les critères économiques et fiscaux passent au second plan », relate Guillaume Pellegrin. Ainsi, chez les chefs d'entreprise comme chez les salariés, c'est la qualité de vie qui apparaît comme le critère comptant le plus pour s'installer dans une métropole. Le dynamisme économique d'une métropole arrive ainsi en 2^e position, devant son environnement géographique.

Côté salariés, c'est ce dernier critère qui arrive en second, avant l'immobilier, un enjeu majeur par exemple dans une ville comme Nantes. Sur ce dernier point, Vincent Broyé note que « l'immobilier est un sujet évidemment propre aux métropoles de cette envergure, que ce soit à travers la hausse des prix, le manque, la capacité à accueillir... Et parfois une saturation des infrastructures qu'il faut toujours avoir bien en tête pour accueillir des entreprises. »

Et de conclure : « Finalement, quand on discute avec les dirigeants, ce n'est plus la fiscalité ou l'aspect purement éco-



© Shutterstock

nomique qui attire, mais c'est d'avoir proche de chez soi un bassin d'emploi répondant à leurs besoins : filières de compétences, développement de l'éducation... Tout un écosystème qui favorise la ressource pour répondre aux besoins des entreprises. » Sans oublier, selon Vincent Broyé, le rôle de « tête de gondole » qu'ont les métropoles, irriguant plus largement tout un territoire ainsi que des villes moyennes. ●

¹ Les 12 métropoles : Métropole du Grand Paris, Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Métropole de Lyon, Métropole Européenne de Lille, Bordeaux Métropole, Toulouse Métropole, Nantes Métropole, Métropole Nice-Côte d'Azur, Eurométropole de Strasbourg, Métropole de Rouen Normandie, Montpellier Méditerranée Métropole, Rennes Métropole.

L'enquête complète "L'Observatoire des métropoles" est à retrouver sur [Stanfrance.com](https://www.stanfrance.com).

Pour tout contact : David Ouvrard
david.ouvrard@stanfrance.com
06 79 22 35 45

LA ROCHE-SUR-YON L'AÉROPORT VEUT DEVENIR UNE RÉFÉRENCE DE L'AVIATION D'AFFAIRES

PARTIE 1/2

Implanté au nord-est de la préfecture vendéenne, à 30 minutes des plages et 45 minutes de Nantes, l'aéroport des Ajoncs dispose d'une situation géographique privilégiée. Pilotée par la **CCI Vendée**, l'infrastructure appartient à **l'agglomération de La Roche-sur-Yon** qui affiche aujourd'hui sa volonté d'en faire un **outil** majeur au service de **l'attractivité** du territoire, en misant tout particulièrement sur **l'aviation d'affaires**. Pour favoriser ce développement, la collectivité souhaite **embarquer** de **nouveaux acteurs** dans la **gouvernance** de l'équipement.

Par Alexandrine **DOUET**

L'aéroport des Ajoncs a recensé près de 20 000 mouvements en 2023.



Créé il y a près de 90 ans, l'aéroport de La Roche-sur-Yon (sept salariés) s'étale sur 127 ha au cœur de la zone d'activités économique des Ajoncs, qui réunit une cinquantaine d'entreprises (Atlantic Industrie, Sepro Robotique, SD Aviation...). L'an dernier, près de 20 000 mouvements y ont été recensés¹, en recul de 12 % par rapport à 2022. « Cette baisse s'explique essentiellement par la crise énergétique, souligne Bruno Soullard, directeur général de la CCI Vendée, qui gère l'aéroport de La Roche-sur-Yon ainsi que celui de l'Île d'Yeu. Mais cela reste un très bon bilan permettant de garantir la bonne santé financière

de notre équipement. Le fait de gérer nous-mêmes notre base de distribution de carburant, sans passer par un opérateur, est aussi un véritable atout. En 2023, nous avons distribué 960 000 litres de carburant, en hausse de 1 % par rapport aux trois dernières années. » La distribution de carburant représentait ainsi 1,4 M€ sur un chiffre d'affaires total de 2 M€ pour l'aéroport l'an passé. Les taxes aéroportuaires² sont également l'une des principales sources de revenus de l'aéroport. Autre particularité de la plateforme : elle dispose depuis 2019 d'un passage frontalier, lui permettant d'accueillir des avions partant ou arrivant de pays situés en dehors de l'espace Schengen.



Bruno Soullard

Délester Nantes Atlantique

Huit ans après l'important programme d'investissement (1,5 M€), qui a notamment permis d'agrandir la piste principale³ et d'améliorer les services aux usagers, La Roche-sur-Yon Agglomération affiche son ambition d'accélérer le développement de l'aéroport en misant sur l'aviation d'affaires. Cette activité représente à ce jour 14 % du trafic de l'infrastructure yonnaise, qui comprend également le travail aérien (lutte contre les incendies, épandage agricole...) les vols militaires et sanitaires, ainsi que les vols loisirs et touristiques. « Alors que l'aéroport Nantes Atlantique, aujourd'hui saturé, est contraint de réduire l'accueil des vols d'affaires, nous voyons l'opportunité de renforcer ici cette activité et d'en faire un véritable levier de développement économique, résume Yannick David, vice-président de la collectivité en charge du développement économique et commercial, emploi et tourisme. Financièrement, un tel équipement devient de plus en plus lourd à porter pour la seule agglomération de La Roche-sur-Yon. Il nous semble aujourd'hui logique d'ouvrir notre gouvernance à d'autres territoires, les entreprises utilisatrices de l'aéroport étant implantées un peu partout dans le département. » Une quarantaine d'entreprises vendéennes utilisent régulièrement l'équipement. Parmi elles : Sodebo, La Mie Câline, Brioches Fonteneau ou encore le groupe Dubreuil.

Un modèle juridique à définir

Des discussions sont en cours actuellement avec les territoires des Sables-d'Olonne, des Herbiers, Challans, Pou-

zauges ou encore Fontenay-le-Comte. Pour l'heure, le modèle juridique reste à définir. « Nous n'avons pas encore fait notre choix, mais nous pourrions nous orienter vers la création d'une société d'économie mixte (SEM) qui permettrait de faire travailler ensemble les collectivités et les professionnels usagers de l'aéroport, poursuit l'élu. Le volet opérationnel restera bien sûr aux mains de la CCI. » L'agglomération de La Roche-sur-Yon espère finaliser le dossier d'ici à 2026, c'est-à-dire avant la fin du mandat du président, Luc Bouard.

Un aéroport à la campagne

Quant à la question environnementale, Yannick David et Bruno Soullard s'accordent à dire qu'il n'est pas question d'élever le sujet. « En juillet dernier, avec le préfet et le président du Département, nous avons définitivement acté le fait de ne pas ouvrir l'aéroport à l'aviation commerciale afin de ne pas créer de nuisances supplémentaires pour l'environnement et les riverains. Notre volonté est de garder cette image d'aéroport à la campagne, souligne Yannick David. Dans le même temps, nous devons faire preuve de pédagogie pour expliquer à quoi sert l'aviation d'affaires. On est en effet loin de l'image du milliardaire qui parcourt le monde avec son jet privé. » Parmi les solutions envisagées pour limiter l'empreinte carbone figure l'usage de carburants verts. « Notre aéroport doit devenir un porte-étendard de ces carburants décarbonés que nous devrions proposer prochainement dans notre station d'avitaillement. Nous travaillons sur ce projet en lien notamment avec le groupe Dubreuil », ajoute l'élu.

« Trouver un équilibre entre attractivité et transition écologique »

« Prendre l'avion reste indispensable à tous nos industriels disposant de plusieurs sites en France, ou à l'international, complète Bruno Soullard. Nous avons la chance d'avoir un outil qui permet à nos entreprises de ne pas perdre de temps dans leurs déplacements et de gagner en performance. Toutefois, la problématique environnementale est bien évidemment au cœur de nos préoccupations. L'aéroport de La Roche-sur-Yon est inscrit au sein du schéma régional d'aménagement et de développement durable, avec l'objectif de trouver un équilibre entre attractivité et transition écologique. Il est important de réfléchir de façon globale. » ●



Yannick David

¹ Un mouvement correspond à un décollage ou à un atterrissage d'aéronef sur un aéroport.

² En 2023, le "forfait mensuel atterrissage" à l'aéroport des Ajoncs oscillait entre 51,05 € pour un avion privé hors association et entreprise de moins de 1,5 tonne, et 2 019,64 € pour un avion de plus de 21 tonnes.

³ L'aéroport est doté de deux pistes, une en bitume de 1 520 m de long et une autre en herbe longue de 900 m dédiée aux planeurs et ULM.

GESTION DES

COMMENT LES ENTREPRISES S'ORGANISENT

Depuis le 1^{er} janvier 2024, le **tri des biodéchets** s'impose aux organisations de toutes tailles. Si la **collecte** et la **valorisation des déchets verts et alimentaires** représentent un défi logistique supplémentaire, certaines n'ont pas attendu la loi pour se saisir du sujet. Rencontre avec **trois entrepreneurs vendéens** qui ont fait de cette nécessité écologique une **priorité** de leur programme RSE.

Par Sophie COMTE

Selon l'article L 541-1-1 du code de l'environnement, sont considérés comme biodéchets « l'ensemble des déchets non dangereux biodégradables de jardin ou de parc, les déchets alimentaires ou de cuisine provenant des ménages, des bureaux, des restaurants, du commerce de gros, des cantines, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que les

déchets comparables provenant des usines de transformation de denrées alimentaires ». Ces biodéchets représentent environ 30 % des ordures ménagères qui sont généralement incinérées voire enfouies. Des déchets qui n'en sont pas vraiment, puisqu'une fois triés et collectés, ils peuvent se valoriser et devenir une ressource. Mais pour les trier à la source, encore faut-il que les entreprises soient capables de proposer des solutions à leurs collaborateurs ou leurs clients. C'est le cas de l'hôtel-restaurant Le Bistro Quai à La Rochesur-Yon, tenu de satisfaire un ensemble de critères de

développement durable depuis que l'établissement a renouvelé ses trois étoiles en début d'année.

Faire appel au bon sens

« On a mis en place des choses relevant surtout du bon sens, explique Simon Biron, le directeur restaurant et hébergement. Nous n'avons pas la place d'avoir un composteur en cuisine mais nous avons passé un contrat avec une entreprise qui vient récupérer nos huiles de friture pour les valoriser. Même chose pour les bouchons en liège : une association vient les collecter, tout comme les capsules des canettes. Enfin, pour le marc de café, on s'est arrangé avec des voisines qui viennent le récupérer pour leurs plantes. J'ai même une cliente qui nourrit ses lapins avec nos épluchures ! »

Dans les chambres, l'hôtelier a également pris le parti d'installer des pommeaux de douche qui changent de couleurs en fonction du nombre de litres utilisés. « Une bonne façon de sensibiliser chacun à sa consommation d'eau », estime-t-il. Des investissements que le responsable a réalisés en partie grâce aux aides de l'État : « Elles nous ont permis de prendre en charge le premier réassort d'ampoules basse consommation de l'établissement ! Cette démarche implique surtout un gros investissement en temps car il a fallu former nos cinq collaborateurs et sensibiliser les clients aux bonnes pratiques. »

Autre initiative : l'établissement utilise Too Good To Go (une application permettant de récupérer les invendus



Simon Biron

BIODÉCHETS



Betty
Vergnaud

de commerçants, à petit prix) pour le buffet de son petit-déjeuner. « Si l'on n'a que deux ou trois petits-déjeuners prévus, on va proposer des petits pains qu'on fait cuire pour le restaurant plutôt que de faire intervenir un boulanger et un livreur, précise Simon Biron. Par ailleurs, notre chef est un adepte du recyclage des restes : s'il cuisine du rôti de porc, on pourra valoriser les restes en nems ou en croustillants la semaine suivante. Et puis hormis les pommes de terre, il sélectionne les légumes qui ont le moins besoin d'être épluchés. La cuisine est l'un des rares domaines où l'écologie rime avec économie ! »

Depuis qu'il a systématisé ces bonnes pratiques, le dirigeant revendique 15 % d'économie sur son menu du midi. « En dépit de l'inflation sur les produits alimentaires, nous sommes en mesure de maintenir notre menu au même prix depuis quatre ans », se félicite-t-il. Autre bénéfice de cette meilleure gestion des biodéchets : « On constate des progrès au niveau de la poubelle jaune qu'on ne sort plus qu'une fois toutes les deux semaines (contre toutes les semaines), malgré notre quarantaine de couverts réalisés en moyenne chaque midi. ».

Le meilleur déchet est celui qu'on ne crée pas

Un résultat égalé par le groupe Marc et Betty, créateur des distributeurs automatiques de café Ekibé et de la marque de boulangerie Les Délices de Louison, qui a fait du zéro déchet une lutte au quotidien. « Compte tenu de notre activité de production qui implique des process industrialisés, on pourrait s'attendre à générer une quantité énorme de biodéchets. Pourtant, la levée de notre container de déchets ultimes ne s'effectue qu'une fois tous les 15 jours, résume Betty Vergnaud, la dirigeante. J'ai été élevée dans l'idée qu'il faut tout recycler et ne rien jeter si bien que cela est devenu une évidence. On a tous à gagner à ce que la planète aille bien ! »

**On a tous à gagner
à ce que la planète
aille bien !**

Betty VERGNAUD

Évoquant ensuite la problématique de la récupération du marc de café dans ses distributeurs automatiques, la dirigeante a fait preuve d'imagination : « Il faut savoir que nous avons un millier de distributeurs automatiques répartis sur trois départements. Dans un premier temps, on mettait des sacs-poubelles dans les machines pour collecter le marc. Mais il y avait toujours des résidus collés dans le sac en plastique. J'ai alors eu l'idée de récupérer les bidons d'œufs qu'on utilise en production. Des bidons de 10 litres qui partaient en déchèterie. En les découpant, on obtient un objet à la fois réutilisable et facile à nettoyer pour collecter le marc. Sauf que ce dernier ne tombait pas droit dans le bidon et qu'il y en avait encore partout. C'est en retournant sur le terrain pour remplir un distributeur de gobelets cartons que j'ai trouvé la solution. J'ai tout simplement réutilisé le sachet plastique en tube dans lequel les gobelets sont conditionnés que j'ai ●●



Matthieu
Tougeron

...

placé à la sortie du marc de café. Ainsi guidé, le marc descendait proprement dans mon bidon d'œuf recyclé ! Quand la goulotte est trop sale, il suffit de le changer. »

Le marc ainsi collecté est ensuite déposé dans un grand compost à destination du jardin potager de l'Hôpital d'Angers, qui est l'un des clients du groupe. « Chez d'autres clients, le marc sert à l'entretien de leurs espaces verts, poursuit la dirigeante. Le surplus est récupéré par nos soins et étendu sur le champ d'un agriculteur voisin qui vient chercher des godets de marc de café pour enrichir sa terre. De la même manière, on met toutes les miettes et déchets de cuisine issus de notre production dans des petits seaux fermés à l'entrée de notre bâtiment. Les propriétaires de poules et cochons des alentours viennent les chercher pour nourrir leurs animaux. Ce n'est pas du compost à proprement parler mais cela repart quand même dans la boucle ! »

Pour que ces gestes deviennent des réflexes et s'installent durablement, « il faut un gardien du temple, conclut Betty Vergnaud. Si le dirigeant ne joue pas le rôle, alors il faut des relais au sein de l'entreprise. Nous sommes une quarantaine, je peux encore le faire en m'invitant régulièrement à la pause déjeuner de mes collaborateurs : on y parle bonnes pratiques et règles de la nature comme la consommation des légumes et poissons de saison ».

Apporter des solutions aux clients

À La Roche-sur-Yon, les Cafés Albert travaillent également depuis plus de cinq ans à cette montée en compétences de leurs collaborateurs et clients. « Nous sommes en train de devenir "entreprise à mission" détaille Matthieu Tougeron, le président. Tout ce qu'on a mis en place va bien au-delà du café. Nous avons notamment monté deux filières de recyclage et de valorisation des gobelets et du marc. »

Concrètement, le torréfacteur met des poubelles à gobelets à disposition de ses clients en distribution automatique, qu'il collecte toutes les semaines ou les 15 jours selon ses passages. « Nous avons monté un laboratoire de tri en interne, en partie financé par la Région et embauché un collaborateur dédié à cette opération. En fonction de la qualité de la collecte, il est en mesure d'attribuer une note sous forme d'étoiles à chacun de nos clients, précise-t-il. À aucun moment, cela ne remet en cause nos contrats mais au bout de trois étoiles noires, je décroche mon téléphone pour sensibiliser le PDG à l'effort collectif... Sans quoi on retire nos poubelles et on laisse le client effectuer seul le tri. »

Nous avons notamment monté deux filières de recyclage et de valorisation des gobelets et du marc.

Matthieu TOUGERON

Une fois triés, ces gobelets en amidon de maïs broyés par les Cafés Albert partent dans une usine partenaire du sud Vendée qui les transforme en porte-gobelets ou en boîtes à œufs pour la grande distribution. « Cela représente environ 5 millions de gobelets recyclés par an, précise Matthieu Tougeron. On ne revend rien et on prend tout en charge : collecte, tri, transport... C'est un travail lourd et coûteux pour l'entreprise mais cela fait partie de notre ADN ! On veut proposer une belle histoire à nos clients en mettant en place un projet autour de la machine à café. » Toujours dans cette même logique, l'entrepreneur travaille également avec un agriculteur de Saint-Philbert-de-Bouaine ayant sa propre unité de méthanisation. « Nous n'avons pas de contrat, le partenariat s'est fait à la vendéenne, raconte Matthieu Tougeron. C'est simplement un don de matière, l'équivalent tout de même de 80 tonnes de café par an. Nos approvisionneurs remplissent une benne de marc et de pellicules de café récupérées chez nos clients que l'on transporte chaque mois par camion biogaz jusqu'à l'exploitation agricole où ils seront transformés. »

Une logistique destinée aux entreprises de plus de 50 personnes, difficilement applicable aux PME. « Pour les clients plus petits, on va passer toutes les cinq semaines environ, ajoute le président des Cafés Albert. À ce stade, le marc de café n'a plus cette force de méthanisation, alors plutôt que de le ramasser, on a créé des petits fascicules pédagogiques visant à donner des idées de valorisation au jardin, en beauté ou en cuisine. Encore une fois, c'est beaucoup de travail et de frais en plus, mais c'est un projet RSE qui fait sens et nous apporte beaucoup en termes d'expérience et d'humain. » ●

Le ministre de la Transition Christophe Béchu (à gauche) aux côtés de Christelle Morançais (à droite).



COP RÉGIONALE LE MINISTRE À NANTES POUR LE COUP D'ENVOI

Le 15 mars dernier, le **ministre de la Transition écologique Christophe Béchu** était à Nantes pour le lancement de la **COP Pays de la Loire**. L'occasion pour le ministre de mener plusieurs **visites terrain**, dont une sur un **chantier de rénovation énergétique** où il a rencontré le **vice-président de la Capeb Loire-Atlantique, Christophe Gaudou**.

Par Nicolas **LE PORT**

Alors que la France s'est engagée à réduire ses émissions de CO₂ de 50 % d'ici 2030, Emmanuel Macron a initié un processus de planification écologique couvrant de nombreux secteurs : transport, agriculture, logement, industrie... C'est dans ce cadre et afin de poursuivre la démarche de territorialisation de planification écologique que Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique, a participé le 15 mars dernier à Nantes au lancement de la COP Pays de la Loire. Un événement coanimé par Christelle Morançais, la présidente de Région, et Fabrice Rigoulet-Roze, le préfet, dont l'objectif était « d'ajuster les objectifs nationaux à l'échelle de chaque territoire, mais également d'identifier les leviers d'action pour les mettre en œuvre ».

Parvenir d'ici l'été à une feuille de route jusqu'à 2030

Concrètement, il s'agissait pour les différentes parties prenantes (préfecture, conseil régional, conseils départementaux, représentants des entreprises du secteur industriel et agricole) d'entamer une discussion stratégique pour décliner localement la planification écologique et parvenir d'ici l'été à une feuille de route jusqu'à 2030. Après avoir précisé que le budget alloué aux territoires par l'État pour poursuivre leur

transition écologique est de 2 Mds€, le ministre a souligné que « c'est surtout dans les transports qu'il faudra œuvrer dans les années à venir en Pays de la Loire » en matière de transition. « Pour que ça baisse, il faut des pistes cyclables sécurisées, des TER, des tram-trains, des bornes de recharge, du leasing », a-t-il précisé.

Un peu plus tôt dans la matinée, Christophe Béchu avait profité du déplacement pour visiter l'entreprise Johnson Controls Industries de Carquefou, leader mondial de l'optimisation énergétique des bâtiments qui vient d'inaugurer une extension à 6 M€. Le ministre a ensuite enchaîné sur la visite d'une copropriété en cours de rénovation énergétique à Saint-Herblain. L'occasion de rencontrer des professionnels œuvrant dans la performance énergétique des bâtiments et d'échanger sur le terrain avec Christophe Gaudou, vice-président de la Capeb Loire-Atlantique, syndicat des entreprises artisanales du bâtiment. Ce dernier a notamment salué les dernières décisions prises par le ministre pour simplifier le dispositif MaPrimeRénov' et le label RGE (reconnu garant de l'environnement) destiné aux professionnels du bâtiment. En attendant la mise en application de ces mesures, la Capeb Loire-Atlantique annonce déjà travailler avec le ministère et les administrations pour qu'à partir de 2025, des dispositifs stabilisés permettent de véritables parcours de travaux de rénovation globale. ●

LE COLLECTIF AU CŒUR DU "GRAND RENDEZ-VOUS DES ENGAGÉES"



L'événement a été marqué par la signature de conventions entre Nantes Métropole et cinq collectifs d'entreprises du territoire.

Le 14 mars à **Nantes**, le 2^e "Grand rendez-vous des **entreprises engagées**" a été marqué par la signature de **conventions** entre **Nantes Métropole** et **cinq collectifs d'entreprises** du territoire. Objectif ? **Mobiliser davantage** leurs **adhérents** dans une démarche de **transition**.

Par Nicolas **LE PORT**



La table-ronde sur la force de la coopération territoriale a permis de comprendre comment des entreprises voisines, pourtant très différentes, sont souvent confrontées aux mêmes enjeux et difficultés. D'où l'intérêt pour elles d'unir leurs forces.

Les collectifs d'entreprises dans Nantes Métropole

- 73 collectifs d'entreprises
- 26 clubs territoriaux
- 3 300 entreprises adhérentes, soit 15 % des entreprises du territoire

Rendez-vous annuel des entreprises déployant des stratégies RSE, le 2^e "Grand rendez-vous des Engagées" a réuni, le 14 mars à la Cité des Congrès de Nantes, plus de 1 400 représentants de sociétés de toutes tailles venus échanger, débattre et partager des solutions concrètes afin de favoriser leur transition sociale et environnementale. Pas étonnant quand on sait que 40 % des entreprises de plus de 200 salariés de la métropole nantaise sont engagées dans une démarche RSE. L'occasion d'évoquer les questions sociales, économiques et environnementales auxquelles sont confrontées les entreprises pour mieux les accompagner dans la construction et le déploiement de stratégies RSE impactantes.

90 offreurs de solutions locales et nationales

Co-organisé par Nantes Métropole et les acteurs de la plateforme RSE, dont la CCI Nantes St-Nazaire, la Chambre de métiers et de l'artisanat de Loire-Atlantique, les Eco-solies¹, l'événement proposait des interventions sur des thématiques variées : coopération territoriale des entreprises, handicap au travail, rôle social de l'entreprise, semaine de quatre jours... Ainsi que des formats innovants : rencontres, face à face, pitch, échanges ouverts...

Place centrale de l'événement, le "Village des solutions" abritait 90 projets, offres de services et initiatives inspirantes en matière de développement économique responsable répartis dans cinq quartiers : économie, environnement, gouvernance, social et territoires.

Des conventions signées

Temps fort de la journée : la signature de conventions entre Nantes Métropole, la CCI et cinq collectifs d'entreprises du territoire : Odyssée Jules Verne à Bouguenais, Sainte-Luce Active, Nant'Est Entreprise, Club Titan, Club Euronantes, soit un total de 300 entreprises adhérentes représentant 15 000 salariés.

Pour aller vers un modèle de développement plus responsable, la collectivité a décidé de renforcer son appui aux

collectifs souhaitant mobiliser leurs adhérents dans une démarche de transition. Concrètement, elle leur apporte une enveloppe annuelle de 100 k€ pour animer leurs réseaux d'adhérents sur les sujets de transition, en externalisant l'animation (notamment via la CCI Nantes St-Nazaire) ou en mutualisant un salarié entre deux collectifs d'entreprises.

Objectif ? Leur permettre de mieux informer leurs adhérents sur l'offre de services territorialisée des transitions proposée par les apporteurs de solutions sur des thématiques comme la sobriété énergétique et foncière, la biodiversité, la mobilité, les déchets, le recrutement inclusif...

Si ces cinq collectifs d'entreprises sont engagés dans ce dispositif test depuis fin 2023, un nouvel appel à manifestation d'intérêt sera lancé courant 2024 pour élargir l'expérimentation à d'autres structures. Une démarche que soutient pleinement Yann Trichard, président de la CCI Nantes St-Nazaire : « Entrepreneurs, engagez-vous sur les territoires, ne restez pas seuls. Bravo à tous pour cette coopération globale qui permet de mettre en place des actions concrètes génératrices de business pour les entreprises. »

Les "entreprises accueillantes" à l'honneur

Cette journée a également été l'occasion de valoriser les différents accompagnements portés par la métropole et l'Association territoriale pour le développement de l'emploi et des compétences, principal partenaire de Nantes Métropole sur l'accompagnement au retour à l'emploi, notamment via la remise de 113 attestations "entreprise accueillante".

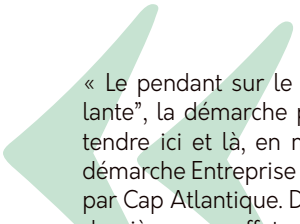
À travers une démarche volontaire et un engagement de l'ensemble des équipes, ce dispositif permet de faire découvrir son activité et ses métiers et de parrainer des personnes éloignées de l'emploi. Les entreprises peuvent s'investir à travers cinq actions, allant d'une simple visite des locaux au coaching personnalisé. Chacun choisit ainsi son degré d'engagement. ●

¹ Créé en 2004, le réseau des Eco-solies regroupe plus de 600 associations, mutuelles, coopératives et entreprises à buts sociaux, qui se reconnaissent dans l'économie sociale et solidaire (ESS).

CAP ATLANTIQUE LANCE SA DÉMARCHE TRIPLE E

Plutôt une **distinction locale** qu'un label officiel, avec pour ambition de mettre en lumière les entreprises qui promeuvent **l'emploi local et l'accueil de stagiaires**, la démarche Triple E - pour Entreprise Engagée pour l'Emploi -, vient d'être lancée par la communauté d'agglomération **Cap Atlantique**.

Par Karine **LIMOUZIN**



« Le pendant sur le bassin nazairien d'«Entreprise accueillante», la démarche portée par la Carene », a-t-on pu entendre ici et là, en marge du lancement médiatique de la démarche Entreprise Engagée pour l'Emploi initiée en février par Cap Atlantique. Déjà renommée démarche Triple E, cette dernière a en effet vocation à promouvoir l'emploi local. Le territoire couvert par la communauté d'agglomération regroupe « 7 700 entreprises et 24 000 emplois » se répartissant sur les 15 communes de Cap Atlantique, s'étendant de La Baule à Pénestin et de Piriac à Herbignac. Autre chiffre clé : « Près de 1100 entreprises ont été créées sur le territoire en 2021 », note l'agglomération dans son communiqué, « majoritairement des TPE et microentreprises, mais aussi des entreprises plus grandes qui font le choix de s'installer ici », est-il indiqué. « De nombreux secteurs d'activité sont représentés, comme le numérique, les sports et loisirs, la comptabilité, les activités maritimes, l'action sociale, le tourisme... », précise Juliette Lengagne, chargée de mission emploi, formation et apprentissage à Cap Atlantique.

L'objectif de la démarche est de « développer l'emploi local, avec des actions ciblées sur l'emploi, la formation et l'apprentissage, en répondant aux besoins des entreprises et des partenaires emploi, dans une démarche d'amélioration continue, tout en remédiant aux difficultés de recrutement, complète la chargée de mission. Nous avons monté un groupe de travail en 2023 pour recueillir les besoins. La démarche est pilotée par un collectif d'entreprises, de partenaires emploi, mais aussi de partenaires éducation formation,

basée sur du local, de l'humain, du lien, de l'exemplarité ». Toute entreprise du territoire est libre de candidater, s'engageant pour l'année à respecter la démarche. Si huit ont ainsi été distinguées en février, « elles sont maintenant 17 (au 12 mars, NDLR) », indique Juliette Lengagne, qui précise toutefois : « L'objectif n'est pas la quantité, mais la qualité et l'engagement. »

Accueillir, transmettre, partager

Parmi ces 17 entreprises ayant reçu la distinction Triple E pour un an, Wiklog, basée à La Baule, est spécialisée dans le développement numérique des entreprises. Son dirigeant, Stéphane Hervy, a accueilli plus de 25 stagiaires ou apprentis en cinq ans : « C'est ma volonté d'accueillir et de former le mieux possible », explique le quadra qui a fondé Wiklog il y a cinq ans. « C'est fini cette période où le numérique était un pré carré, avec un sachant hypercentral, qui distillait son savoir tel un sage. Il faut être dans le partage et la transmission ; c'est illusoire de croire que tout est verrouillé. Le but d'un stage découverte ou d'un stage de reconversion, c'est d'abord de savoir si le métier plaît ou pas, souligne ce professionnel du numérique. Dans le cadre d'un stage d'études supérieures, je leur demande un retour sur notre accueil et de me réaliser un état de l'art¹ sur l'entreprise. Je propose, on échange et on partage », détaille Stéphane Hervy qui donne totale liberté et confiance aux nouvelles recrues accueillies.

Réfléchir aux process et s'adapter

Une envie d'accueillir et d'échanger que l'on retrouve chez Laboranth, jeune start-up guérandaise de 18 mois, qui se prépare à commercialiser en mai prochain un logiciel permettant de concevoir sur le web, du site internet à la plateforme AR/VR², en internalisant directement les nouvelles technologies. Dès le départ, les deux cofondateurs Candice Poyet et Maxime Federov ont souhaité accueillir des stagiaires ou apprentis. « C'était une évidence. Cela permet aux stagiaires d'approcher concrètement le changement d'usage sur un logiciel. Et c'est intéressant de voir comment les jeunes prennent en compte ce que nous pouvons leur apprendre au quotidien. Avec Maxime, on leur donne la possibilité d'être autonomes », assure Candice Poyet. Une cinquième stagiaire vient d'ailleurs d'intégrer Laboranth en début d'année. « On aimerait aussi embaucher dès qu'on le pourra un ou une alternante sur des sujets d'écoconception et d'accessibilité web », espère la jeune dirigeante de 27 ans, qui se félicite de cette initiative Triple E. « Cela met en avant la dynamique et l'engouement des entreprises pour se regrouper et montrer qu'il y a de l'emploi sur le territoire. Et cela nous oblige à réfléchir aux process d'accueil, sur le fond comme sur la forme, et à s'adapter, pour ensuite transmettre », indique l'entrepreneure.

Job dating sur site

Même engagement du côté de plus grosses entreprises. « Nous nous sommes complètement reconnus à travers la charte d'engagement Triple E : faire découvrir nos métiers,

participer à des événements, soigner l'accueil des nouveaux arrivants, s'impliquer dans la vie locale..., témoigne François Peronnet, directeur de la blanchisserie industrielle Elis à Guérande. Nous sommes soumis à une forte saisonnalité (70 salariés à l'année, 105 en saison), il nous faut donc être en mesure d'activer tous les canaux de recrutements possibles. » Pour exemple, une quatrième journée portes ouvertes s'est tenue le 13 février : présentation et visite de l'entreprise, ateliers découvertes et job dating en fin de journée. Une immersion pour inciter, promouvoir l'emploi aussi bien que l'entreprise et attirer les candidats. ●

¹ État des connaissances dans un domaine à un instant donné.

² AR/VR : Réalité augmentée/Réalité virtuelle.



François Peronnet, responsable de la blanchisserie Elis, basée à Guérande, explique à une visiteuse lors de leurs portes ouvertes du 13 mars dernier le fonctionnement d'une machine pour plier le linge éponge.



Stéphane Hervy
dirigeant-fondateur
de Wiklog



Maxime Federov
cofondateur de
Laboranth

Candice Poyet
cofondatrice de
Laboranth

À VENIR

AVRIL / JUIN

2024



Laurence
Catin

PRATIQUE

Lundi 15 avril, 18h30,
Cnam La Roche-sur-Yon,
110 rue Jean-Esswein.

Entrée gratuite sur inscription
via la page LinkedIn du Civa :
[Lnkd.in/emvr3Z6V](https://lnkd.in/emvr3Z6V)

FOCUS SUR LA SOBRIÉTÉ FONCIÈRE ET LA CONSTRUCTION DURABLE À LA ROCHE-SUR-YON

Présidé par Dominique Ravon, le Club de l'immobilier Vendée Atlantique (Civa) organise le 15 avril une nouvelle soirée dédiée à l'immobilier de demain, à La Roche-sur-Yon. L'événement se tiendra dans les locaux du Cnam. Trois intervenants se succéderont pour apporter des éléments de réflexion et des informations pratiques autour de la sobriété foncière et de la construction durable. Laurence Catin, directrice d'ICH Ouest (école des métiers de l'immobilier appartenant au Cnam), fera le point sur le dispositif "Zéro artificialisation nette" (Zan) qui entrera progressivement en application dans les prochaines années, entraînant des restrictions importantes sur les possibilités d'urbaniser. Sébastien Bonnet, directeur général d'Oryon, l'agence de développement économique de La Roche-sur-Yon Agglomération, expliquera comment s'engager dans une démarche de sobriété foncière en présentant un cas de figure concret. Alain Marboeuf, dirigeant de Bat'lpac, viendra quant à lui présenter des solutions innovantes pour une construction durable. Implantée à Saint-Aignan-de-Grand-Lieu, la TPE fabrique des produits en carton recyclé et recyclable, en s'appuyant des structures d'insertion.

"ET DEMAIN ?" : NOUVEAU RENDEZ-VOUS NANTAIS POUR BÂTIR UN FUTUR DURABLE

"Et demain ?" : c'est le nom du nouveau festival dédié à l'innovation concocté par La Cantine, le réseau et espace de coworking derrière l'événement Web2day. Après 13 éditions de cet événement phare, l'équipe a souhaité proposer en 2024 une nouvelle formule.

Pensé comme un « festival éphémère, un temps suspendu où imaginaire positif et pragmatisme se rejoignent pour façonner un futur soutenable », "Et demain ?" se découpera les 5 et 6 juin prochains en demi-journées thématiques, mêlant ateliers et conférences, et permettant d'échanger entre pairs sur des sujets comme l'entrepreneuriat, l'industrie, le futur du travail, la communication et le marketing, le design ou encore la tech et souveraineté. Parmi les speakers déjà annoncés : Luc Davoust, chief de staff chez ladvize, Vincent Roux, fondateur de Goud, côté Nantais, mais aussi Zoé Constantin, Kristel Van Ael, Imane Bounouh...

Au programme également, le village start-up, où 40 d'entre elles en cours de levée de fonds auront l'opportunité d'exposer leurs solutions, élargir leur réseau, profiter d'échanges business qualifiés, sans oublier le concours de start-up, où chacune aura l'occasion de pitcher devant investisseurs et partenaires.



PRATIQUE

Les 5 et 6 juin à Nantes,
quartier de la création.

Tarif : pass 1 jour : 100 € ;
pass 2 jours : 175 €.

Informations et billetterie :
[Etdemain.co](https://etdemain.co)

PROFESSIONNEL AGENDA D'AVRIL 2024

Jours ouvrables 26 jours

Jours ouvrés

Fermeture samedi et dimanche 22 jours

Fermeture dimanche et lundi 21 jours

Jour férié

Lundi de Pâques 1^{er} avril



Lundi 1^{er} avril

- **Lundi de Pâques** : Jour férié ordinaire. Un jour férié qui coïncide avec un jour de repos dans l'entreprise ne donne aucun droit à congé supplémentaire.

Lundi 15 avril

- **Employeurs de moins de 50 salariés** : déclaration sociale nominative (DSN) sur le site *Net-entreprises.fr* et télépaiement des cotisations sociales et du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu sur les salaires de mars payés en mars ou avril.
- Exposition aux **facteurs de risques professionnels** : la déclaration sociale nominative (DSN) du mois d'avril permet de rectifier la déclaration des expositions aux facteurs de risques professionnels pour l'année précédente. Les six facteurs de risques sont : le bruit, le travail répétitif, le travail de nuit, le travail en équipes successives alternantes, les températures extrêmes, le travail en milieu hyperbare.
- **Employeurs de moins de 11 salariés** ayant opté pour le paiement trimestriel des cotisations sociales : télépaiement sur le site *Net-entreprises.fr* des cotisations et du prélèvement à la source sur les salaires du premier trimestre 2024.

Jedi 25 avril

- **Employeurs de neuf salariés au plus** : versement des cotisations Agirc et Arrco sur les salaires de mars ou du premier trimestre 2024 pour les employeurs de neuf salariés au plus au paiement trimestriel.

Mardi 30 avril

- **Entreprises en zone franche urbaine (ZFU)** : déclaration des mouvements de main-d'œuvre en 2023 à l'Urssaf et à la Dreets (Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, anciennement Direccte).
- **Médaille du travail** : date limite pour déposer le dossier à la Préfecture ou à la DDETS (direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités) en vue de la promotion du 14 juillet. La médaille du travail peut s'accompagner d'une prime de l'employeur ou d'un congé. La prime est exonérée de charges sociales et d'impôt sur le revenu pour la partie inférieure au salaire mensuel.

Délais variables

- Télépaiement de la **TVA** afférente aux opérations de mars ou aux opérations du premier trimestre 2024 en cas de paiement trimestriel. Le cas échéant, demande de remboursement mensuel ou trimestriel de TVA déductible.
- Paiement de la **taxe sur certaines dépenses de publicité** de 2023 (réalisation et distribution d'imprimés publicitaires, annonces dans les journaux gratuits...). Cette taxe, égale à 1 % de ces dépenses hors TVA, est due par les entreprises dont le chiffre d'affaires HT atteint 763 000 €. Elle est déclarée sur l'annexe à la déclaration de TVA des opérations du mois de mars ou du premier trimestre.

VIE des entreprises

Loire-Atlantique & Vendée

RECRUTEMENT

IN EXTENSO VISE 100 EMPLOIS DANS L'OUEST EN 2024

In Extenso Ouest Atlantique lève un peu le pied pour sa campagne de recrutement 2024. Pour ses 12 agences de Loire-Atlantique et Vendée, le **cabinet d'expertise-comptable** cherche à **embaucher 100 personnes**, contre 115 en 2023. Un ajustement sous forme de bonne nouvelle pour le président d'In Extenso Ouest Atlantique, **Yoann Jutel** : « Ces deux dernières années, nous avons des difficultés à couvrir nos besoins : après le Covid, nous avons fait face à une pénurie de collaborateurs et un turnover plus important. Mais depuis quelques mois, la rotation du personnel se réduit, d'où cette révision à la baisse. »

Pour 2024, In Extenso Ouest Atlantique prévoit de recruter à tout niveau d'études (à partir du BTS) et d'expérience (junior inclus), avec une **vingtaine** de postes réservés aux **alternants**. Les profils visés relèvent des « métiers de la comptabilité, la paie, le conseil social, l'audit et le juridique ». Mais le cabinet s'intéresse aussi aux compétences en développement informatique. « On se prépare à la facturation électronique, rappelle Yoann Jutel, même si la réforme a encore été repoussée (au 1^{er} septembre 2026, NDLR). »

L'**intelligence artificielle** amène aussi le groupe à se tourner davantage vers ces profils "technico-comptables". Ainsi, en local, « nos responsables métier développement, qui déploient nos outils chez nos clients, ont vocation à utiliser de plus en plus l'IA ».

Pour attirer tous ces talents, In Extenso Ouest Atlantique mise sur l'amélioration du **bien-être au travail**. « Une démarche permanente » que le cabinet peaufine pour ses 430 salariés à travers sa **politique RSE**, ses actions de formation et sa certification "Great Place To Work".

Pierrick LIEBEN



Yoann Jutel
Président d'In Extenso
Ouest Atlantique



> Loire-Atlantique IMPLANTATION

L'ESPAGNOL COMAS TURBOMACHINERY S'INSTALLE À NANTES

Spécialisée dans la réparation et la maintenance des turbomachines et domiciliée à Barcelone en Espagne, l'entreprise Comas Turbomachinery (Comas TM) a choisi Nantes pour ouvrir sa première filiale internationale. C'est sur l'**île de Nantes** plus précisément, que Comas TM qui se distingue par des compétences en métallurgie, rechargement et traitement de surface a ouvert depuis décembre son **centre d'ingénierie** pour accompagner ses clients français dans la maintenance et la réparation de leurs **turbomachines**. Ces équipements utilisés dans la production d'énergie ou la compression d'air se retrouvent dans différentes industries comme la biomasse, la plasturgie, la raffinerie ou encore les sucreries.

« Nous sommes heureux de nous installer à Nantes, une ville au centre d'un territoire particulièrement dynamique, avec un réseau de transport et de communication très performant et la possibilité de recruter des collaborateurs avec un haut degré de technicité », a justifié Olivier Dewez, directeur général de Comas TM, qui entend ainsi profiter sur le territoire d'un bassin d'emplois qualifiés, d'un tissu industriel dense et des débouchés pour son marché de niche.

Installée depuis 1954 au nord de Barcelone, en Espagne, cette entreprise familiale a été accompagnée dans son processus d'implantation sur le territoire par les agences de développement économique **Solutions&Co** et **Nantes St-Nazaire**

développement. Côté recrutements, la société espagnole prévoit d'embaucher localement des **ingénieurs** ou **techniciens qualifiés** (quatre à cinq équivalents temps plein) pour assurer les prestations de réparation et maintenance auprès de ses clients actuels et futurs. Elle serait actuellement en phase de recrutement pour trois profils (un responsable technique, un mécanicien et un business developer) dans le but de former une équipe de quatre personnes d'ici à fin mai.

Florence FALVY

Vendée • CRÉATION

LE GROUPE DUBREUIL SE DIVERSIFIE AVEC CARREN

Carren, c'est le nom de la nouvelle entité créée par le groupe Dubreuil (6 400 salariés, 3,1 Mds€ de CA en 2023). Son credo : le reconditionnement et la transformation de véhicules utilitaires. De quoi compléter son pôle automobile et proposer une gamme élargie de services à ses clients.

Installée aux **Essarts-en-Bocage**, la nouvelle société baptisée Carren (pour carrosserie-rénovation) s'adresse aux **professionnels** souhaitant optimiser et personnaliser leurs véhicules. Intervenant sur l'ouest de la France, de l'Eure-et-Loir à la Dordogne en passant par l'Ille-et-Vilaine, elle se concentre sur trois domaines d'activité pour lesquels elle a obtenu les certifications "opérateur qualifié" : les **aménagement**s (installation d'éclairages, de meubles, de systèmes d'attelage ou encore d'aération), les **transformations** (ajout d'une benne...) et les **dérivés VP** (transformation des véhicules professionnels cinq places en deux places en enlevant la banquette arrière).

« Grâce à nos 61 concessions, nos trois centres de préparation, nos activités pièces détachées, nos ateliers et désormais avec Carren, nous sommes en mesure d'offrir une solution complète de services à nos clients, répondant ainsi à l'ensemble de leurs besoins en matière de gestion de la flotte automobile. Cette nouvelle entreprise intervient en synergie avec les autres activités du pôle automobile du groupe, permettant d'intégrer l'intégralité de la chaîne de valeur. Cela se traduit par une maîtrise des délais, des coûts et une meilleure compétitivité pour la plus grande satisfaction de nos clients », souligne Paul-Henri Dubreuil, PDG du groupe Dubreuil. Lequel a confié la direction de Carren à **Laurent Bizet**, arrivé en 2021 au sein du groupe. Pour accompagner le développement de la nouvelle entreprise, **14 postes** sont à pouvoir : magasinier, chef d'équipe atelier, mécanicien, monteurs

aménagement accessoires, carrossiers...

Florence FALVY



Carren s'adresse aux professionnels souhaitant optimiser et personnaliser leurs véhicules.

Loire-Atlantique • DÉVELOPPEMENT

L'AGENCE WE LIKE TRAVEL TAPE DANS L'ŒIL DU RÉSEAU DES GRANDS SITES DE FRANCE

We like travel, agence de **communication digitale** basée à Nantes et spécialiste des secteurs du **tourisme**, des **loisirs** et de la **culture** (une trentaine de collaborateurs, 5,37 M€ de CA en 2022) va assurer l'accompagnement du Réseau des grands sites de France dans sa stratégie de communication digitale. Cette association regroupe une cinquantaine d'organismes publics qui assurent la protection et la mise en valeur de **sites naturels classés**, comme la dune du Pilat, la Pointe du Raz ou le Marais poitevin. « Le Réseau des grands sites de France entre en résonance avec ce vers quoi on a envie de s'orienter : des acteurs dont la raison d'être est une gestion différenciée du tourisme et des flux touristiques, souligne Rémy Catelain, directeur du développement et de la relation client. C'est un moyen de tester l'ensemble des actions qu'on essaie de mettre en place pour un tourisme responsable. »

L'agence va dans un premier temps plancher sur la stratégie de communication digitale de cinq sites pilotes, en vue d'un déploiement plus large.

Par ailleurs, l'agence a fait peau neuve et renouvelé son **identité de marque**. Un moyen de moderniser son image et de souligner son « ouverture plus grande vers les secteurs des loisirs et de la culture, en complément de son expertise historique dans le tourisme ».

Gildas PASQUET



Avec une enveloppe de 20 M€, *Le Mime et l'Étoile* représente le plus gros investissement du parc à thème vendéen depuis sa création.

> Vendée • RÉCOMPENSE

LE PUY DU FOU DÉCROCHE LE PRIX DU "MEILLEUR SPECTACLE DU MONDE"

Le 16 mars dernier à Los Angeles, *le Mime et l'Étoile*, dernière création en date du Puy du Fou, a été sacré "meilleur spectacle du monde", lors de la 30^e cérémonie des **Thea Awards**, l'équivalent des Oscars pour le spectacle vivant. Pour **Nicolas de Villiers**, président du parc à thème vendéen, « cette récompense consacre l'audace créative du Puy du Fou et conforte sa vision originale qui n'a pas d'équivalent dans le monde et qui fonde son succès ». Deux semaines plus tôt, le Puy du Fou avait déjà obtenu le "Golden Globe" du spectacle le plus créatif du monde, durant la cérémonie des laapa Honors, à Las Vegas. Avec une enveloppe de **20 M€**, *le Mime et l'étoile*, qui rend hommage au 7^e Art, représente à ce jour le plus gros investissement du parc depuis sa création. Après avoir battu son record de fréquentation l'an dernier avec **2,6 millions de visiteurs**, le Puy du Fou rouvrira ses portes le 30 mars, pour une durée de sept mois, jusqu'au 3 novembre. Le public pourra notamment découvrir une nouvelle version du spectacle *le Dernier Panache* (créé en 2016), qui est présenté comme un « concentré de technologie et d'innovation. » Parmi les temps forts de cette nouvelle saison, figure aussi l'accueil le 4 juin prochain, de la flamme olympique qui sera accompagnée par près de 350 acteurs et chevaux sur un parcours de 2 km.

Alexandrine DOUET



Le Réseau des grands sites de France assure notamment la protection et la mise en valeur du Marais poitevin.

© Shutterstock

L'un des modèles issu de la collection Tartine et Chocolat, produite par Pom d'Api.



© Pom d'Api

> Vendée • PARTENARIAT

POM D'API VA PRODUIRE ET DISTRIBUER LES CHAUSSURES TARTINE ET CHOCOLAT

Engagée pour cinq ans dans la création, la fabrication et la distribution de la chaussure pour enfants Tartine et Chocolat, Pom d'Api, marque emblématique du groupe vendéen Shoemakers, réaffirme sa volonté de développement à l'export et sur le digital. Une première collection d'environ 40 modèles est d'ores et déjà attendue pour l'autonome/hiver 2024.

« Ce rapprochement est avant tout une **histoire de complémentarité**, analyse Arnaud Bayeux, le président de Shoemakers qui conçoit, fabrique et vend ses chaussures à travers son réseau de distribution depuis 50 ans. Nous avons perdu 8 % de notre chiffre d'affaires l'année dernière, entre l'inflation et la guerre en Ukraine (13,2 M€ de CA en 2022).

Ce contexte économique tendu nous a obligés à nous réinventer. La licence est un **changement de modèle** qui nous permet de recréer une dynamique sur de nouveaux canaux. Par ailleurs, pouvoir s'appuyer sur une marque forte comme Tartine et Chocolat est une aubaine : c'est l'une des dernières marques de prêt-à-porter pour enfant avec une image "à la française", à la fois chic et raffinée. Cet apport de style, plus intemporel, vient compléter notre gamme mode et décontractée, tout en ciblant une **clientèle différente**. »

De son côté, Tartine et Chocolat peut compter sur l'expertise de Pom d'Api qui maîtrise **l'ensemble des process**, depuis la conception (via son bureau d'études basé à Chambreaud) à la création, en passant par la fabrication et la commercialisation de ses produits. « On retrouvera la collection dans nos **trois corners** parisiens du Bon Marché, des Galeries Lafayette et de Printemps, mais aussi dans **neuf boutiques en propre**, nos **deux franchises**, le site internet et enfin nos **450 magasins indépendants** en France et à l'export, annonce le président de Shoemakers. Nous sommes en train de conclure un accord pour une nouvelle licence. C'est désormais un modèle intégré à notre stratégie de développement. Je suis convaincu que notre adaptation au marché passe par des partenariats avec des marques stables, internationales et fortement digitalisées, à l'instar de Tartine et Chocolat. »

Sophie COMTE

Vendée • DÉVELOPPEMENT VIAGIMMO VISE 40 AGENCES D'ICI FIN 2024

Premier réseau national d'**agences immobilières** spécialisées en **viager**, Viagimmo poursuit son expansion et vise l'ouverture de **dix nouvelles agences** dans les mois à venir. Déjà composée de 29 antennes, dont trois en Vendée (Les Sables-d'Olonne, La Roche-sur-Yon, Saint-Gilles-Croix-de-Vie) et deux en Loire-Atlantique (Nantes, La Baule), la franchise ambitionne 40 agences physiques d'ici fin 2024. À partir d'avril, un directeur de réseau entrera en fonction pour accompagner cette politique de conquête.

Fondé en 2017 aux Sables-d'Olonne par Sophie Richard, juriste spécialiste en droit immobilier et agent immobilier de profession, Viagimmo (60 collaborateurs sur l'ensemble du réseau, CA non communiqué) s'est très rapidement imposé comme un acteur majeur du marché immobilier spécialisé dans le viager, offrant également des services de vente à terme et de vente en nue-propriété.

« En constante progression en France, le viager est une **réponse aux défis d'une société vieillissante**, analyse Sophie Richard. Ce dispositif de vente immobilière est une solution attractive tant pour les seniors souhaitant sécuriser leur avenir que pour les acheteurs cherchant un **investissement immobilier responsable**. » En effet, avec plus d'un tiers de la population française âgée de plus de 60 ans d'ici 2050, le maintien à domicile devient une priorité.

Parallèlement, le viager apporte aux seniors des **moyens financiers complémentaires** pour vieillir confortablement chez eux, tout en permettant aux acheteurs d'accéder à la propriété sans contraintes financières majeures, alors que les taux de crédit contraignent actuellement de nombreux candidats à repousser leur projet.

Marie LAUDOUAR



Sophie Richard

Loire-Atlantique • RECRUTEMENT SNCF CONNECT & TECH EMBAUCHE 70 CDI À NANTES

Filiale privée de SNCF Voyageurs, SNCF Connect & Tech continue de faire grandir ses équipes à Nantes où elle est implantée depuis plus de 20 ans. Un moyen pour l'entreprise de répondre aux enjeux de croissance et de développement sur ses deux activités, celle d'e-commerçant et de distributeur de mobilités durables. Aujourd'hui, ce sont **plus de 450 collaborateurs** qui travaillent sur le site situé dans le quartier Malakoff/Saint-Donatien.

Après avoir atteint ses objectifs d'embauches ces deux dernières années, la politique de **recrutement** de l'entreprise se poursuit cette année. Avec plus de 1 000 collaborateurs répartis sur ses trois sites (Nantes, Lille et Paris), la filiale opère 300 recrutements dont **plus de 70 postes en CDI** sont à pourvoir sur le site nantais, majoritairement pour des **développeurs** (fullstack, back, front, flutter, java...), des **ingénieurs** de production "devops" et des "**feature owners**", qui ont pour mission de maximiser la valeur d'une fonctionnalité spécifique. « À noter que les recrutements prévus cette année tous sites confondus se font plus particulièrement sur des profils de **jeunes diplômés** puisque 25 % d'entre eux les concernent », indique Noémie Loiseau, directrice des ressources humaines.

Florence FALVY



© SNCF Connect & Tech



De gauche à droite : Sébastien Nivelles, gérant de Bernard Michel Transports, Marc Buffet, le chef d'agence aux Sables-d'Olonne et Franck Maso, le directeur de Brangeon Transports et logistique.

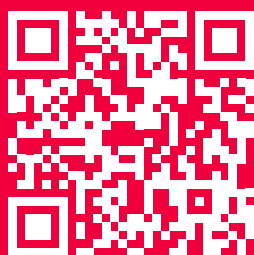
> Vendée • ACQUISITION BERNARD MICHEL TRANSPORTS OLONNE CÉDÉ AU GROUPE BRANGEON

Depuis le 1^{er} mars, l'agence vendéenne de Bernard Michel Transports localisée aux Sables-d'Olonne a rejoint le groupe Brangeon. À l'occasion de cette acquisition, l'agence vendéenne et sa flotte de 15 camions passent aux couleurs du groupe angevin, c'est-à-dire blanc et vert.

« Avec Brangeon, je **pérennise les emplois** et j'assure le renforcement des services proposés à nos clients. Nous travaillons ensemble depuis longtemps. Nous avons la même culture, nos équipes se connaissent. Je suis serein pour mes collaborateurs et mes clients », déclare Sébastien Nivelles, dirigeant de Bernard Michel Transports, qui a cédé son agence des Sables-d'Olonne au groupe de 1 450 collaborateurs (255 M€ de CA en 2023) dont le siège est situé à Mauges-sur-Loire. Le groupe angevin dispose déjà de **trois agences en Vendée** (Les Herbiers, Bellevigny et Aubigny-les-Clouzeaux) et renforce ainsi sa présence au sud du territoire où il compte désormais 145 salariés, tout en complétant ses activités et son maillage sur un secteur stratégique.

La société Bernard Michel Transports, qui emploie **16 collaborateurs** (CA confidentiel), partage ses activités entre le transport en fonds mouvants, les bennes céréalières sous certification Qualimat, le transport pour les travaux publics et l'acheminement de produits conditionnés. Marc Buffet, chef de l'agence depuis 2008, reste à la barre.

Florence FALVY



Magazine papier
et version numérique :
accès au site web
et newsletter hebdomadaire.
Parution hebdomadaire

6 MOIS • 26 NUMÉROS : 48 € TTC

VERSION NUMÉRIQUE : 24 € TTC

1 AN • 52 NUMÉROS : 79 € TTC

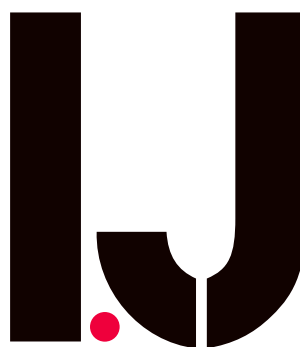
VERSION NUMÉRIQUE : 39 € TTC

2 ANS • 104 NUMÉROS : 119 € TTC

VERSION NUMÉRIQUE : 59 € TTC



Paiement sécurisé



le média
des affaires

Loire-
Atlantique
et Vendée

INFORMATEUR JUDICIAIRE

ABONNEZ-VOUS !

Nom ou raison sociale

Adresse

Téléphone

E-mail

Nombre d'abonnés souhaité

INFORMATEURJUDICIAIRE.FR

« PARTAGER UNE PASSION »

Passionné de vin et de gastronomie, Thibaut Jauffrit a fait ses classes de sommelier au **Marché aux vins** à La Roche-sur-Yon, **un caviste vendéen** dont il est devenu le **PDG** en 2022. Une école du vin, une école de cuisine et plus récemment une cave privée accessible 24h/24 permettant aux particuliers de stocker leurs bouteilles dans les meilleures conditions : la PME vendéenne et son dirigeant multiplient les initiatives pour **rendre le vin accessible à tous**. L'enjeu pour l'entreprise qui compte trois boutiques en Vendée ? **Se démarquer de la concurrence** par des services supplémentaires et une sélection rigoureuse afin d'assurer sa **pérennité**.

Propos recueillis par Marie LAUDOUAR

Quel est votre parcours ?

Je viens de l'Herbergement, une commune entre La Roche-sur-Yon et Montaigu où mes parents étaient boulangers. En 2005, je démarre un BEP restauration aux Sorbets, l'année où la formation quitte Noirmoutier pour La Roche-sur-Yon (*Lycée Notre-Dame-du-Roc, NDLR*). Je suis d'abord en cuisine mais le côté humain me manque et je m'oriente vers la salle. Mon père m'ayant transmis sa passion pour le vin, je décide de poursuivre mes études en sommellerie. J'effectue un premier stage à La Chabotterie (Vendée), qui confirme mon envie. Mais c'est finalement au restaurant Les Voyageurs, à Montaigu, que je vais effectuer mon bac pro restauration en alternance avec le CFA de Saint-Michel-Mont-Mercure. J'achève mes études par une mention sommellerie, en alternance à la CCI d'Angers. Pour la première fois, la formation est ouverte aux cavistes et c'est comme cela que j'arrive en 2009 au Marché aux vins comme apprenti sommelier.

Comment est né le Marché aux vins ?

Le Marché aux vins est né en 1992 à La Roche-sur-Yon sous l'impulsion de Jean Rivière. Dirigeant des Caves Rivière, une entreprise de distribution de boissons pour le CHR, il s'était spécialisé dans le vin qu'il aimait tant, une passion qui a fait la réputation de l'entreprise. À cette époque, son frère Christian était le propriétaire du restaurant yonnais Le Clemenceau et les vins distribués par les Caves Rivière figuraient à sa carte. Les clients les appréciaient et demandaient régulièrement chez quel caviste ils pouvaient les trouver. Or, les Caves Rivière travaillaient uniquement avec les professionnels et n'avaient pas de point de vente ouvert aux particuliers. Un jour, Jean Rivière a donc décidé de créer une nouvelle entité dédiée au marché BtoC. En 1996, il confie la gestion du Marché aux vins à Thierry Loiret, lui restant à la tête de l'activité distribution. Huit ans plus tard, il vend les Caves Rivière et ses deux activités au groupe Kronenbourg,

qui ne souhaite finalement pas garder le Marché aux vins. De façon assez étonnante, Jean Rivière et Thierry Loiret décident de le racheter et doublent la superficie de la boutique. Le Marché aux vins devient alors la plus grande cave de Vendée. En 2009, Jean Rivière prend sa retraite et laisse les clés à Thierry Loiret.

Comment êtes-vous devenu gérant de la société ?

En décembre 2010, Thierry Loiret crée un nouveau point de vente au Château-d'Olonne (*à l'époque, commune voisine des Sables, NDLR*) et m'y embauche. En 2014, je reviens à La Roche pour créer et développer des cours de whisky au sein de notre école du vin. Dans la foulée, je prends la responsabilité du magasin sablais et navigue entre les deux établissements. En 2016, je deviens responsable de La Roche. Et un an plus tard, nous ouvrons un troisième point de vente, toujours aux Sables dans le quartier de La Chaume, dont je prends aussi la tête. Fin 2018, je m'associe à ●●●



Thibaut
JAUFFRIT
PDG du Marché aux vins

ORMES DE PEZ
2004

CRD CHATEAU LA CROIX 2005
POMEROL

COS D'ESTOURNEL
2001

MADIRA
12 BTL

Joseph JANOUÉIX
POMEROL ST-EMILION
CRD COTES DE CASTILLON
2016

CHATEAU
LE PRE
POMEROL
1996

BAUDAN
12 BTL

CHATEAU PEYROS
MADIRAN

CHATEAU LABEGORCE
MARGAUX

CHATEAU LA CROIX
POMEROL

...

Thierry. La transmission s'étale sur quatre ans. En 2022, je deviens le PDG de la structure.

En 2019, avec Thierry Loiret, vous créez une seconde société, VBS Distribution, spécialisée dans la logistique et la livraison. À quelles fins ?

Lors de la vente des Caves Rivière au groupe Kronenbourg, Jean Rivière avait signé une clause de non-concurrence sur le marché CHR d'une durée de cinq ans. En 2009, lorsque je rejoins l'aventure, la clause prend fin et Thierry Loiret relance l'activité de distribution de vins et spiritueux auprès des restaurants vendéens. Dix ans plus tard, la clientèle CHR représente 24 % du chiffre d'affaires. Notre zone de stockage est saturée. C'est un nouveau métier de logisticien, préparateur et livreur. Nous avons donc créé une nouvelle société appelée VBS Distribution et construit un nouveau bâtiment de stockage de 600 m² à l'ouest de La Roche-sur-Yon que nous pourrions agrandir jusqu'à 2 000 m². C'est un emplacement stratégique, proche des grands axes routiers et autoroutiers et de nos trois boutiques. Nous répondons aux demandes du CHR mais aussi des associations, entreprises ou particuliers (*mariages, NDLR*) pour tout ce qui est événementiel. Nous gérons nous-mêmes nos livraisons grâce à deux camions : 99 % de nos tournées ayant lieu en Vendée.

Nous avons le projet de doubler la superficie. Le permis de construire est déposé depuis un an mais nous attendons que les taux d'emprunt baissent pour lancer les travaux. Pour l'instant, nous arrivons à gérer le stockage.

Comment fonctionne cette activité ?

VBS Distribution est une société indépendante qui vend ses services de logistique et de livraison au Marché aux vins mais aussi à des entreprises (CHR et depuis un an l'hôtellerie de plein air), associations et collectivités. Elle est ainsi prestataire de la brasserie Opé et de la Distillerie des Achards et gère leurs livraisons estivales. L'avantage de ce service pour nos clients, c'est de limiter leur stockage, de bénéficier d'un approvisionnement régulier avec une à deux livraisons par semaine et d'avoir une seule facture à la fin du mois.



Échantillons de spiritueux pour les séances de dégustation.

© Benjamin Lachenaud

Vous souhaitez proposer vos services logistiques à des groupements de vignerons. Vous pouvez préciser ?

De plus en plus de vignerons français issus de différents territoires ou de différents domaines basés au sein d'une même région s'associent pour vendre leurs vins auprès des cavistes. Ils partagent les mêmes commerciaux et s'appuient sur une plateforme pour regrouper leurs productions et simplifier la logistique. L'idée est de se positionner sur ce marché en plein essor à partir de 2025.

Finie la livraison directe, palette par palette, à chaque caviste. Tous les mois, chaque vigneron nous enverra trois à cinq palettes en une fois. Nous nous chargerons ensuite du stockage, de la préparation des commandes et de la livraison. Côté vigneron, cela simplifie évidemment la logistique et optimise

les coûts de transport. Côté cavistes, ce système offre plus de souplesse dans les achats et règle la question du stockage. J'espère réunir une quinzaine de vignerons autour de ce nouveau service. Reste à trouver un logiciel logistique compatible avec tous.

En 2021, vous avez aussi lancé un nouveau service à l'adresse des particuliers : une cave pour stocker leurs vins. Comment fonctionne Le Club des Hédonistes ?

C'est un projet que j'avais en tête depuis deux ans mais nous manquions de place. En délocalisant le stockage et la préparation des commandes BtoB au sein de VBS Distribution, nous avons libéré de l'espace pour aménager une cave privée ouverte aux particuliers mais aussi aux entreprises. Ce sont essentiellement des gens du coin qui manquent de place



Le Club des Hédonistes, cave privée ouverte aux particuliers 24h/24, 7j/7.

© Benjamin Lacheret



Le concept de l'école du vin, c'est d'apprendre des choses sur le vin tout en s'amusant, de le rendre accessible.

chez eux pour stocker leurs vins et/ou qui n'ont pas les bonnes conditions pour le faire (*températures modérées et stables, hygrométrie, NDLR*).

La cave dispose de 67 casiers pouvant contenir chacun jusqu'à 50 bouteilles. Climatisée, elle est accessible 24h/24 et 7j/7 grâce à un badge individuel. Prix du service : 200 € par an. On peut aussi y boire un verre entre amis, jusqu'à six personnes maximum, jusqu'à minuit. Il suffit de réserver un créneau de deux ou trois heures sur la plateforme de réservation. Chaque contrat prévoit deux privatisations par an. Au-delà, c'est un forfait supplémentaire.

Nous proposons également à nos clients de remplir leur cave chaque mois avec

une sélection de vins en fonction de leur budget – entre 50 et 200 € en moyenne, mais il n'y a pas de minimum – et de leurs besoins (vins de garde ou de consommation, millésime, région, couleur...).

Le Marché aux vins a créé en 2017 sa propre école du vin et en 2021 son école de cuisine. Dans quels buts ?

Il y a bien sûr l'idée de faire venir jusqu'à nous des gens qui ne seraient jamais venus en boutique. Mais notre objectif premier, c'est de partager une passion, un bon moment autour du vin.

Le concept de l'école du vin, c'est d'apprendre des choses sur le vin tout en s'amusant. Ce n'est pas une formation,

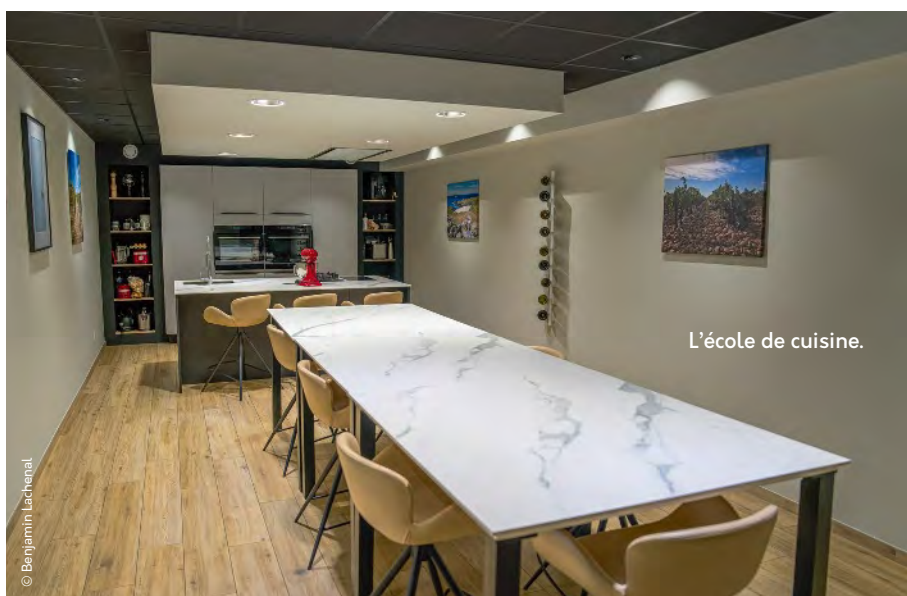
nous voulons juste rendre le vin accessible. On se met souvent des barrières. Or, la dégustation du vin, ça s'apprend. Avant le palais, il y a le nez. Il y a en moyenne trois cours par semaine, aussi bien à La Roche-sur-Yon qu'au Château-d'Olonne.

Nous organisons également des dîners vigneron, soit à La Roche, soit chez un restaurateur partenaire. Nous composons un menu spécial accords "mets et vins" en présence de deux vigneron qui présentent leurs domaines. Nous proposons aussi régulièrement des dîners thématiques, par exemple une soirée raclette avec cinq vins en dégustation. Pour les entreprises, nous organisons des soirées privées avec des jeux autour du vin.

Quant à l'école de cuisine, c'est un cours de cuisine où l'on parle du vin. L'objectif est d'apprendre des techniques, de prendre plaisir à cuisiner puis de partager ensemble un bon repas autour du vin, notre cœur de métier. Nous avons quatre thèmes différents, dont celui où l'on part d'une bouteille de vin pour imaginer un menu. À la demande, pour un anniversaire ou un teambuilding, nous privatisons les séances.

Dérèglement climatique, chute des volumes, hausses de prix, baisse structurelle de la consommation sur le marché domestique... Comment les vigneron et les cavistes font-ils face à ces enjeux ?

2021 et 2022 ont été très compliquées sur le plan météorologique pour les vigneron. Selon les régions, leurs ●●●



L'école de cuisine.

© Benjamin Lacheret



rendements ont considérablement baissé. Le prix du vin a fortement augmenté et il a du mal à redescendre pour deux raisons. Il y a d'un côté les grands domaines, qui continueront à vendre même si les prix restent forts car ils ont une clientèle relativement fidèle et qui, en plus, se tourne davantage vers l'étranger pour maintenir voire développer leur chiffre d'affaires. Et puis, il y a les autres vignerons qui vont amortir la perte de recettes en augmentant leurs prix sur plusieurs années.

Du fait du réchauffement climatique, les vins ont naturellement augmenté leur degré d'alcool. Or, ce n'est pas ce que



© Benjamin Lachenal



Plus de 90 % des vins que nous vendons sont français. Les consommateurs sont effectivement très attachés à leurs terroirs.

recherchent 70 % des consommateurs aujourd'hui. Nombre de vignerons, notamment en agriculture raisonnée ou bio, font preuve de résilience en choisissant des cépages du sud de l'Europe plus adaptés au climat actuel de nos régions, en modifiant leurs conduites de vigne ou en avançant la date des vendanges.

Face à cette baisse de la production viticole et pour répondre à la demande de tous nos clients, nous avons fait le choix d'élargir notre gamme en référencant de nouveaux domaines. Nous avons 200 vignerons partenaires réguliers sur un total de 350 fournisseurs : c'est 10 % de plus qu'avant le Covid. Dans cette période d'inflation, où les achats plaisir comme le vin sont les premiers impactés, nous sommes allés capter des produits avec un bon rapport qualité/prix, entre 5 et 10 € la bouteille. Nous veillons néanmoins à garder un large choix de gamme de prix : de 5 à 1 500 € pour répondre à un maximum d'envies et de budgets.

Les consommateurs sont aussi très attentifs à la manière dont le vin est produit et d'où il vient. Quel est votre regard sur le sujet et quelle place occupent les vins français dans votre commerce ?

Plus de 90 % des vins que nous vendons sont français. Nous avons un magnifique

pays viticole et les consommateurs sont effectivement très attachés à leurs terroirs. Au Marché aux vins, nous avons fait le choix d'avoir très peu de grandes maisons. C'est une façon de nous différencier de nos confrères - certains clients viennent chez nous parce qu'ils ne trouvent pas ailleurs certaines références - mais c'est aussi parce que nous sommes sensibles à la philosophie des "petits vigneron" centrée sur le travail de la vigne, l'attention portée à leur environnement ou sur des techniques de travail innovantes et assumées. Dans cette logique, environ 65 % des vins référencés en boutique sont des vins bios, biodynamiques ou naturels.

Par ailleurs, nous travaillons beaucoup avec les vigneron vendéens, d'abord parce que c'est notre territoire, ensuite parce que depuis une bonne dizaine d'années, les vins d'appellation "fiefs-vendéens" ont énormément gagné en qualité. L'arrivée de jeunes vigneron ayant pas mal voyagé à travers le monde et qui ont envie de retranscrire dans leurs vignes ce qu'ils ont appris ailleurs a été un vrai tournant. Ces vins séduisent à la fois les touristes qui veulent découvrir la gastronomie locale mais aussi les Vendéens qui veulent consommer des produits locaux de qualité.

Et quid des vins étrangers ?

Nous avons un large choix de vins étrangers, environ 120 références. Les clients qui s'orientent vers ces vins sont plutôt dans un esprit de découverte. Ils recherchent des cépages et des goûts différents. Ils voyagent grâce au vin. Il y a aussi ceux qui veulent retrouver les vins qu'ils ont dégustés pendant leurs vacances.

Parmi ces vins étrangers, l'Italie propose des vins incroyables. C'est avec la France, l'un des plus grands pays viticoles. Les vins suisses et espagnols se sont aussi bien améliorés et on trouve quelques très belles bouteilles. Parmi les vins qui gagnent à être connus, il y a ceux de Géorgie.

Quels sont vos projets ?

Début mai, nous allons ouvrir une boutique dans le centre-ville des Herbiers. Son nom : L'Estampille by Marché aux vins. Cette entité indépendante du Marché aux vins est un nouveau concept mixant cave, épicerie fine



En chiffres

Marché aux vins

- CA 2023 : **3,4 M€**.
Particuliers : 50 %.
CHR : 28 % (soit 150 clients en Vendée). BtoB : 8 %.
Associations sportives et culturelles : 6 %.
Traiteurs : 3 %.
Grossistes (cavistes et épicerie fines) : 5 %.
- **350** fournisseurs
- Références :
2 000 vins et **500** spiritueux.
- **8** salariés et **3** apprentis.
- **3** boutiques
(1 à La Roche-sur-Yon,
2 aux Sables-d'Olonne)

VBS Distribution

- CA 2023 : **2,6 M€**
- **4** salariés

et bar à vins. On y trouvera aussi une petite sélection de bières bouteilles ou canettes, car l'idée est de pouvoir y partager un bon verre entre amis, tout en dégustant de la charcuterie ou du fromage mais aussi des tapas revisités (quiche maison, croque-monsieur à la truffe...).

L'objectif est aussi de faire découvrir notre cave à des clients qui n'ont pas l'habitude d'acheter leurs vins chez nous mais plutôt en grandes surfaces, comme sept consommateurs sur dix.

La GMS, c'est notre premier concurrent : les clients ont le choix, vont au plus simple et au plus vite quand ils font leurs courses. Nous devons nous différencier par le conseil, une sélection rigoureuse et des services supplémentaires pour assurer la pérennité de l'entreprise. Le caviste pur et dur qui attend sagement son client, je n'y crois plus beaucoup. Si le test est concluant, l'idée est de dupliquer le concept ailleurs. ●

CLIMAT

L'ACTION PUBLIQUE INSUFFISANTE SELON LA COUR DES COMPTES

Dans son rapport public annuel 2024, la **Cour des comptes** dresse un bilan des **politiques publiques** en faveur de l'**adaptation au changement climatique** et propose plusieurs **pistes d'amélioration**.

Elle incite notamment l'État à mieux planifier et coordonner les différents acteurs.

Par Miren **LARTIGUE**

Après avoir dressé un bilan de la réponse de l'État à la crise sanitaire, en 2022, puis le bilan de 40 ans de décentralisation, en 2023, les juridictions financières ont choisi de consacrer l'édition 2024 de leur rapport public annuel à l'action publique face au changement climatique et, plus précisément, « à l'action publique en faveur de l'adaptation au changement climatique », a souligné le Premier président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici, lors de la présentation du rapport à la presse. Il ne s'agit donc pas des politiques d'atténuation, qui visent à limiter le changement climatique lui-même, mais des politiques d'adaptation, c'est-à-dire « l'ensemble des mesures qu'il faut prendre aujourd'hui et qu'il faudra prendre dans les années à venir pour continuer à vivre de façon supportable dans un climat qui aura profondément changé », a-t-il expliqué.

Des politiques multiformes, spécifiques à chaque territoire, et dont le coût est difficile à chiffrer

L'Union européenne s'est dotée d'une stratégie d'adaptation au changement climatique depuis 2013, renouvelée en

2021. En France, le Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC) est complété par des stratégies sectorielles. « L'adaptation n'est pas une préoccupation aussi ancienne que la réduction des gaz à effet de serre », mais la question est désormais « au cœur de l'action publique » et « pose de nombreux défis », a poursuivi Pierre Moscovici.

Tout d'abord, les politiques d'adaptation sont multiformes du fait de la grande diversité des phénomènes concernés – températures globalement plus élevées, hausse du niveau de la mer, fonte des glaciers, érosion du littoral, tempêtes très violentes, inondations, sécheresse, vagues de chaleur extrêmes... – et elles sont « spécifiques à chaque territoire, chaque région, chaque commune, jusqu'à une très petite échelle ».

Ensuite, « l'incertitude des projections climatiques complexifie grandement la conception des politiques publiques d'atténuation », de même que « l'absence de chiffrage exhaustif et cohérent de ce qu'elles pourraient coûter aux acteurs publics – sachant que « le chiffrage global de l'adaptation est, à mon sens, quasi-impossible aujourd'hui, il faut réfléchir secteur par secteur ». Le scénario sur lequel se base le rapport est celui du gouvernement, à savoir un réchauffement de +4°C d'ici à 2100.

Trois grands types d'impact et 62 recommandations

Les 16 chapitres et 62 recommandations de l'analyse de la Cour des comptes s'articulent autour de trois grandes parties, correspondant aux trois grands types d'impact du changement climatique. Ce dernier a des effets sur les « secteurs transversaux », comme le financement de l'économie et la recherche publique, sur « les grandes infrastructures », comme les transports, les villes, et plus généralement l'habitat, et sur « l'environnement naturel, les personnes et les activités ».

Ainsi, les magistrats financiers estiment que la place occupée par la France dans la recherche publique en matière de mesures d'adaptation est très « modeste » et que l'impact des produits financiers verts est « difficilement mesurable », avec un risque d'écoblanchiment. C'est pourquoi ils avancent plusieurs préconisations pour améliorer le financement de l'adaptation.

La nécessaire adaptation du cadre de vie

En ce qui concerne l'impact du changement climatique sur le cadre de vie français, et plus précisément le logement, « les risques sont de mieux en mieux intégrés dans la construction neuve », mais elle ne représente qu'une très petite part du parc immobilier français, et « de gros efforts d'atténuation sont faits sur le parc existant, via la rénovation énergétique des logements », mais c'est « plutôt une logique de réparation que d'adaptation » et « l'isolation est encore trop peu développée », a expliqué Pierre Moscovici.

Pour ce qui est de l'adaptation des villes au changement climatique, les politiques de végétalisation adoptées par certaines collectivités « peuvent être efficaces à long terme », mais il faut « mettre en œuvre des actions de plus court terme ». Quant à la stratégie immobilière de l'État, elle « n'a pas encore pris en compte l'adaptation », car la priorité a été accordée à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre. La Cour s'est également intéressée à l'adaptation des cen-

Nous devons absolument améliorer les prévisions, les données dont nous disposons.

Pierre MOSCOVICI

trales nucléaires, des réseaux de transport et de distribution d'électricité et des voies ferrées au changement climatique, et émet des préconisations pour toutes ces installations.

Promouvoir la culture de la planification et de la gestion du risque.

En ce qui concerne l'impact du changement climatique sur l'environnement naturel et sur les personnes, les magistrats ont relevé que les politiques d'adaptation de la forêt (qui recouvre un tiers du territoire métropolitain) sont rendues difficiles par l'éparpillement des propriétés et la pression des cervidés, et recommandent de promouvoir la culture de la planification et de la gestion du risque.

En matière de gestion du trait de côte, il existe des outils, des stratégies et des moyens financiers pour lutter contre l'érosion, et la Cour recommande d'aller plus loin en créant un fonds solidaire destiné aux communes côtières. Elle émet également plusieurs préconisations en faveur de l'adaptation de l'agriculture, et en particulier des cultures céréalières, et du secteur du tourisme, dont les stations de ski.

Mieux connaître, informer et planifier

Enfin, le rapport tire plusieurs enseignements généraux. Tout d'abord, il est nécessaire de mieux connaître les effets du changement climatique, les risques auxquels il faut s'adapter et leur ampleur. « Nous devons absolument améliorer les prévisions, les données dont nous disposons », a déclaré le Premier président de la Cour. Il faut également mieux informer les décideurs publics et les citoyens sur l'adaptation et ses enjeux, et mieux articuler les efforts en développant la planification – « et pour cela il faut un pilote qui coordonne les différents acteurs concernés ».

En ce qui concerne le financement des politiques d'adaptation, « les moyens déployés sont très substantiels », et « nous mettons en garde contre les risques de mal-adaptation, qui sont souvent le résultat de logiques de court terme », a-t-il poursuivi. La juridiction financière estime que « la dotation ne doit pas nécessairement passer par de nouvelles dépenses publiques » et que « d'autres leviers peuvent être activés, qui consistent plutôt à inciter les acteurs à réagir et à agir, à responsabiliser les entreprises et les ménages, à modifier leur comportement, soit par la réglementation, soit par l'action sur les prix, soit par l'instauration de mécanisme de solidarité financière ». ●



RECU DU BIO
L'ACHAT
PLAIS
PLUTÔT QUE LA TRANSI

L'engouement des consommateurs pour le bio s'essouffle. Le plaisir et la praticité priment désormais dans les achats alimentaires, reléguant les préoccupations écoresponsables et de santé au second plan. Les Français doutent aussi de l'authenticité de ces produits.

Par Aïcha BAGHDAD et B.L

L'inflation est venue bousculer le marché du bio, la filière agricole souffre. Mais les consommateurs ont aussi changé de priorités. Le dernier baromètre annuel de perception et de consommation des produits biologiques en France, révélé fin février, lors du Salon de l'agriculture, par l'Agence Bio, relate un tournant significatif dans les habitudes alimentaires des Français et leurs motivations à l'achat de produits bio. « Pour la première fois, ce baromètre marque le basculement d'une alimentation axée sur des préoccupations santé (-6 points vs 2022) et environnement (-9 points vs 2022) vers une alimentation plaisir (+15 points). »

Désormais, 53 % des adeptes du bio achètent ces produits pour préserver leur santé, soit une chute de 4 points par rapport à 2022. La baisse est encore plus prononcée pour la préservation de l'environnement, avec seulement 37 % des consommateurs évoquant ce motif (-6 points).

Cette évolution se reflète sur les pratiques alimentaires. Hormis la lutte contre le gaspillage, qui reste une priorité, l'importance accordée à l'achat de produits frais et locaux, issus des circuits courts, au « fait maison » et à la réduction des emballages recule.

Le bio face au défi de la praticité

Autre évolution des attentes des consommateurs, défavorable au secteur : les produits bio sont généralement associés à une image d'aliments bruts, alors que les Français sont de plus en plus attirés par la praticité dans leurs achats alimentaires. En effet, 62 % parmi eux recherchent ce côté « vite préparé », et 34 % considèrent la cuisine comme une corvée (+4 points par rapport à 2022). En conséquence, la demande en produits préparés et préemballés augmente dans le but de réduire le gaspillage.

Le baromètre indique aussi que les labels, logos et certifications – qui se multiplient – retiennent moins l'attention des Français lors de leurs courses, comme celle portée au logo AB (Agri-

culture biologique) (60 %, soit -5 points par rapport à 2022), que 93 % d'entre eux reconnaissent, et à l'Eurofeuille, le label bio européen (57 %, soit -2 points).

Le prix, principal frein à la consommation bio

Mais le prix constitue encore le principal frein pour la majorité des consommateurs, contraints, avec le retour de l'inflation, à des arbitrages pour préserver leur pouvoir d'achat. Ce, qu'ils soient adeptes réguliers (66 %), occasionnels (80 %) ou non-consommateurs (75 %) de produits biologiques. Cette opinion se traduit par une diminution de la fréquence d'achat : en 2023, seulement 30 % des Français s'offrent du bio une fois par semaine, en baisse de 4 points, sur un an. La consommation mensuelle est également en recul, passant de 60 % à 54 % sur la même période. Au premier semestre 2023, la part du bio dans les ventes alimentaires a baissé de 10 % en volume, selon les chiffres de l'Agence Bio (-2,7 %, en valeur).

Si le prix pèse sur la consommation à domicile de produits biologiques, les Français aspirent pourtant à une présence accrue du bio dans la restauration collective et commerciale. Ils sont 69 % à être intéressés par des repas bio à la cantine scolaire ou d'entreprise, et ce chiffre grimpe à 71 % pour les restaurants. Toutefois, 40 % d'entre eux jugent l'offre bio insuffisante à la cantine et dans les restaurants et 44 % pour les plats à emporter.

Manque de clarté et confusion

L'étude révèle aussi un manque d'information et de compréhension concernant les garanties du bio, tant en matière d'impact sur la santé qu'environnemental. La moitié des sondés manifestent des doutes quant à l'authenticité des produits biologiques et 62 % considèrent que « le bio c'est surtout du marketing ». Seuls 41 % estiment être suffisamment informés sur l'effet du bio sur la santé (-4 points, comparativement à 2022) et 39 % sur l'environnement (-4 points). Les Français attendent ainsi plus de clarté et de transparence sur les garanties du bio pour être convaincus de ses bienfaits. L'un des défis pour sauver une filière agricole en difficulté. ●

IR TION

PARENTALITÉ

LE DIFFICILE RETOUR DE CONGÉ MATERNITÉ DES **FEMMES CADRES**



« La **maternité** reste généralement perçue comme un **contretemps** dans la relation de la femme cadre avec son employeur », signale l'Apec dans l'une de ses dernières publications.

Par Charlotte **DE SAINTIGNON**

Si les femmes (près de 40 % des cadres), doivent faire face à de nombreuses inégalités de genre concernant notamment la rémunération ou les parcours professionnels, le congé maternité est vécu comme un moment difficile. Le retour en entreprise constitue « un moment clé » qui a été largement identifié comme l'une des sources de ces inégalités, et mal géré par les entreprises.

Près de la moitié (47 %) des mères cadres l'ayant vécu dans les dix dernières années considèrent comme difficile le retour de congé maternité¹. Même lorsqu'il se passe plutôt bien, en partie grâce au télétravail, ce retour en entreprise reste une période délicate, voire éprouvante. Et ce, dès l'annonce du congé, considérée par les femmes cadres comme un moment difficile. « Beaucoup de futures mères cadres ont la sensation d'une mauvaise nouvelle à annoncer. Certaines éprouvent même un sentiment de trahison vis-à-vis de leur entreprise », signale l'Apec. En témoigne une consultante en recrutement de 31 ans, mère d'un enfant : « J'ai mis du temps à annoncer que j'étais enceinte, j'avais l'impression de leur faire un truc pas bien, j'ai dit : ne vous inquiétez pas, je serai là, je ne vous lâcherai pas. »

Des difficultés qui se prolongent aussi parfois pendant le congé maternité, avec notamment une peine à se déconnecter, notamment pour les femmes managers qui ont des responsabilités spécifiques et une position stratégique (gestion d'équipe, interface avec la direction, devoir d'exemplarité). Contrairement à l'obligation légale, certaines femmes cadres continuent ainsi d'être connectées avec leur entreprise, via le suivi des e-mails ou des clients, la présence à certaines réunions en ligne, etc. « Ce non-respect du congé maternité est vécu par les futures mères cadres comme un abus ou une intrusion (parfois à la limite du harcèlement). Il leur est aussi parfois difficile de "lâcher" leur travail, surtout quand elles ne sont pas remplacées ou que le remplacement se passe mal », pointe encore l'Apec.

Des difficultés hétérogènes...

C'est ce que confie une maman de deux enfants, responsable logistique de 40 ans, manager dans le secteur des transports : « Je n'ai jamais déconnecté pendant mon congé. Ce n'était simplement pas possible, surtout quand je pensais à tout ce qui m'attendait au retour. » Ou encore une analyste sécurité de 35 ans, mère de deux enfants elle aussi, manager : « Ma remplaçante m'appelait tous les jours, c'était presque du harcèlement. »

Principal souci rencontré au retour du congé maternité (pour 71 % d'entre elles), « faire face à la charge de travail malgré la fatigue » ou encore « être tout aussi efficace » (60 %). À leur reprise, les mères cadres constatent une certaine dégradation de leur situation professionnelle, notamment de leur charge mentale (pour 71 % des femmes interrogées), ou encore de leur disponibilité (pour 44 %). Sont également fréquemment évoquées des situations « d'invisibilisation » ou de « marginalisation ». Parmi les difficultés auxquelles elles peuvent être ainsi confrontées, celle de « retrouver leur place à leur ancien poste » (44 %), de « renouer les liens avec leurs collègues et l'entreprise » (41 %) ou de « faire face aux discriminations et aux remarques sexistes liées à la maternité de la part de leur entourage professionnel » (28 %). « En résulte parfois pour la mère cadre un sentiment d'être devenue étrangère dans son entreprise et une perte de capacité qui la fait se sentir débu-

tante et inutile. Elle peut se retrouver bloquée dans l'exécution de son travail et est susceptible à terme de subir des situations iniques : une invisibilisation progressive, une placardisation, voire une disqualification financière », signale l'Apec. Un ressenti qui peut être accentué par la durée d'absence, dans le cas des congés parentaux longs.

« Certaines entreprises ne reconnaissent pas la nouvelle identité des cadres qui sont devenues des mères, comme si cela venait menacer le contrat cadre dans ses fondements : autonomie, responsabilité, fiabilité », pointe encore l'Apec. En conséquence, celles-ci surveillent avec plus d'acuité leur travail, via par exemple « des pertes de flexibilité horaire, une demande de présentéisme ou encore une infantilisation ».

...et des impacts sur l'évolution professionnelle

Pour ces mères cadres, le retour de congé maternité est « peu anticipé » et « mal accompagné » par les entreprises (oublis, négligences, flou organisationnel, etc.). 71 % de celles qui ont pris récemment un congé maternité considèrent que les entreprises ne mènent pas les actions nécessaires pour favoriser le retour au travail et que celui-ci est négligé, pas prévu. Péle-mêle, cela peut prendre différentes formes : absence d'entretien de retour (pourtant obligatoire), omission de transmission des nouveaux codes d'accès, absence de débriefing des changements ayant eu lieu pendant le congé maternité, absence de formation pour les nouveaux supports et logiciels informatiques..., énumère l'Apec. Une analyste sécurité de 35 ans, manager dans les assurances, mère de deux enfants, témoigne en ce sens : « Ils avaient changé de tablettes, mais il n'y en avait pas pour moi, il fallait la commander et j'ai été cinq jours sur site, toute seule, ils étaient tous en télétravail, j'étais sans outil informatique, ils n'avaient pas anticipé. » « Certaines mères cadres ne sont plus tenues au courant de décisions stratégiques, comme si elles devaient "payer" le fait d'avoir été absentes. D'autres peuvent vivre ce retour de congé maternité comme une obligation de "se rattraper", de donner des gages, de montrer des signes que leur performance est restée intacte », déplore encore l'Apec. Elles font face à une forme de « déni de normalité de la maternité » de la part de certaines entreprises qui ne prennent pas suffisamment en compte leur nouveau statut de mère.

Plus globalement, elles sont confrontées à des répercussions de la maternité sur leur évolution professionnelle. Ainsi, une partie d'entre elles peinent à se projeter professionnellement sur le long terme. Près des trois quarts considèrent que le congé maternité ralentit leur évolution professionnelle pendant plusieurs années. Cela peut être de leur fait – certaines qui souhaitent « vivre d'abord ou essentiellement comme des mères, accordent donc la priorité à leur vie personnelle et optent dans leur parcours professionnel pour une pause ». Mais pour une majorité, « la mise en pause de leur carrière est surtout subie », révèle l'Apec. La mauvaise gestion du retour de congé maternité de la part des entreprises concourt à « les empêcher de retrouver leurs marques et leur poste à court terme et a des conséquences sur leur évolution professionnelle à long terme », met en avant l'Apec dans sa publication. ●

¹ Enquête qualitative sous forme d'entretiens individuels menée en juin 2023, auprès de mères cadres et enquête quantitative en ligne menée en janvier-février 2023, auprès de 12 400 cadres en poste dans le secteur privé, dont 840 femmes cadres ayant eu au moins un enfant au cours des dix dernières années (2011-2022).

Benoît Pineau
Préparateur mental

SPORT
& BUSINESS

« L'OBJECTIF DE LA PRÉPARATION MENTALE ? RENFORCER SES POINTS FORTS »

Difficile d'avoir les idées claires quand on est en train de fournir un **effort** ou de prendre du recul quand on est dans l'action. Venue du monde sportif, la préparation mentale aide les chefs d'entreprise à appuyer sur pause et **regarder les choses sous un autre angle** pour identifier leurs points forts et atteindre leurs objectifs de **performance**. Les explications de **Benoît Pineau**, préparateur mental en Vendée.

Propos recueillis par Marie **LAUDOUAR**

Quel est le principe de la préparation mentale, utilisée notamment dans le sport de haut niveau ?

La préparation mentale est historiquement liée au monde du sport mais aussi à celui du spectacle. Elle trouve ses sources dans le monde anglo-saxon, très tourné vers le résultat et la performance. Aux États-Unis, les dirigeants l'ont mise en place dès les années 1970-1980, avec l'essor des entreprises de la tech de la Silicon Valley.

Le premier principe de la préparation mentale, c'est de réussir à mettre toutes ses capacités dans sa performance le jour J. Une performance, c'est quoi ? C'est le potentiel moins les interférences. Le potentiel se cultive par l'entraînement, la préparation physique ou encore une nutrition adaptée : en préparation mentale, on n'y touche pas. On se concentre sur les interférences, c'est-à-dire sur tout ce qui va bloquer le potentiel du sportif : pensées négatives, émotions, stress...

La préparation mentale s'attache également à responsabiliser le sportif dans sa performance. Son résultat ne dépend que de lui, pas du vent, de la pluie ou de la chance. L'autonomisation est donc un facteur essentiel de réussite. Le préparateur men-

tal donne des clés au sportif, l'aide à trouver les siennes car le jour J, celui-ci est tout seul dans sa performance.

Quels sont les points communs entre dirigeants et champions sportifs ?

En général, sportifs et dirigeants connaissent assez bien leurs points faibles. Ils savent s'adapter et ont une ambition. Leur environnement professionnel est également similaire. Le sportif a des adversaires, le dirigeant, des concurrents. L'un comme l'autre cherchent à innover et améliorer leurs performances et ne laissent jamais rien au hasard. En revanche, ils ont du mal à identifier leurs points forts, à voir ce qui les différencie des autres, que ce soit dans leur manière d'être – par exemple, ne rien lâcher dans l'adversité –, leur valeur ou leur stratégie. En préparation mentale, l'objectif est de renforcer les points forts, plutôt que d'essayer de combler les points faibles.

Pourquoi ?

Parce que c'est plus difficile de travailler ses points faibles. Et puis, mettre à profit ses points forts fait remonter la confiance ●●●

En entreprise, la préparation mentale permet de redonner du souffle à l'engagement des équipes.



...

et l'estime de soi. C'est aussi comme ça que l'on génère du plaisir dans la pratique sportive ou le travail, et ce, avant même de chercher à atteindre la performance.

Pour quelles raisons un chef d'entreprise fait-il appel à un préparateur mental ?

Un dirigeant doit afficher une position claire, montrer qu'il sait ce qu'il fait, ce qu'il veut. Exprimer ses doutes peut être perçu comme un aveu de faiblesse. Englué dans sa stratégie, il peut avoir du mal à s'organiser, à générer de la motivation dans son équipe. La réalité est parfois différente de ce qu'il a imaginé. Si l'on reprend l'analogie avec le sport, c'est très difficile d'être à la fois en train de pédaler à fond, donc de fournir un effort, et en même temps d'avoir les idées claires, autrement dit de prendre du recul sur une situation quand on est dans l'action. Le préparateur mental intervient pour aider le chef d'entreprise à appuyer sur pause et regarder les choses sous un autre angle, pour qu'il puisse prendre des décisions éclairées. Il ne le conseille pas sur ce qu'il doit faire mais l'amène à retrouver une certaine lucidité. Le dirigeant doit en effet être persuadé d'avoir pris la bonne décision et

l'assumer jusqu'au bout, quitte à échouer. Le préparateur peut aussi l'aider à comprendre pourquoi il a réussi sur tel ou tel point afin de le dupliquer, ce que les sportifs savent très bien faire.

Et collectivement, quels sont les apports de la préparation mentale en entreprise ?

La préparation mentale permet de retravailler de la cohésion au service d'un projet, de redonner du souffle à l'engagement des équipes en activant les clés de la motivation, d'épanouissement, de progrès et d'appartenance. On se concentre sur le flow, là encore quelque chose de bien connu des sportifs.

De quoi s'agit-il exactement ?

Le flow, c'est l'adéquation complète entre sa compétence et le challenge demandé qui permet de progresser de façon permanente et s'épanouir. Quelqu'un qui se sent à sa place peut apporter le meilleur de lui-même. Si le challenge est trop élevé par rapport au niveau de compétence, on est en zone de panique. À l'inverse, si le niveau est trop faible par rapport aux compétences, on s'ennuie. Un collaborateur dont le potentiel est sous-exploité risque de quitter l'entreprise. Pour rester dans la zone de flow, il faut remonter le niveau du challenge de façon personnalisée et adaptée.

Le monde de l'entreprise peut-il inspirer l'univers sportif ?

Quand un chef d'entreprise recrute, il se demande comment le candidat va s'intégrer dans le collectif. Au-delà du savoir-faire, il recherche un savoir-être, en accord avec les valeurs de l'entreprise. C'est pour ça que le recrutement repose aussi sur un entretien oral et pas uniquement sur un CV qui se concentre sur les compétences. L'entreprise est capable



◀ EN BREF ▶

Un challenge “En Jeux Entreprises” aux Achards fin mai

Fondé en 2020 par le Comité départemental olympique et sportif de Vendée, le Team Sport Vendéen lance en cette année olympique un challenge inter-entreprises sur le thème de l'activité physique et sportive au travail. Baptisé “En Jeux Entreprises”, ce rendez-vous organisé en partenariat avec le Medef et Harmonie Mutuelle se tiendra le 31 mai aux Achards. Objectif ? Créer du lien entre collaborateurs et intégrer la pratique d'activités physiques comme vecteur de bien-être au travail. Les entreprises vendéennes sont invitées à venir participer, après avoir constitué leurs équipes (6 à 8 personnes). Au programme : un “challenge olympiade” articulé autour de six épreuves sportives et collaboratives, ainsi qu'une rando-quiz. Après l'effort, le réconfort. La journée se terminera par un cocktail, une démonstration de VTT trial et enfin un dîner-concert.

Inscriptions via le site [Teamsportvendee.fr/boutique](https://teamsportvendee.fr/boutique).
Tarifs : de 150 € à 240 € par équipe.

AD



Idea retenu par le spécialiste des clubs de golf d'occasion Golfbidder

Le spécialiste de la logistique Idea a aménagé son site de Calais pour y accueillir une plateforme de vérification et de distribution pour Golfbidder, leader dans le commerce en ligne de clubs de golf d'occasion au Royaume-Uni. Cette prestation, une première à destination d'un marché BtoC pour le groupe nantais, comblera des activités de réception des équipements de golf, inspection, vérification et remise en état du matériel, de prise de photo pour mise en ligne et de stockage, et de préparation des commandes et d'expédition.

GP

d'aller chercher ces éléments d'attitude parce qu'elle sait ce qu'elle veut.

Dans le sport, cette adéquation entre la compétence et l'attitude n'est pas encore suffisamment prise en compte, notamment dans des sports collectifs comme le foot. Les clubs ne veulent que les meilleurs et croient à tort qu'ils vont former leurs joueurs dans leur attitude. Or cette stratégie est loin de bien fonctionner. Pourquoi ? Parce que la compétence peut toujours monter alors que l'attitude, non. Certes, on ne recrute pas un champion uniquement parce qu'il est “sympa”. Mais si celui-ci a un solide sens du collectif, il sera un atout pour son équipe en cas de coup dur. C'est sur cet aspect-là que l'entreprise peut inspirer le monde du sport. ●

SPECTACLE

ÉCHAPPÉE ENTRE CIEL ET MER AVEC LE CIRQUE ÉLOIZE

Le Cirque Éloize, qui fête ses 30 ans, embarque le public dans un **conte acrobatique et musical** venu d'outre-atlantique, aux accents acadiens et québécois. Direction les Îles-de-la-Madeleine, au milieu du Golfe du Saint-Laurent, une terre « entre ciel et mer » pleine de **contes et légendes extraordinaires** et de personnages hauts en couleurs. Aux manettes, le conteur Cédric Landry, accompagné du groupe Suroît et sa musique traditionnelle, ainsi que de six acrobates du Cirque Éloize, brouillent la frontière entre réalité et féerie...

"Entre ciel et mer", les 9, 10 et 11 avril à 20h à la Cité des Congrès, Nantes.

Tarifs : de 9 € (tarif réduit) à 37 €.

Réservation : Lacite-nantes.fr/landing/cirque-eloize



FESTIVAL

LA 7^E VAGUE S'APPRÊTE À DÉFERLER À BRÉTIGNOLLES-SUR-MER

Bientôt le retour de la **7^e Vague**, qui marque la reprise de la saison des festivals en Vendée. La 22^e édition du rendez-vous musical de Brétignolles-sur-Mer se tiendra au cœur du week-end de l'Ascension, les **10 et 11 mai** prochains. Les organisateurs annoncent une programmation haute en couleurs, faisant la part belle à la **jeune génération**. Au menu : sonorités urbaines, pop, électro, rock ou encore musiques du monde.

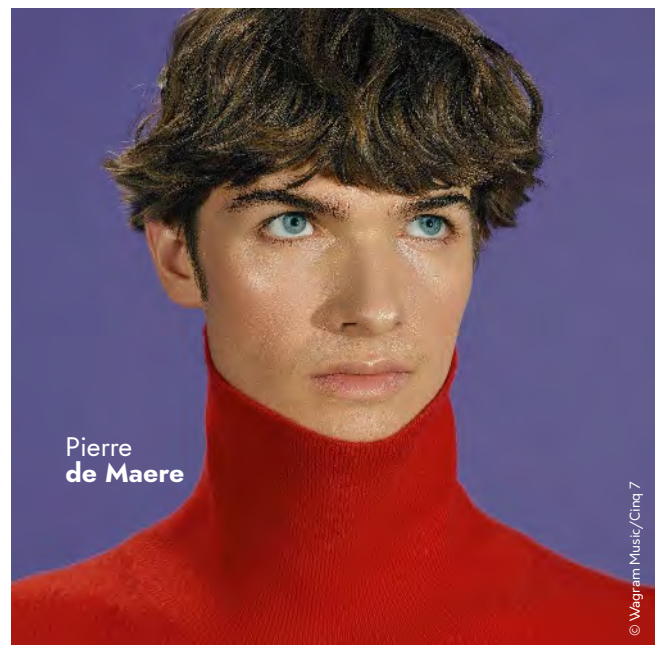
Une vingtaine d'artistes au total vont faire trembler la scène du **parc des Morinières**. Sont notamment attendus le vendredi soir, le duo de rappeurs toulousains **Big Flo et Oli**, le phénomène **Julien Granel** qui a enflammé les dernières Victoires de la musique le 9 février dernier, avec son titre *Plus fort*, ainsi que l'élégant **Pierre de Maere**, sacré révélation masculine de l'année lors de cette même soirée. Le samedi, le festival créera l'événement en accueillant le groupe culte **The Libertines**, emmené par le sulfureux Pete Doherty. Les Britanniques reviennent sur scène, avec un nouvel album intitulé *All Quiet On The Eastern Esplanade*, composé en Jamaïque durant l'hiver dernier. À ne pas manquer également, le show explosif de la formation catalane, **La Pegatina**.

Vendredi 10 et samedi 11 mai, Parc des Morinières, Brétignolles-sur-Mer.

Tarifs : 41 € le billet pour une soirée ;

Pass 2 jours : 68 €.

Informations et réservations : 7vague.com.



Pierre de Maere



EXPOSITION

LES MINIMIAM DÉBARQUENT AUX HERBIERS

Imaginé par les photographes franco-japonais **Pierre Javelle et Akiko Ida**, les Minimiam sont de drôles de petits personnages déambulant dans des décors constitués de nourriture et d'objets du quotidien à échelle réelle. Après Londres, New York, Bruxelles et Paris, le couple d'artistes entame un tour de France inédit et fait étape aux Herbiers pour présenter son univers ludique et décalé. Avec "La balade des Minimiam en Vendée", le duo spécialiste de la photographie culinaire invite les curieux à suivre leurs figurines miniatures au cœur de lieux emblématiques de la Vendée, du **passage du Gois** au Mont des Alouettes en passant par les marais salants, tout en mettant à l'honneur les spécialités gastronomiques locales : **brioche**, moquette, fleur de sel et autre pomme de terre de Noirmoutier.

Jusqu'au 12 mai, salle du Lavoir, rue des Bains Douches, Les Herbiers.

Entrée gratuite.

Ouverture mercredi et samedi de 10h30 à 12h30 et de 14h30 à 18h30, dimanche de 14h30 à 18h30. Pendant les vacances, ouvert aussi le mardi, jeudi et vendredi de 14h30 à 18h30.

(ENVIES Tables Culture)

Par Alexandrine **DOUET**
& Gildas **PASQUET**

ÉCONOMIE CIRCULAIRE

LE RÉEMPLOI À LA FÊTE AU FESTIVAL DEUXMAINS

Organisé par Les Ecosolies au Solilab de Nantes le temps d'un week-end, le festival Deuxmains revient mettre le **réemploi et la seconde main** sous le feu des projecteurs. Sur 4 000 m², le public pourra venir à la rencontre de **ressourceries et créateurs** de tout le département. Livres, fripe (à l'honneur cette année), déco, vinyles, mobilier, mercerie, matériel informatique, smartphones, plantes vertes... La palette est large pour **consommer responsable** ou se faire plaisir ! Les visiteurs auront aussi la possibilité de participer à des ateliers organisés par les exposants : couture, sérigraphie, upcycling, zéro déchet. Également au programme : concerts (Klem H, Blacksad), bar et restauration en continu.

Samedi 13 avril, de 14h à 19h et dimanche 14 avril, de 10h à 18h, au Solilab, Nantes. Entrée libre.



VENTES AUX ENCHÈRES

VENDREDI 22 MARS | RÉSULTATS DES VENTES AU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE SAINT-NAZAIRE

NATURE ET DÉSIGNATION	CONTENANCE	MISE À PRIX	PRIX DE VENTE	AVOCAT
Vente aux enchères publiques 9 rue des Brouzils DONGES Maison d'habitation	58,30 m ²	2 000 €	63 000 €	SCP CADORET TOUSSAINT DENIS ET ASSOCIÉS Tél. 02 40 53 33 50
Vente aux enchères publiques 20 et 20B rue de l'Étang Aumée Quinsignac SAINT NICOLAS DE REDON Deux maisons d'habitation	96,95 m ² 95,35 m ²	110 000 €	vente annulée	SCP CADORET TOUSSAINT DENIS ET ASSOCIÉS Tél. 02 40 53 33 50
Vente aux enchères publiques ZAC de Cadréan, 1 rue des Comètes MONTOIR DE BRETAGNE Parking+ local + bureaux	49 a 30 ca	136 000 €	vente annulée	SCP CADORET TOUSSAINT DENIS ET ASSOCIÉS Tél. 02 40 53 33 50
Vente aux enchères publiques 5 rue des Saules SAINT VIAUD Maison d'habitation + terrain	04 a 86 ca	98 000 €	157 000 €	SCP ROY-BRETECHER-ANEZO Tél. 02 40 22 52 26
Vente aux enchères publiques en un lot 6 rue Louis Quihot BOUVRON Maison d'habitation + appartements		150 000 €	81 000 €	SCP CADORET TOUSSAINT DENIS ET ASSOCIÉS Tél. 02 40 53 33 50



INFORMATEUR JUDICIAIRE

ABONNEZ-VOUS !

INFORMATEURJUDICIAIRE.FR

6 MOIS • 26 NUMÉROS : 48 € TTC

1 AN • 52 NUMÉROS : 79 € TTC

VERSION NUMÉRIQUE : 39 € TTC

2 ANS • 104 NUMÉROS : 119 € TTC

couplage magazine + version numérique + newsletter
parution hebdomadaire

Nom ou raison sociale

.....

Adresse

.....

Téléphone

.....

E-mail

.....

Nombre d'abonnés souhaité



Paiement sécurisé

LES ANNONCES LÉGALES

E-mail : annonces-legales@informateurjudiciaire.fr

Plateforme : <https://annoncelegale.informateurjudiciaire.fr>

L'INFORMATEUR JUDICIAIRE magazine d'informations économiques est habilité à publier les annonces légales et judiciaires sur le département de la Loire-Atlantique, par arrêté préfectoral du 21 décembre 2023, et sur le département de la Vendée, par arrêté préfectoral du 15 décembre 2023.

Le site Informateurjudiciaire.fr est également habilité par arrêté préfectoral à publier les annonces légales et judiciaires pour les départements de la Loire-Atlantique et la Vendée.

Selon l'arrêté du 14 décembre 2023 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048680411>), le tarif des annonces judiciaires et légales est fixé à 0.183 euro HT le caractère pour les départements de la Loire-Atlantique et Vendée.

Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, les annonces mentionnées ci-dessous font l'objet en 2024 d'une tarification forfaitaire, selon les modalités suivantes :

- Le tarif des constitutions de sociétés est établi suivant la forme de la société, comme mentionné dans l'article 2 alinéa 2 ;
- Le tarif des annonces relatives à l'acte de nomination des liquidateurs des sociétés commerciales est de 149 € HT ; le tarif lié à la clôture de la liquidation des sociétés commerciales est de 108 € HT ;
- Les tarifs des annonces légales relatives aux procédures collectives régies par les titres II, III et IV du livre VI du code de commerce sont mentionnés dans l'article 2 alinéas 5 et 6 ;
- Les tarifs des annonces relatives aux modifications de société sont mentionnées dans l'article 2 alinéa 8 ;
- Les tarifs des annonces relatives au changement de nom patronymique est de 56 € HT.

Les annonces relatives aux sociétés et fonds de commerce font l'objet d'une centralisation sur la base de données numérique centrale mentionnée au deuxième alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 4 janvier 1955 susvisée et régie par le décret du 28 décembre 2012 susvisé (<https://actulegales.fr/>).

PLATEFORME
DE SAISIE



www.annoncelegale.informateurjudiciaire.fr

WWW.INFORMATEURJUDICIAIRE.FR

44 LOIRE-ATLANTIQUE NANTES | SAINT-NAZAIRE

MARCHÉS PUBLICS

PROCEDURE FORMALISEE

- APPEL D'OFFRES OUVERT - MARCHÉ A TRANCHES

SERVICES D'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS PRESTATIONS D'ORGANISATION ET DE COMMERCIALISATION DE L'ÉVÉNEMENT WIND FOR GOODS EDITIONS 2025 ET 2027

Acheteur :

Association Nantes Saint-Nazaire Développement

16 rue de Cornulier 44000 Nantes

Procédure n° 2024-01

Renseignements sur la procédure : alice.jubre@nantes-sainnazaire.fr

Description du besoin :

Le marché porte sur l'accompagnement à l'organisation et à la commercialisation de l'événement Wind for goods. Il se décompose en tranches de la manière suivante :

- Tranche ferme : accompagnement à l'organisation et à la commercialisation de l'édition 2025 de Wind for goods
- Tranche optionnelle : accompagnement à l'organisation et à la commercialisation de l'édition 2027 de Wind for goods

Allotissement :

Le marché se décompose en trois lots :

- Lot n° 1 : Production de l'Événement et communication associée
- Lot n° 2 : Réalisation des opérations commerciales liées à l'Événement
- Lot n° 3 : Mise en œuvre et administration d'une plateforme de billetterie et rendez-vous B2B

Nature du marché :

Services Nomenclature principale (cpv) : 79952000 Services d'organisation d'événements Nomenclatures supplémentaires :

- (cpv) : 55000000 Services d'hôtellerie, de restauration et de commerce au détail
- (cpv) : 79950000 Services d'organisation d'expositions, de foires et de congrès
- (cpv) : 79822500 Services de conception graphique

Procédure :

La consultation prévoit l'organisation d'auditions tel que précisé à l'article 10 du règlement de la consultation (RC).

L'accès au dossier de consultation des entreprises est conditionné par la signature préalable d'un engagement de confidentialité.

Présentation des candidatures et offres par voie électronique à l'adresse :

<https://marchespublicsloireatlantique.safetender.com/#/home>

Date limite de remise des offres : 29 avril 2024 à 12h00

Critères d'analyse des candidatures et des offres : tel que précisé au règlement de la consultation.

Recours :

Tribunal judiciaire de Rennes

7, rue Pierre Abélard

35031 Rennes

Mail : accueil.tj-rennes@justice.fr

L24IJ06754



Lamacompta

Le site d'emploi 100% dédié
aux cabinets d'expertise comptable

RECRUTEZ
EN RÉVÉLANT VOTRE
ATTRACTIVITÉ

Rendez-vous sur
lamacompta.co



MAIRIE DE MONTOIR DE BRETAGNE 44550 MONTOIR DE BRETAGNE SIRET 21440103600121

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

Objet : Groupe Scolaire Jean Jaurès - Démolition d'anciens logements

L'avis implique un marché public.

Référence : 2024-TRX-0001

Type de marché : Travaux

Mode : Procédure adaptée ouverte

Lieu d'exécution principal : 42 avenue de Lorraine - 44550 MONTOIR-DE-BRETAGNE

Durée : 3 mois

Description : Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et comprennent :

La préparation du chantier,

La sécurisation du site avec la mise en place des éléments de protection nécessaires à la réalisation des travaux (clôture de chantier, sécurisation des zones à risques de chutes...),

Le désamiantage,

La déconstruction intérieure,

La démolition lourde et l'évacuation des matériaux,

La remise en état de la plateforme.

Code CPV principal : 45111100 - Travaux de démolition

Forme : Prestation divisée en lots : Non

Conditions de participation

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de la consultation.

Renseignements : Correspondre avec l'Acheteur

L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur :

Offres : Remise des offres le 24/04/24 à 14h00 au plus tard.

Dépôt : Déposer un Pli dématérialisé

Cette consultation bénéficie du Service **DUME**

Renseignements complémentaires

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.

Envoi le 25 mars 2024 à la publication

L24IJ06909

AVIS ADMINISTRATIFS



Grand Port Maritime de Nantes - Saint-Nazaire
18 quai Ernest Renaud - 44100 NANTES

Conformément à l'article L.2122-1-1 du CGPPP le Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire informe de la publication de son offre foncière accessible sur son site : <https://nantes.port.fr/travailler-avec-le-port/solutions-foncières/>.

L'offre publiée porte sur le foncier et l'immobilier disponible sur les communes de : SAINT-NAZAIRE, MONTOIR DE BRETAGNE, DONGES, PAIMBOEUF, FROSSAY, LE PELLERIN, COUÉRON, SAINT-HERBLAIN, NANTES, BOUGUENAI, REZE.

Cette offre est consultable du 21/03/2024 au 01/04/2024 inclus.

L24IJ06733

RESTEZ MAÎTRE DE L'INFORMATION :

ABONNEZ-VOUS!
1 an : 79 €

ABONNEMENT@INFORMATEURJUDICIAIRE.FR

VENTES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES



PARTHEMA AVOCATS (Maître Jean-Philippe RIOU), Selarl d'Avocats au Barreau de Nantes domiciliée immeuble «EHUNDURA» 3 mail du Front Populaire 44200 NANTES - Tel : 02.44.76.13.67

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

Au plus offrant et dernier enchérisseur.
à l'AUDIENCE DES VENTES IMMOBILIERES DU JUGE DE L'EXECUTION du Tribunal Judiciaire de Nantes - Service des saisies immobilières - au Palais de Justice de Nantes 44200 NANTES Quai François Mitterrand

MAISON D'HABITATION + GARAGE

Ville et Commune de **SUCE SUR ERDRE (44240)**
5 Impasse des Rouaudières
Mise à prix : 70.000 €

VENDREDI 17 MAI 2024 A 10H00

Des biens suivants : Sur la Ville et Commune de **SUCE SUR ERDRE (44240)**, 5 Impasse des Rouaudières, **UNE MAISON D'HABITATION** dans un lotissement à proximité du centre-ville figurant au cadastre sous la référence : Section AT n° 17 d'une contenance de 9 a13 ca (selon la description du procès-verbal descriptif du 19/04/2023) :

- Au rez -de-chaussée : grand séjour cathédrale avec coin cuisine, une pièce donnant sur le jardin, deux chambres dont une avec salle de bain, WC, grand cellier ;

- A l'étage : grande mezzanine, trois chambres, salle de bain, WC. ;

- Un **GRAND GARAGE** ;

- Une **PISCINE**.

Le bien est actuellement occupé.

Un procès-verbal de remaniement du 21 janvier 2021 publié au service de la publicité foncière de Nantes le 21 janvier 2021 sous les références 4404P02 2021P997 a renuméroté la parcelle F 1080 devenant la parcelle AT 17.

Ladite parcelle fait partie intégrante du lotissement dénommé Les Rouaudières approuvé par Monsieur Le Maire de Suce sur Erdre en date du 16/07/1986 sous le n°201.86.M.5372, lequel arrêté a été modifié le 25/10/1986, dont l'ensemble des pièces constitutives ont fait l'objet d'un dépôt au rang des minutes de Maître GASCHIGNARD le 01/04/1987, publié au service de la publicité foncière de Nantes le 24/04/1987 volume 1987P 3567.

Tel que ledit immeuble existe, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances et dépendances, y compris tout immeuble construit, en cours de construction ou immeuble par destination.

Sur la mise à prix de SOIXANTE DIX MILLE EUROS (70.000,00 €), frais en sus.

Aux requêtes, poursuites et diligences de : LA BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST, anciennement dénommée BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE, société anonyme coopérative de BANQUE POPULAIRE à capital variable régie par les articles L512-2 et suivants du Code Monétaire et Financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédit, dont le siège social est situé 15 boulevard de la Boutière CS 26858 35768 SAINT GREGOIRE CEDEX, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de RENNES sous le numéro 857 500 227, agissant en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège.

Ayant pour avocat la **Selarl PARTHEMA AVOCATS (Maître Jean-Philippe RIOU)** Société d'avocats au Barreau de NANTES domiciliée dite ville Immeuble Ehundura 3 Mail du Front Populaire ,

La visite aura lieu le :

MARDI SEPT MAI DEUX MILLE VINGT QUATRE A QUATORZE HEURES (07.05.2024 à 14H)

Les enchères ne seront reçues que par Ministère d'Avocat inscrit au Barreau de NANTES.

Le cahier des conditions de vente peut être consulté au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de Nantes - Service des saisies immobilières - au Palais de Justice de ladite ville quai François Mitterrand, ou au cabinet d'avocat du créancier poursuivant sur rendez-vous préalable.

Pour tous renseignements s'adresser aux avocats susnommés ou au Greffe du Juge de l'exécution - Service des Saisies Immobilières - du Tribunal Judiciaire de Nantes.

Pour avis

Signé Jean-Philippe RIOU - Avocat associé

L24IJ07048



**PLATFORME
DE SAISIE**

www.annoncelegale.informateurjudiciaire.fr

CONSTITUTIONS

**one ace**
AUDIT CONSEIL EXPERTISE3 Impasse des Tourmalines
44300 NANTES**ECAM IMMOBILIER**Société civile immobilière
au capital de 1 000 euros
Siège social : 7 place de la Galarne,
44200 NANTES

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société civile immobilière
Dénomination sociale : ECAM IMMOBILIER
Siège social : 7 place de la Galarne, 44200 NANTES

Objet social : L'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers.

L'emprunt de tous les fonds nécessaires à cet objet et la mise en place de toutes sûretés réelles ou autres garanties nécessaires.

Exceptionnellement, l'aliénation des immeubles devenus inutilés à la société notamment au moyen de vente, échange ou apport en société.

Toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 1 000 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire
Gérance : Monsieur Fabien GOUJON, né le 30 avril 1985 à AIX EN PROVENCE

(13) demeurant 35 bis rue du petit prince 44360 VIGNEUX DE BRETAGNE
Monsieur Daniel MIELZENSKI, né le 18 octobre 1969 à COURRIERES

(62) demeurant 1 rue des rosiers 44880 SAUTRON
Clauses relatives aux cessions de parts :

dispense d'agrément pour cessions à associés, conjoints d'associés, ascendants ou descendants du cédant
agrément des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales
Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de NANTES.

Pour avis
La Gérance

L24IJ03885

**EFI SCIENCES**
ENSEIGNER LE DONNER LES MOYENS

Aux termes d'un ASSP en date du 14/03/2024, il a été constitué une SARL ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : TA CABANE
Objet social : La Société a pour objet en France et à l'étranger, directement ou indirectement :

- La prestation d'accueil ou d'accompagnement temporaire sans hébergement pour les enfants mineurs et les jeunes majeurs, qui manifestent des besoins spécifiques en matière de trouble d'intégration à un groupe ou au sein de leur lieu de vie ;
- L'accompagnement éducatif individualisé, adapté aux besoins de chaque enfant, par le biais d'activités ludiques, sportives, manuelles, récréatives, culturelles, sensorielles, ou artistiques pour les enfants qui témoignent de troubles associés au lieu de vie de l'enfant, afin de stimuler la motricité, l'écoute, l'attention, l'estime et le respect de soi et des autres ;
- L'accompagnement complémentaire aux structures qui prennent

en charge les troubles précités ;
- L'acquisition, la réception comme apports, la construction, la réparation, l'entretien, la gestion, l'administration, la transformation, la prise à bail et la location, et à titre accessoire, la vente, de tous biens immobiliers bâtis ou non bâtis. L'emprunt de toutes sommes nécessaires à la réalisation des opérations ci-dessus, avec ou sans garantie hypothécaire ;
- Toutes activités connexes se rapportant à celles-ci-dessus indiquées ;
- La création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
- La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises, pouvant se rattacher à l'objet social ;
- Toutes opérations commerciales, artisanales, mobilières ou financières se rapportant directement ou indirectement ou pouvant être utiles à cet objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, l'extension ou le développement.

Siège social : 2 rue Wégélias, 44780 MISSILLAC
Capital : 2 700 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de SAINT-NAZAIRE
Gérance : Mme LE THIEC Céline, demeurant 2, rue des Wégélias, 44780 MISSILLAC

L24IJ06091

**EPC**
Expertise**LES GRANDS SEREINS**Société Civile Immobilière
Au capital de 1 000 euros
Siège Social : 1 impasse du Clos Allen à (44680) SAINTE PAZANNE
En cours d'immatriculation au RCS de NANTES

CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date à SAINTE PAZANNE du 15/03/2024, il a été constituée une société dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Forme : Société Civile Immobilière
Dénomination : LES GRANDS SEREINS

Siège social : 1 impasse du Clos Allen à (44680) SAINTE PAZANNE

Objet : La société a pour objet :
- L'acquisition, l'administration, la gestion, la construction en vue de la location, la location d'immeubles, à usage commercial, professionnel ou d'habitation et de tous biens immobiliers et éventuellement et exceptionnellement l'aliénation de ou des immeubles devenus inutilés à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société, et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la Société.
- L'acquisition, la prise de participation, la gestion et la cession de tous titres, valeurs mobilières (SCPI), participations financières, dans toutes affaires, entreprises, sociétés commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, ainsi que l'exercice de tous les droits attachés à ces participations et valeurs mobilières.
- La propriété, l'administration et l'exploitation par bail ou location des biens immobiliers qui seront acquis par elle, apportés ou loués à la société au cours de la vie sociale ;
- La conclusion de tout emprunt, hypothécaire ou non et, à titre exceptionnel, le cautionnement hypothécaire des associés ;
- Les cas échéant, la vente, l'échange, l'apport et l'arbitrage, de tout ou partie des éléments immobiliers et mobiliers du patrimoine de la Société, à condition de respecter strictement le caractère civil de la Société.

Capital social : 1 000 € divisé en 100 parts de 10 € chacune de valeur nominale entièrement libérées.
Gérance : Monsieur Michaël HERVE né le 23 février 1983 à SAINT NAZAIRE (44) demeurant 1 impasse du Clos Allen à (44680) SAINTE PAZANNE

Durée - RCS : 99 années à compter de son immatriculation au RCS de NANTES

Agrement des cessions de parts : toutes les cessions de parts sociales, y compris celles intervenant entre associés, ascendants et descendants ou encore entre conjoints, que ce soit en pleine propriété, nue-propriété ou en usufruit, sont soumises à un agrément. La décision d'agrément est valablement prise aux conditions des décisions collectives extraordinaires.

Pour avis,
La Gérance

L24IJ06183

Aux termes d'un ASSP en date du 20/03/2024, il a été constitué une SAS ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : LES BONS NETTOYEURS

Sigle : Les BN

Objet social : La Société a pour objet, en France et en tous autres pays : le nettoyage de toutes les parties extérieures des bâtiments, notamment des façades.

La SAS est une Entreprise à Mission.

La raison d'être de la SAS est « En favorisant au maximum l'accès à l'emploi des personnes fragiles et en favorisant au maximum l'utilisation d'outils, de produits et de procédés respectueux de l'environnement, notre Société a pour mission de permettre aux professionnels et aux particuliers de nettoyer et protéger les extérieurs de leurs bâtiments et notamment les façades afin d'améliorer (i) leur cadre de vie et (ii) leur image ».

Siège social : 10 RUE PITRE CHEVALIER, 44000 NANTES

Capital : 10 000 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS NANTES

Président : THEOPHILE PERIN SERVICES, SARL au capital de 150 000 euros, ayant son siège social 10 RUE PITRE CHEVALIER, 44000 NANTES, RCS NANTES n°878557198

Admission aux assemblées et droits de votes : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Clause d'agrément : Les actions sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, à un cessionnaire n'ayant déjà la qualité d'associé et quel que soit son degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les deux tiers du capital social.

Théophile PERIN

L24IJ06520

Par acte SSP du 18/03/2024, il a été constitué une SCI présentant les caractéristiques suivantes.

Dénomination : ELEONORE

Objet social : La société a pour objet la propriété, la gestion et plus généralement l'exploitation par bail, location ou tout autre forme d'immeubles que la société se propose d'acquérir et toutes opérations financières, mobilières ou immobilières de caractère purement civil et se rattachant à l'objet social. Siège social : 4 IMPASSE DU FOUY 44120 VERTOU. Au capital de : 282 650 €. Durée de la société : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Nantes. Gérance : M. COLPAERT André, Alfred demeurant 19 boulevard Emile ZOLA 59170 CROIX, M. COLPAERT André, Pierre demeurant 16 rue Georges Grille 44400 REZE.

L24IJ06541

Siège social : 43 rue Bougainville
44100 NANTES

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à Nantes du 26 mars 2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée

Dénomination sociale : Studio Téré
Siège social : 43 rue Bougainville, 44100 NANTES

Objet social : l'exercice de la profession d'architecte et d'urbaniste, en particulier la fonction de maître d'oeuvre et toutes missions se rapportant à l'acte de bâtir et à l'aménagement de l'espace. A cette fin, la société peut accomplir toutes opérations concourant directement ou indirectement à la réalisation de son objet ou susceptibles d'en favoriser le développement.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 1 000 euros
Gérance : Madame Valentine MICHEL, demeurant 11 allée Duguay Trouin, 44000 NANTES et Madame Carole POULY, demeurant 8 bis rue Antoine Français, 44000 NANTES.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de Nantes.

L24IJ06573

Oratio avocats

5 rue Albert Londres - 44300 NANTES
AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte SSP du 15/03/2024, il a été constitué la SASU BOSKKO, au capital de 7 800 €, dont le siège est 47 rue Villebois-Mareuil - 44000 NANTES ; dont l'objet est : Les activités de marchand de biens immobiliers, d'aménagements fonciers et de promotions immobilières. La vente d'immeubles à construire. La construction, la rénovation, la réhabilitation, le développement et la promotion de logements et d'immeuble d'entreprise, en France et à l'étranger, neufs et anciens, en ce compris l'aménagement et le lotissement de biens immobiliers de toute nature. Toute prestation de service dans le domaine de la construction, de la démolition, de la rénovation, de la réhabilitation, du développement, de la promotion et du conseil immobiliers à destination ou pour le compte de particuliers et des entreprises et toutes autres activités connexes ou liées se rattachant aux activités précitées ; L'administration et l'exploitation par location ou de tout moyen légal de tout ou partie d'immeuble dont la société serait propriétaire, l'étude et le conseil en matière immobilière. ». Durée : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation au RCS. Présidence : Monsieur Romaric GONTHIER, demeurant 47 Rue Villebois-Mareuil - 44000 NANTES.

Immatriculation de la Société au RCS de NANTES.

L24IJ06634

Aux termes d'un acte authentique reçu le 21/03/2024 par Maître François GUYODO, Notaire à SAINT HERBLAIN (44800) - 123 Route de Vannes, il a été constituée une SASU ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : CM INVEST
Objet social : Conseil pour la stratégie et les affaires, investissement dans tous droits sociaux, placements financiers ainsi que dans tous biens immobiliers.

Siège social : 22 Rue Amiral Courbet, 44510 LE POULIGUEN
Capital : 100 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de SAINT-NAZAIRE

Président : M. MENAGER Christophe, demeurant 9 Rue La Fayette, 44000 NANTES

Admission aux assemblées et droits de votes : Chaque action donne le droit de participer aux décisions collectives des associés et donne droit à une voix.

Clause d'agrément : Agrément préalable de la société.

L24IJ06641

ANNONCES LÉGALES

TÉL. : 02 40 47 00 28

annonces-legalesinformatriceurjudiciaire.fr



Aux termes d'un acte authentique reçu le 06/03/2024 par Maître Marine GUEGLIO, Notaire à NANTES (44100) - 1 rue Cuvier, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : SCI LES BARDEAS

Objet social : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question. Le tout soit au moyen de ses capitaux propres soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement. Et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société.

Siège social : 4 rue de Mascara, 44100 NANTES

Capital : 2 000 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de NANTES
Co-gérance : M. SEGUINOT Nicolas, demeurant 4 rue de Mascara, 44100 NANTES et Mme SEGUINOT NEE BRANGER Gaëlle, demeurant 4 rue de Mascara, 44100 NANTES

Pour avis
Le Notaire

L24IJ06705



Aux termes d'un acte sous signature privée en date à VIEILLEVIGNE (44) du 21/03/2024 il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : Forme : SAS. Dénomination : JYLEDI. Siège : 1, avenue de l'Atlantique, 44116 VIEILLEVIGNE. Durée : 99 ans. Capital : 4 000€. Objet : activité de restauration traditionnelle ou rapide, brasserie, sur place, à emporter ou en livraison (sans vente d'alcool) ; épicerie, fine, location de linge de table et de décoration ; organisation d'événements. Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre. Agrément : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés. Présidente : MADYLIAS, SARL au capital de 1 000€, dont le siège social est 8, rue des Rosiers, 44650 LEGE, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 985 356 815 RCS NANTES, représentée par sa gérante Mme. Julia LAIGLE-BYTEBIER. La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Siège du tribunal de commerce ou RCS dont dépend la SAS. Pour avis. La Présidente.

L24IJ06712



Aux termes d'un ASSP en date du 22/03/2024, il a été constitué une SAS ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : HPTMA FINANCES
Objet social : L'acquisition, la détention, la gestion, la cession ou la prise de toute participation, de quelque manière que ce soit, à titre minoritaire ou majori-

taire, dans le capital social et les droits de vote de sociétés existantes ou à créer, et dans toutes autres personnes morales quelle que soit leur forme juridique, ainsi que la souscription à cet effet de tout financement quel qu'en soit la forme

Siège social : Rue des Vignerons, ZI les Hauts de Couëron, 44220 COUËRON

Capital : 550 000 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de NANTES

Président : ANDRE LECHAT CONSULTING SAS, SAS au capital de 5 000 €, ayant son siège social 9 RUE DU PONT SEC, 35133 LÉCOUSSE, RCS de RENNES n°980 184 675

Admission aux assemblées et droits de votes : Tout associé dispose du droit de participer aux décisions collectives du moment que ses actions sont inscrites en compte au jour de l'assemblée

Clause d'agrément : Dans les conditions statutaires et légales.

Pour avis
La Présidente

L24IJ06724



GMV Notaires
Notaires Associés NANTES
41 rue Jeanne d'Arc, 44000 NANTES

HEMERGLAD 1
Société civile immobilière
3.080.000 €
1 rue Suffren - NANTES (44000)
RCS NANTES

CREATION DE SOCIETE

Suivant acte sous seings privés en date du 20 mars 2024, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **HEMERGLAD 1**
Capital social : 3.080.000 €
Siège social : 1 rue Suffren - NANTES (44000)

Objet : Acquisition, propriété, gestion, administration et location de tous biens immobiliers
Durée : 99 années
Gérant : La société SAS HEMERA DEVELOPPEMENT sise à NANTES (44), 1 rue Suffren, représentée par la société THEMELIO, elle-même représentée par M. Raphaël MENGUY

Cession de parts : Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable de la gérance.

L24IJ06796

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à 12/03/2024, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes : Forme : Société par actions simplifiée, Dénomination : BVM HOLDING, Siège : La Cave 44840 LES SORNIERES, Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, Capital : 1 000 euros, Objet : la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises, commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de toutes sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, d'alliances ou d'associations en participation ou autrement ; l'activité de société animatrice de groupe, comprenant particulièrement la définition et la conduite de la politique du groupe, la direction effective et le contrôle des filiales du groupe, la présidence de toutes sociétés ou groupement ; à cet effet, acquérir, gérer, et céder toute participation de la société ; l'acquisition et la gestion, notamment par la location, et la promotion de tous biens immobiliers ; la création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiques ; et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à toutes autres objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social. Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation. Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux déci-

sions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au deuxième jour ouvré avant la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Transmission des actions : Les actions ne sont négociables qu'après immatriculation de ma Société au Registre du commerce et des sociétés ou à compter de leur souscription en cas d'augmentation de capital. Agrément : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés. Président : Monsieur Jean-Michel BOURASSEAU, demeurant 10 La maison neuve 44840 LES SORNIERES. Directeurs Généraux : Madame Emilie BOURASSEAU, demeurant 19 Bd Winston Churchill - 44800 ST HERBLAIN, Monsieur Julien BOURASSEAU, demeurant 76 rue des sables 44860 PONT ST MARTIN et Monsieur Kenjy VISONNEAU, demeurant 9 Bis Le Mortier 44118 LA CHEVROLIERE.

L24IJ06816



Office du Dôme
Notaires associés à NANTES
4 Bis Place du Sanitat
44100 NANTES

SCI in the garage

Aux termes d'un acte authentique reçu le 15/03/2024 par Maître Jean-Charles HABAU, Notaire à NANTES (44100) - 4 Bis Place du Sanitat, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : SCI in the garage

Objet social : - La propriété démembrée ou non, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement, l'achat et la vente, de tous biens immobiliers bâtis ou non bâtis, dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, échange ou apport ou autrement ; l'édification de toutes constructions ainsi que la réfection et l'aménagement de celles existantes ; la mise à disposition gratuite des biens immobiliers appartenant à la société, tant aux associés qu'aux usufruitiers du bien immobilier ou des parts sociales,

- L'acquisition, l'administration, la gestion directe ou indirecte et la cession de tous supports de placements financiers, tels que valeurs mobilières, parts d'OPCVM, contrat de capitalisation, etc... et de toutes liquidités en euros ou en devises étrangères.

- La prise de participation au capital de toutes sociétés existantes ou nouvelles, quelle que soit leur activité, et la gestion de ces participations,

- L'acquisition, la gestion et la cession de parts de sociétés civiles immobilières ou de parts de sociétés civiles de placements immobiliers dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'échange, d'apport ou autrement,

- La gestion de tous capitaux dont elle pourrait disposer.

- La souscription d'emprunts pour la réalisation des opérations ci-dessus décrites, sous réserve de la renonciation par le préteur à poursuivre personnellement les éventuelles personnes mineures ou les majeurs protégés,

- La recherche de profits, la réalisation d'économies, la prévention des inconvénients d'une indivision, en particulier l'action en partage,

- Et, généralement, toutes opérations pouvant se rattacher, directement ou indirectement à cet objet ou contribuant à sa réalisation, à l'exclusion de celles pouvant porter atteinte au caractère civil de la société.

Siège social : SAINT-SEBASTIEN-SUR-LOIRE (44230), 5 rue du Clos Toreau
Capital : 2 000 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de NANTES

Gérance : M. Jérémy GALLOT, demeurant 50 rue de la Bourdonnais, 44000, NANTES

Clause d'agrément : Toutes les cessions de parts, y compris entre associés, au conjoint d'un associé, à des descendants ou ascendants ne peuvent avoir lieu qu'avec l'agrément de la collectivité des associés donné à l'unanimité des parts sociales.

Pour avis, la gérance

L24IJ06825

In Extenso

Experts-Comptables

SAINT-HERBLAIN
1 Rue Benjamin Franklin
44800 SAINT-HERBLAIN

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à NANTES du 21 mars 2024 il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée
Dénomination : **SWITSTACK FRANCE**
Siège : 6, rue Edouard Nignon, 44372 NANTES

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital : 8 000 euros
Objet : Toutes prestations de services numériques répondant aux besoins d'externalisation des expertises, des services et des projets informatiques des directions informatiques des entreprises. La prestation de tous services dans les domaines informatiques et/ou numériques. La vente de tous biens et la prestation de tous services en lien avec l'activité exercée.

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Agrément : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : La société SWITSTACK, INC., Société de droit américain, Ayant son siège social 2261 Market Street STE 5398, SAN FRANCISCO, CA 94114 (CALIFORNIE ETATS UNIS), Immatriculée dans l'Etat du DELAWARE, sous le numéro 7612204, Représentée par Monsieur Vincent DURIEUX,

Directeurs généraux :
- Monsieur Emmanuel HAYDONT, Domicilié 26, rue du Petit Prince, 31320 CASANET-TOLOSAN,

- Monsieur Alexandre MUNSCH, Domicilié 12, rue Monfoulon, 44000 NANTES
La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de NANTES.

POUR AVIS, Le Président

L24IJ06987



AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution, suivant acte sous seing privé en date du 25/03/2024 à NANTES, d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **SCM PAD AVOCATS.**

Forme : Société civile de moyens.

Capital social : 300 euros constitués d'apports en numéraire.

Siège social : 1 rue du Pont Sauvetout 44000 NANTES.

Objet social : la mise en commun de moyens destinés à faciliter l'activité d'avocat de ses membres.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation.

Gérantes : Mme Pauline ROBERT demeurant 24 rue François Lizé 44000 NANTES, Mme Audrey LEPRÉTRE demeurant 30 avenue des Acacias 44800 SAINT-HERBLAIN et Mme Diana LOUÛRE demeurant 24 route des Meuniers 44450 SAINT-JULIEN-DE-CONCELLES, pour une durée indéterminée

Cession de parts : soumise à agrément.

Immatriculation : RCS NANTES.

L24IJ07019

BOMA
Société à responsabilité limitée au capital
de 788 135 euros
Siège social : 26 La Tréllitière - 44140
AIGREFEUILLE SUR MAINE
En cours d'immatriculation

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature
privée signé électroniquement via la
procédure DOCUSIGN en date du 19 mars
2024, il a été constitué une société pré-
sentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabi-
lité limitée

Dénomination sociale : BOMA
Siège social : 26 La Tréllitière, 44140
AIGREFEUILLE SUR MAINE

Objet social : La Société a pour objet
: L'acquisition, la souscription, la déten-
tion, la gestion, la cession de toutes par-
ticipations dans toutes sociétés ou autres
entités, françaises ou étrangères. La dé-
finition de la stratégie et la conduite de la
politique générale du groupe. L'animation
des filiales. La réalisation de toutes pres-
tations de services concernant la gestion
financière, administrative, comptable,
commerciale et stratégique à destination
des sociétés ou autres entités dans les-
quelles la société détient des participa-
tions. Toutes prestations de conseil et ac-
compagnement auprès des entreprises,
conseils en stratégie, organisation, man-
agement, gestion, systèmes d'informa-
tion, ressources humaines, marketing et
communication de la conception à la mise
en œuvre. L'acquisition, la construction, la
cession de tous biens immobiliers qu'ils
soient à usage industriel, commercial, ar-
tisanal, d'habitation, ainsi que l'adminis-
tration et l'exploitation par bail ou location
de ces biens. Ainsi que la participation de
la Société, par tous moyens, directement
ou indirectement, dans toutes opérations
pouvant se rattacher à son objet par voie
de création de sociétés nouvelles, d'ap-
port, de souscription ou d'achat de titres
ou droits sociaux, de fusion ou autrement,
de prise en location-gérance de tous fonds
de commerce ou établissements ; la prise,
l'acquisition, l'exploitation ou la cession
de tous procédés et brevets concernant
ces activités. Et généralement, toutes
opérations industrielles, commerciales,
financières, civiles, mobilières ou immo-
bilières, pouvant se rattacher directement
ou indirectement à l'objet social ou à tout
objet similaire ou connexe.

Durée de la Société : 99 ans à compter
de la date de l'immatriculation de la So-
cété au R.C.S.

Capital social : 788 135 euros, consti-
tué uniquement d'apports en nature

Gérance : Monsieur Mathias BOUR-
NIGAL, demeurant 26 La Tréllitière 44140
AIGREFEUILLE SUR MAINE, assure la
gérance.

Immatriculation de la Société au R.C.S.
de NANTES.

Pour avis,
La Gérance.

L24IJ07006

Aux termes d'un ASSP en date du
27/03/2024, il a été constituée une SCI
ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : DOUSSET

Objet social : - L'acquisition, la proprié-
té, la mise en valeur, la transformation,
la construction, l'aménagement, l'ad-
ministration et la location de tous biens
et droits immobiliers, de tous biens et
droits pouvant constituer l'accessoire,
l'annexe ou le complément des biens et
droits immobiliers en question. Et ce, soit
au moyen de ses capitaux propres soit au
moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que
de l'octroi, à titre accessoire et excep-
tionnel, de toutes garanties à des opéra-
tions conformes au présent objet civil et
susceptibles d'en favoriser le développe-
ment, - éventuellement et exceptionnellement
l'aliénation du ou des immeubles
devenus inutiles à la Société, au moyen
de vente, échange ou apport en société,
et généralement toutes opérations quel-
conques pouvant se rattacher directe-
ment ou indirectement à l'objet ci-dessus
défini, pourvu que ces opérations ne mo-
difient pas le caractère civil de la Société.

Siège social : 11 Rue des Genêts,
44360 LE TEMPLE DE BRETAGNE

Capital : 1 000 €

Durée : 99 ans à compter de son immat-
riculation au RCS de NANTES

Gérance : Mme DOUSSET Emeline,

demeurant 11 Rue des Genêts , 44360 LE
TEMPLE DE BRETAGNE

Clause d'agrément : agrément requis
dans tous les casagrement des associés
représentant au moins les deux tiers des
parts sociales

Pour avis
La Gérance

L24IJ07018



GMV Notaires
Notaires Associés NANTES
41 rue Jeanne d'Arc, 44000 NANTES

MQpedia
Société civile immobilière
1.000€
68 boulevard Meusnier de Querlon -
NANTES (44100)
RCS NANTES

CREATION DE SOCIETE

Suivant acte reçu par Me Gaschnard
notaire à Nantes le 26 mars 2024, a été
constituée une SCI ayant les caractéris-
tiques suivantes :

Dénomination : MQpedia
Capital social : 1.000 €

Siège social : 68 boulevard Meusnier
de Querlon - Nantes (44100)

Objet : Acquisition, propriété, gestion,
administration et location de tous biens
immobiliers

Durée : 99 années

Gérantes : Marine Robert de Saint
Vincent demeurant à NANTES (44000) 20
boulevard Pierre de Coubertin et Sophie
Dumoucel demeurant à NANTES (44100)
1 rue Condorcet.

Cession de parts : Toutes les cessions
de parts sont soumises à l'agrément pré-
alable à l'unanimité des associés

L24IJ07050

CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seings
privés à SAINT JULIEN DE CONCELLES
du 26 mars 2024, il a été constituée la
société **SCI JMEL LOCATION**, Société
civile immobilière au capital de 1 000 €,

par apport en numéraire, ayant son siège
social Le Gressin 44450 SAINT JULIEN
DE CONCELLES, d'une durée de 99 ans

à compter de son immatriculation re-
quise au RCS de NANTES. Elle a pour
objet l'achat, la construction, la rénova-
tion, l'entretien, la location, la prise à
bail, la vente de tous biens immobiliers,
la construction de tous bâtiments à usage
d'habitation, de bureaux, industriels ou
commerciaux, leur aménagement, leur

administration et leur exploitation par bail
à construction, location ou autrement.

Le gérant est M. Maxence JOUANNY, 40
rue des 3 Moulins 44450 SAINT JULIEN
DE CONCELLES. Toutes les cessions
de parts sociales, y compris entre as-
sociés, que ce soit en pleine propriété
ou en usufruit sont soumises à un agré-
ment. La décision d'agrément est vala-
blement prise par l'Assemblée Générale
aux conditions des décisions collectives
extraordinaires. POUR AVIS.

L24IJ07102

CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé
en date à SAINT JULIEN DE CONCELLES
du 26 mars 2024, il a été constituée la so-
cété SAS JMEL Energie, Société par ac-
tions simplifiée au capital de 5 000 euros
ayant son siège Le Gressin - 44450 SAINT
JULIEN DE CONCELLES et ayant pour
objet La vente et la pose de chauffage au
bois (poêle / insert / cheminée) et autre
installation de rénovation énergétique ;
La rénovation générale de l'habitat : iso-
lation / énergies renouvelables (chauffe-
eau / pompe à chaleur) / placo, etc ; D'une
durée de 99 ans à compter de son immat-
riculation requise au RCS de NANTES.

Monsieur Maxence JOUANNY demeu-
rant 40 rue des 3 Moulins - 44450 SAINT
JULIEN DE CONCELLES a été nommé
Président. Assemblées / Droit de vote :

Tout associé a le droit de participer aux
assemblées quel que soit le nombre d'ac-

tions qu'il possède. Cession d'actions :
Toute cession est soumise à l'agrément
de l'assemblée générale. POUR AVIS

L24IJ07104

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du
12/03/2024, il a été constituée une Société
en Nom Collectif présentant les caracté-
ristiques suivantes :

Dénomination : **SNC BOURGOGNE.**

Forme : Société en Nom Collectif.

Capital social : Variable.

Minimum : 100 euros.

Maximum : 5.000.000 euros.

Siège social : 1 impasse Claude
Nougaro - CS 10333 - 44803 SAINT
HERBLAIN Cedex.

Objet : Achat de terrains et construc-
tion de bâtiment en vue de leur revente.

Durée : quatre-vingt-dix-neuf ans.

Gérant : REALITES MAITRISE D'OU-
VRAGE SAS au capital de 14.439.500,00 €,
1 Impasse Claude Nougaro - CS 10333 -
44803 SAINT HERBLAIN Cedex 480 772
326 NANTES.

Associée : FIR 16 SAS à capital va-
riable 1 Impasse Claude Nougaro - CS
10333 44803 SAINT HERBLAIN Cedex
982 534 422 RCS NANTES.

Associée : BIRD 2 SAS au capital de
10.000,00 euros 1 Impasse Claude Nou-
garo - CS 10333 44803 SAINT HERBLAIN
Cedex 981 826 332 RCS NANTES.

La société sera immatriculée au greffe
du Tribunal de Commerce de NANTES.

L24IJ07106

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du
12/03/2024, il a été constituée une Société
en Nom Collectif présentant les caracté-
ristiques suivantes :

Dénomination : **SNC DU RELAIS.**

Forme : Société en Nom Collectif.

Capital social : Variable.

Siège social : 1 impasse Claude
Nougaro - CS 10333 - 44803 SAINT
HERBLAIN Cedex.

Objet : Achat de terrain et construc-
tion de bâtiments en vue de leur revente.

Durée : quatre-vingt-dix-neuf ans.

Gérant : REALITES MAITRISE
D'OUVRAGE SAS au capital de
14.439.500,00 €, 1 Impasse Claude
Nougaro - CS 10333 - 44803 SAINT
HERBLAIN Cedex 480 772 326 NANTES.

Associée : FIR 16 SAS à capital va-
riable 1 Impasse Claude Nougaro - CS
10333 44803 SAINT HERBLAIN Cedex
982 534 422 RCS NANTES.

Associée : BIRD 2 SAS au capital de
10.000,00 euros 1 Impasse Claude Nou-
garo - CS 10333 44803 SAINT HERBLAIN
Cedex 981 826 332 RCS NANTES.

La société sera immatriculée au greffe
du Tribunal de Commerce de NANTES.

L24IJ07107

MODIFICATIONS



one ace
AUDIT CONSEIL EXPERTISE
3 impasse des Tourmalines
44300 NANTES

DALBY
Société à responsabilité limitée
au capital de 100 euros
Siège social : 2 RUE SUZANNE LENGLEN
44470 CARQUEFOU
920 918 190 RCS NANTES

Aux termes d'une délibération en date
du 29 décembre 2023 la collectivité des

associés a pris acte de la démission de
Monsieur Yassine NHILI de ses fonctions
de co-gérant à compter du 29 décembre
2023 et a décidé de ne pas procéder à son
remplacement.

Pour avis
La Gérance

L24IJ01945



CABINET EOLIS
Expert-comptable
14 Rue du Bignon
44840 LES SORINIÈRES

GTC IMMOBILIER
Société à responsabilité limitée
au capital de 8 000 euros
Siège social : 19 chemin de la rive
44830 BOUAYE
512 934 266 RCS NANTES

MODIFICATION DE L'OBJET SOCIAL

Aux termes d'une décision en date du
22 février 2024, l'associé unique a décidé
de modifier l'objet social qui devient :

- Conseil et accompagnement liés à
tout projet immobilier, plus généralement
toute prestation de services liée auxdits
projets ; l'analyse sur les opérations im-
mobilières, en montage et gestion de
programme immobilier ; animation de
foncière.

- Administration et gestion de société
notamment à prépondérance immobi-
lière.

- A la marge une ou des opérations
de marchand de biens : achats en nom
propre ou par prise de participations de
terrains à bâtir, ventes de parcelles de
terrains aménagées, ventes de droits à
construire, achats-ventes de biens immo-
bilières.

- Fourniture de tous services connexes,
complémentaires, dérivés ou accessoires
à son activité ou en constituant le prolonge-
ment.

- Prise de participation ou d'intérêts,
directe ou indirecte dans toutes entités
juridiques avec ou sans personnalité
morale, existantes ou à créer pouvant se
rattacher directement ou indirectement à
l'objet social ou à tous objets similaires ou
connexes ; notamment aux entreprises ou
sociétés dont l'objet serait susceptible de
concourir à la réalisation de l'objet social
et ce, par tous moyens notamment par
voie de création de sociétés nouvelles, de
participation à des opérations d'augmenta-
tion de capital, d'apport, d'échange, de
fusion, de constitution de sociétés,
d'achat et/ou vente de titres ou droits
sociaux.

- Achat de bien immobilier toute desti-
nation en vue de leur conservation.

- Revente des biens immobiliers toute
destination dans le cadre de la gestion des
actifs.

- La transaction sur immeubles et
fonds de commerce.

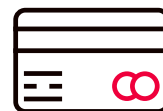
- La location immobilière, gérance im-
mobilière.

- Et plus généralement, toutes opéra-
tions de quelque nature qu'elles soient,
économiques, juridiques ou financières,
civiles, commerciales ou non, pouvant se
rattacher, directement ou indirectement,
à l'objet sus-indiqué ou à tous objets si-
milaires, connexes ou complémentaires,
de nature à favoriser le but poursuivi par
la société, son extension ou son développe-
ment. «

et de modifier en conséquence l'article
2 des statuts.

Pour avis
La Gérance

L24IJ04557



DÉLÉGATION DE PAIEMENT



one ace
AUDIT CONSEIL EXPERTISE

3 Impasse des Tourmalines
44300 NANTES

CDH

Société à responsabilité limitée
au capital de 200 000 euros
porté à 500 000 euros
Siège social : 13 rue des Entrepreneurs -
ZI la Touche, 44290 GUÉMENE-PENFAO
437 749 229 RCS ST NAZAIRE

AUGMENTATION DE CAPITAL

Par décision du 26/02/2024, l'associée unique a décidé une augmentation du capital social de 300 000 euros par incorporation de réserves, ce qui entraîne la publication des mentions suivantes :

Ancienne mention :
Capital social : 200 000 euros
Nouvelle mention :
Capital social : 500 000 euros
Pour avis
La Gérance

L24IJ04565



one ace
AUDIT CONSEIL EXPERTISE

3 Impasse des Tourmalines
44300 NANTES

EL HOUGUET

Société à responsabilité limitée
au capital de 3 000 euros
porté à 350 000 euros
Siège social : 8 Rolland
44290 MASSERAC
824 862 114 RCS ST NAZAIRE

Par décision du 26/02/2024, l'associé unique a décidé une augmentation du capital social de 347 000 euros par incorporation de réserves, ce qui entraîne la publication des mentions suivantes :

Ancienne mention :
Capital social : 3 000 euros
Nouvelle mention :
Capital social : 350 000 euros
Pour avis
La Gérance

L24IJ04587

Par AGE du 29/02/2024, les associés de la société ENER'J TECH, SARL au capital de 2000€, siège social 3 chemin du Pressoir Chênaie 44100 NANTES, 921 687 638 RCS NANTES, statuant dans les conditions prévues par l'article L. 227-3 du Code de commerce, a décidé la transformation de la Société en SAS à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

La dénomination de la Société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées.

Le capital social reste fixé à la somme de 2 000 euros.

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.

Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

TRANSMISSION DES ACTIONS : La cession d'actions, à l'exception de la cession aux associés, doit être autorisée par la Société.

Monsieur Guillaume JUDIC et Monsieur Jérôme MALETTE, gérants, ont cessé leurs fonctions du fait de la transformation de la Société.

Sous sa nouvelle forme de SAS, la Société est dirigée par :

PRESIDENT DE LA SOCIÉTÉ : Byagouta Invest, SARL au capital de 69 500 euros, siège social 8 rue de Soulbary, Le Coudray 44630 PLESSE, 982 902 116 RCS SAINT NAZAIRE, représentée par M. Guillaume JUDIC

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Watt'Up Dev, SARL au capital de 69 500 euros, siège social 67 rue Roger Salengro 44600

SAINT NAZAIRE, 982 934 861 RCS SAINT NAZAIRE, représentée par M. Jérôme MALETTE

Pour avis. Le Président

L24IJ05336



SCI CLASS

SCI au capital de 281 000 €
Siège social :
39A RUE DU MOULIN DES LANDES
44980 SAINTE LUCE SUR LOIRE
RCS de NANTES n°837 706 704

TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

Les associés ont décidé à l'unanimité en date du 08/03/2024, le transfert du siège social au 2 rue Montaudouine, Atelier Cambronne - Appartement 601, 44000 NANTES à compter du 08/03/2024.

Pour avis
La Gérance

L24IJ05689

ARTHEMA

SARL au capital de 8 000 €
Siège social : 5 RUE PIERRE LANDAIS
44200 NANTES
RCS de NANTES n°441 786 720

L'AGE du 12/03/2024 a décidé le transfert du siège social au 9 Bis chemin des champs, 44340 BOUGUENAIS à compter du 01/04/2024.

Pour avis
Samuel Lecharpentier

L24IJ05820

Par AGM du 08/03/2024, les associés de la société SCI MLLP, au capital de 484 425 160 RCS NANTES, ont décidé de transférer le siège social du 13 rue de Belleville - 44100 NANTES au 3 rue des Cadeniers - 44000 NANTES à compter du 08/03/2024 et de modifier l'article des statuts concernant le siège social. Les associés ont également pris acte de la fin des fonctions de cogérant de Monsieur Jean LE POMELLE à compter du 16 janvier 2021. Pour avis. La Gérance

L24IJ05835

Par AGE du 23/02/2024, les associés de la société SCI SABLES, au capital de 100€, 852 690 262 RCS NANTES, ont décidé de transférer le siège social du 2 rue Racine - 44000 NANTES au 8 Avenue Jacques Cartier - 44800 SAINT HERBLAIN à compter du 23/02/2024 et de modifier l'article 5 des statuts. Pour avis. La Gérance

L24IJ05858



RETZUNI

Société par Actions Simplifiée à capital variable
Capital social : 1 000 euros
Siège social : 49 ter la Geltière à (44210) PORNIC
RCS SAINT NAZAIRE : 915 208 946

EXTENSION OBJET SOCIAL

Aux termes d'une décision en date du 27/02/2024, l'associé unique a décidé d'étendre l'objet social à l'activité de bar, café, débit de boissons et brasserie et ce à compter du même jour.

L'article 2 « Objet » a été modifié en conséquence.
Pour avis
Le Président

L24IJ05995

EXEVE

SAS au capital de 325.000 euros
Siège social : 24 rue du Marché Commun
44300 Nantes
898 530 183 RCS Nantes

MODIFICATIONS

Aux termes d'un PV du 18 mars 2024, le Président a constaté la réalisation des augmentations de capital par apports en numéraire décidées par l'Assemblée Générale le 22 décembre 2023, pour un montant total de 85.000 euros et réalisées le 15 mars 2024. Le capital social s'élève désormais à la somme de 325.000 euros et cette opération entraîne les modifications suivantes :

Capital :
- **Ancienne mention** : 240.000 euros.
- **Nouvelle mention** : 325.000 euros.

Aux termes d'un PV du 18 mars 2024, l'Assemblée Générale a procédé à une refonte globale des statuts entraînant les modifications suivantes :

Exercice du droit de vote :
- **ancienne mention** : chaque associé dispose d'une voix.

- **nouvelle mention** : chaque action donne droit à une voix, le droit de vote attaché aux actions étant proportionnel au capital qu'elles représentent.

Agrément :
- **ancienne mention** : les cessions d'actions sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés statuant à la majorité des deux tiers des voix des associés.

- **nouvelle mention** : les cessions et transmissions d'actions sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés.

Mention sera faite au RCS de Nantes.

Pour avis.

L24IJ06626



Expert-Comptable

KATPHI DISTRIBUTION

Société par actions simplifiée
au capital de 126 000 euros
Siège social :
22 rue François René de Châteaubriand
44470 CARQUEFOU
884 201 765 RCS NANTES

Aux termes d'une décision en date du 18 août 2023, l'associée unique, statuant en application de l'article L. 225-248 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis, la présidente

L24IJ06627



Expert-Comptable

PHM GROUPE

Société à responsabilité limitée à associée unique
au capital de 162 960 euros
Siège social : 7 Impasse des Avocettes
44470 CARQUEFOU
882 092 299 RCS NANTES

Aux termes d'une décision en date du 24 juin 2023, l'associé unique, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis La Gérance

L24IJ06628

ARMORGREEN Société par actions simplifiée Au capital de 100.000 € Siège social : 19, rue Kepler 44240 La Chapelle -sur-Erdre 790 921 407 RCS Nantes Par décisions en date du 09/03/2024, l'associé unique a décidé de transférer le siège social de 19, rue Kepler à La Chapelle -sur-Erdre (44240), au 28, boulevard du Colombar à Rennes (35000), avec effet à compter du même jour. L'article 4 des statuts est modifié en conséquence. En raison de ce transfert, la Société sera immatriculée au RCS de Rennes. Mention sera faite au RCS de Nantes.

Pour avis, le Président

L24IJ06633

SCI J.F.G.

(société en liquidation amiable)

Par jugement en date du 17 octobre 2023, le Tribunal Judiciaire de NANTES a désigné la SELARL AJASSOCIES en la personne de Maître Maxime LEBRETON en qualité de liquidateur amiable de la société **SCI J.F.G.** 31 rue Eugène et Léonie Kerivel, 44610 INDRE, immatriculée au RCS de NANTES sous le numéro 448 614 594, aux fins de répartition du boni de liquidation judiciaire.

La correspondance, actes et documents concernant la liquidation devront être adressés et notifiés au siège de la liquidation : SELARL AJASSOCIES, « Le Moulin des Roches », 31, Boulevard Albert Einstein, BP 62366, 44323 NANTES cedex 3.

Pour avis

Le liquidateur amiable

AJASSOCIES - Maître Maxime LEBRETON

L24IJ06639

In Extenso

Experts-Comptables

HAUTE-GOULAINÉ

PA de la Lande Saint Martin
44115 HAUTE-GOULAINÉ

ISEO

SAS au capital de 10 000 €
Siège social : 5 LA FEUNIÈRE
44330 VALLET
RCS de NANTES n°751 714 932

L'assemblée générale du 31/12/2021 a pris acte de la cessation des fonctions des commissaires aux comptes titulaire et suppléant respectivement CABINET HERVE ROUSSELOT et M. ROUSSELOT Hervé. Mention : RCS de NANTES.

Pour avis

Le Président

L24IJ06650



Expert-comptable | Poir - RH | Audit | Conseil

www.ozeo.com | Tél. 02 40 73 77 26

DEUX BELIERS

Société à responsabilité limitée
au capital de 25 000 euros
Siège social : 65 rue de l'Atlantique
44115 BASSE GOULAINÉ
908 224 348 RCS NANTES

Aux termes d'une délibération en date du 20/03/2024, l'AGE a décidé d'étendre l'objet social à l'activité de vente Ambulante et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts. Pour avis. La Gérance

L24IJ06669

In Extenso

Experts-Comptables

SAINT-HERBLAIN

1 Rue Benjamin Franklin
44800 SAINT-HERBLAIN

MB+ CONSEIL

SAS au capital de 5 000 euros
Siège social : 6 rue Edouard Nignon,
44300 NANTES
914 870 365 RCS NANTES

TRANSFERT DE SIEGE

Aux termes d'une décision en date du 1er février 2024, l'associé unique a décidé de transférer le siège social au 1B rue du Marais 44860 PONT-SAINT-MARTIN à compter de cette date et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis

L24IJ06676

NEXEME, SARL au capital de 100 €
Siège social : 1, allée Emile Polo, 44250 SAINT-BREVIN-LES-PINS, 822 165 692 RCS ST-NAZAIRE. Aux termes de décisions du 12/03/2024, l'associé unique a décidé d'étendre l'objet social aux activités de «pratiques de thérapies énergétiques chinoises à visée de bien-être ; la pratique de techniques de massages bien-être, et la pratique de techniques énergétiques par la chaleur» et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts. Pour avis, La Gérance.

L24IJ06682



3 impasse des Tourmalines
44300 NANTES

NOUVELLE CHAUMIERE
Société par actions simplifiée au capital de 10 euros porté à 25010 euros
Siège social : 59 Boulevard Gustave Roch
44200 NANTES
947 917 803 RCS Nantes

AVIS DE MODIFICATION D'OBJET SOCIAL ET D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Aux termes du PV d'AGE du 13 mars 2024 l'Assemblée Générale a décidé d'étendre l'objet social aux activités de la production de spectacles, de concerts, de festivals, des arts vivants et des arts de la rue, de tous les arts du spectacle vivant et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts.

Il résulte également du PV d'AGE du 29 février 2024, du certificat de dépôt des fonds établi le 19/03/2024 par le CREDIT MUTUEL constatant un dépôt effectué le 12/03/2024 et du procès-verbal des décisions de la Présidente du 13 mars 2024 constatant la réalisation de l'augmentation de capital que :

le capital social a été augmenté d'un montant de 25000 euros par émission de 25000 actions nouvelles de numéraire, et porté de 10 euros à 25010 euros.

En conséquence, l'article 7 des statuts a été modifié.

Ancienne mention :
Le capital social est fixé à dix euros (10 euros).

Nouvelle mention :
Le capital social est fixé à vingt-cinq mille dix euros (25010 euros).

L24IJ06692



Expertise comptable Pontchâteau /
Sainte-Luce-sur-Loire
02.40.88.00.49

SCI ROUSSEAU-NICOLLE
Société civile au capital de 762,25 euros
Siège social : 23 rue des Trois Chênes -
44980 SAINTE LUCE SUR LOIRE
420 538 498 RCS NANTES

Le 20-03-2024 la collectivité des associés a nommé en qualité de cogérante Mme Caroline ROUSSEAU, demeurant 23 rue des Trois Chênes à SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE (44980), pour une durée non limitée à compter du 20-03-2024.

Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de NANTES.

Pour avis, la Gérance

L24IJ06706

ABONNEZ-VOUS!
Version numérique
1 an : 39 €



SOCIETE GANACOS

REDUCTION DE CAPITAL

Modifications intervenues dans l'information légale concernant la société GANACOS, SAS au capital de 12 000 Euros
Siège 22, rue Racine- 44000 NANTES SI-REN 821 748 126 RCS NANTES

PV du Président du 19.03.2024

CAPITAL : Ancienne mention : 12000 € - Nouvelle mention : 9900 €

Le dépôt légal sera effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de NANTES

Pour insertion, le Président
L24IJ06713



DVA FINANCES

Société à responsabilité limitée au capital de 26 050 euros
Siège social : La Félicière - 44810 HERIC
445 219 652 RCS NANTES

MODIFICATION DE L'OBJET SOCIAL

Aux termes d'une délibération en date du 20 mars 2024, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de modifier l'objet social de la Société et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts en ajoutant :

- L'acquisition, la gestion et la disposition de valeurs mobilières, actions, parts sociales et de tous autres instruments financiers, tant en pleine propriété qu'en usufruit ou en nue-propriété, cotés ou non cotés sur un marché réglementé, français ou étranger, y compris la prise de participation même majoritaire dans toute société civile ou commerciale ;

- L'achat/revente de chevaux.

Le reste de l'article demeure inchangé.

Pour avis

La Gérance

L24IJ06716



HUTEAU-BOULANGER

Exploitation agricole à responsabilité limitée
Au capital de 550.000 euros
Porté à 505.000 euros
Siège social : La Basse Charouillère
44330 VALLET
424 711 596 RCS NANTES

AVIS

Le 07.02.2024, l'associée unique de la société a, à effet du 1^{er} janvier 2024 :

- décidé et réalisé une augmentation du capital social de 550.000 € à 802.500 € par apport en numéraire,

- constaté la réduction du capital social de 802.500 € à 505.000 € par rachat et annulation de 2.975 parts sociales,

- nommé en qualité de Co-Gérant, Monsieur François BOULANGER, demeurant 23 La Basse Charouillère - 44330 VALLET, pour une durée indéterminée.

En conséquence, les articles 6, 7 et 8

des statuts ont été modifiés.

Ancienne mention :

Le capital social est fixé à 550.000 €.

Nouvelle mention :

Le capital social est fixé à 505.000 €.

Modification sera faite au Greffe du Tribunal de Commerce de NANTES.

Pour avis,

La Gérance

L24IJ06718



BRG AVOCATS
Me Edouard GIFFO

1 Rue du Guesclin - 44000 NANTES

FRANCE ALLIANCE 24
Société par actions simplifiée
Au capital de 20 000 euros
Siège social : ZAC Les Hauts de Couéron
III, 14, rue des Entrepreneurs
44220 COUÉRON
909 618 274 RCS NANTES

Par décision en date du 22 mars 2024, l'associé unique a pris acte de la démission de M. Charles-Thibaut ALLARD demeurant Les Giraudières - 78, rue Charles Baudelaire 16430 CHAMPNIERS de son mandat de Directeur général de la société France ALLIANCE 24 à compter de cette date.

Pour avis,
Le Président

L24IJ06726

SYNERPOD
Société par actions simplifiée
au capital de 21.000,00 euros
Siège social : 12 Rue du Lieutenant Marty
44230 Saint Sébastien Sur Loire
894 338 797 RCS NANTES

AUGMENTATION DU CAPITAL

Aux termes de l'AGE des associés du 19/01/2024 décidant l'augmentation de capital constatée par le Président le 5/03/2024, il résulte que le capital social a été augmenté de 3 700 euros par apport en numéraire le portant à 24 700 euros par émission de 370 actions nouvelles à la valeur nominale de 10 euros chacune.

- Ancienne mention : 21 000

- Nouvelle mention : 24 700

Les statuts de la Société ont été modifiés en conséquence :
Mention sera faite au RCS de NANTES
Pour avis

L24IJ06742

FACTORY TROC WAVE (F.T.W.)

Société par actions simplifiée
au capital de 1.000 euros
Siège social : 23 rue des Salamandres
44350 GUERANDE
Ancienne dénomination :
CONCRETPROTECH
RCS SAINT-NAZAIRE 843 077 629

AVIS DE PUBLICITE

Aux termes d'une décision de l'associé unique du 11 mars 2024, il résulte que :

- la dénomination sociale de la société a été modifiée. Elle est désormais « **FACTORY TROC WAVE** », son sigle est « **F.T.W.** », en remplacement de CONCRET-PROTECH.

- L'objet social de la société a été modifié comme suit :

« La Société a pour objet en France et à l'étranger :

L'entretien et la réparation de matériels de sport de glisse ;

L'achat, la vente, le dépôt-vente de matériels de sport de glisse neufs ou d'occasion ;

L'organisation d'événements rattachés aux sports de glisse ;

Toutes opérations industrielles et com-

merciales se rapportant à :

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;

- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant lesdites activités ;

- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet. «

Les articles 2 et 3 des statuts ont été modifiés en conséquence.

Mention sera faite aux RCS de Saint-Nazaire.

Pour avis,
L24IJ06759

HEMISPHERE SANTE
SISA à capital variable
au capital de 580 euros
Siège social : 38 rue du Quarteron
Maison de Santé de Vieilleville
44116 VIEILLEVILLE
832 257 745 RCS NANTES

NOMINATION D'UN NOUVEAU CO-GERANT EN REMPLACEMENT D'UN CO-GERANT DEMISSIONNAIRE

Aux termes d'une délibération en date du 13 avril 2023, la collectivité des associés a nommé à compter du 1^{er} janvier 2024 en qualité de Co-gérante Madame Corine PAVAGEAU, demeurant 11 Bis rue de l'Enclose, 44860 PONT SAINT MARTIN, en remplacement de Monsieur Dominique TETAUD, démissionnaire. Le mandat de Co-Gérant de Monsieur Laurent ABERNOT se poursuit.

En conséquence l'article 45 des statuts a été mis à jour.

Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de NANTES.

Pour avis,
La Gérance.

L24IJ06804



BRG AVOCATS
Me Edouard GIFFO

1 Rue du Guesclin - 44000 NANTES

ALEXIS BIETTE 1882
Société par actions simplifiée
Au capital de 12 500 euros
Siège social : 10, rue Voltaire
44000 NANTES
900 963 778 RCS NANTES

L'assemblée générale ordinaire de la Société en date du 25 mars 2024 a pris acte de la démission de Madame Marielle RAVILY demeurant 40, rue Adrien Langlois 44100 NANTES, de son mandat de Directrice Générale à compter de cette date.

Pour avis,
La Présidente

L24IJ06832



RÉGIE SUR TOUTE LA FRANCE



AXELOME

SAS transformée en SARL
au capital de 1.000 euros
Siège social : La Rouauderie
44470 MAUVES-SUR-LOIRE
812 592 574 R.C.S. NANTES

AVIS

Suivant PV d'AGE du 01/03/2024, il a été décidé la transformation de la société en SARL à compter du même jour. Les statuts de SARL ont été adoptés en conséquence.

Gérante (Personne ayant pouvoir d'engager la société) : Georgina BARRE demeurant Lieudit La Rouauderie 51 route de la Pièce de la Lande 44470 MAUVES-SUR-LOIRE, pour une durée indéterminée.

Dépôt des modifications au RCS de NANTES.
L24IJ06904



CABIBI

Société civile immobilière
au capital de 300 euros
Siège social :
3, rue Maréchal de Lattre de Tassigny
44000 NANTES
Transféré : 22, quai de la Fosse
44000 NANTES
952 784 957 R.C.S. de NANTES

AVIS DE TRANSFERT

Selon PV de l'AGE du 15/03/2024, le siège social a été transféré au 22, quai de la Fosse 44000 NANTES. L'article 5 des statuts a été modifié en conséquence. Mention sera faite au RCS de NANTES.

L24IJ06905



TRANSFERT DE SIEGE

Suivant délibération de l'AGE du 21/10/2022 de la société **RUBBER FACTORY** SCI au capital de 3 000 €, dont le siège social est 2 rue Jemmapes 44000 NANTES 882 914 450 RCS NANTES les associés ont décidé de transférer le siège social au 8 rue de l'Héronnière 44000 NANTES à compter du 21/10/2022 la société n'ayant plus d'activité à l'ancien siège à compter de cette même date et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis, la gérante

L24IJ06911

AVEC VOUS

Société par actions simplifiée au capital de 30 000 euros
Siège social : 18 Grande Rue de la Trinité, 44190 CLISSON
912 614 948 RCS NANTES

Aux termes d'une décision en date du 04/03/2024, la Présidente de la société par actions simplifiée AVEC VOUS, usant des pouvoirs conférés par les statuts, a décidé de transférer le siège social du 18 Grande Rue de la Trinité 44190 CLISSON au 20 cours des Marches de Bretagne 44190 CLISSON à compter du 04/03/2024 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis
La Présidente

L24IJ06917

SCI ETNA
au capital de 1 000 €
Siège social : 26 rue Marie Anne
du Bocage
44000 NANTES
840 363 931 RCS NANTES

L'assemblée générale extraordinaire du 17 septembre 2021 a décidé le transfert du siège social de NANTES (44100) 9 rue Abbé de l'Épée, à NANTES (44000) 26 rue Marie-Anne du Bocage, à compter du 17 septembre 2021 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.
POUR AVIS.

L24IJ06931



YPS

SASU au capital de 1 000 €
Siège social : 4 RUE DU QUATRE AOUT
44240 LA CHAPELLE SUR ERDRE
RCS de NANTES n°981 313 828

En date du 15/03/2024, l'associé unique a décidé le transfert du siège social au 5 rue de la Boissière, 44300 NANTES à compter du 15/03/2024.

L24IJ06943



THOMAS - HOUIS - GIRARD - DURAND - VILLATTE
BRÉMENT - BAUD-MILLET - RICO-CARIO
3 rue Victor Hugo 44400 REZE

SCI LE PIN

Société civile immobilière
au capital de 1.000,00 €
Siège social : 3 AVENUE DES LACS
44300 NANTES
RCS de NANTES n°488 426 206

MODIFICATION GERANCE

La décision unanime du 12/03/2024 a décidé à compter du 12/03/2024 de nommer en qualité de co-gérant M. JARNIGON Sylvain, demeurant 25 rue de la Garenne, 44120 VERTOU et de co-gérante Mme PELE Isabelle, demeurant 135 avenue de Versailles, 75016 PARIS en remplacement de Mme JARNIGON Laure, pour cause de décès.

Modification au RCS de NANTES
Pour avis
Le notaire

L24IJ06950



THOMAS - HOUIS - GIRARD - DURAND - VILLATTE
BRÉMENT - BAUD-MILLET - RICO-CARIO
3 rue Victor Hugo 44400 REZE

SCI LE PIN

SCI au capital de 1 000 €
Siège social : 3 AV DES LACS
44300 NANTES
RCS de NANTES n°488 426 206

TRANSFERT SIEGE

La décision unanime des associés du 12/03/2024 a décidé le transfert du siège social au 25 rue de la Garenne, 44120 VERTOU à compter du 12/03/2024.

Pour avis
Le notaire

L24IJ06953

Par décision du 24/02/2024, l'associé unique de la Société par actions simplifiée **TRANSAYLIS**, au capital de 5 000 euros, siège social : 18 Rue François Sorin 44400 REZE, 911 523 538 RCSNANTES, a décidé la transformation de la Société en entreprise unipersonnelle à respon-

sabilité limitée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société. La dénomination de la Société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées. Le capital social reste fixé à la somme de 5 000 euros, divisé en 5 000 parts sociales de 1 euro chacune. Cette transformation rend nécessaire la publication des mentions suivantes : Sous sa forme de société par actions simplifiée, la Société était dirigée par : Président : Abderrahim CHEMANGUI, demeurant 18 Rue François Sorin, 44400 REZE. Sous sa nouvelle forme d'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, la Société est gérée par Abderrahim CHEMANGUI, associé unique. POUR AVIS

L24IJ06954



THOMAS - HOUIS - GIRARD - DURAND - VILLATTE
BRÉMENT - BAUD-MILLET - RICO-CARIO
3 rue Victor Hugo 44400 REZE

LA NANTAISE

Société civile au capital de 152,45 €
Siège social : 3 AV DES LACS
44300 NANTES
RCS de NANTES n°442 635 165

MODIFICATION GERANCE

La décision unanime des associés en dates du 11/03/2024 et du 12/03/2024 a décidé à compter du 12/03/2024 de nommer en qualité de co-gérant M. JARNIGON Sylvain, demeurant 25 rue de la Garenne, 44120 VERTOU et de co-gérante Mme PELE née JARNIGON Isabelle, demeurant 135 avenue de Versailles, 75016 PARIS en remplacement de Mme JARNIGON Laure, pour cause de décès.

Modification au RCS de NANTES
Pour avis
Le notaire

L24IJ06955



THOMAS - HOUIS - GIRARD - DURAND - VILLATTE
BRÉMENT - BAUD-MILLET - RICO-CARIO
3 rue Victor Hugo 44400 REZE

LA NANTAISE

Société civile au capital de 152,45 €
Siège social : 3 AV DES LACS
44300 NANTES
RCS de NANTES n°442 635 165

TRANSFERT SIEGE

La décision unanime des associés en dates du 11/03/2024 et 12/03/2024 a décidé le transfert du siège social au 25 rue de la Garenne, 44120 VERTOU à compter du 12/03/2024.

Pour avis
Le notaire

L24IJ06956



THOMAS - HOUIS - GIRARD - DURAND - VILLATTE
BRÉMENT - BAUD-MILLET - RICO-CARIO
3 rue Victor Hugo 44400 REZE

SCI LONGCHAMP

SCI au capital de 235.000,00 €
Siège social : 3 AV DES LACS
44300 NANTES
RCS de NANTES n°752 862 169

MODIFICATION GERANCE

La décision unanime des associés du 12/03/2024 a décidé à compter du 12/03/2024 de nommer en qualité de co-gérant M. JARNIGON Sylvain, demeurant 25 rue de la Garenne, 44120 VERTOU et de co-gérante Mme PELE née JARNIGON Isabelle, demeurant 135 avenue de Versailles, 75016 PARIS en remplacement

de Mme JARNIGON Laure, pour cause de décès.

Modification au RCS de NANTES
Pour avis
Le notaire

L24IJ06958



THOMAS - HOUIS - GIRARD - DURAND - VILLATTE
BRÉMENT - BAUD-MILLET - RICO-CARIO
3 rue Victor Hugo 44400 REZE

SCI LONGCHAMP

SCI au capital de 235.000,00 €
Siège social : 3 AV DES LACS
44300 NANTES
RCS de NANTES n°752 862 169

TRANSFERT SIEGE

La décision unanime des associés du 12/03/2024 a décidé le transfert du siège social au 25 rue de la Garenne, 44120 VERTOU à compter du 12/03/2024.

Pour avis
Le notaire

L24IJ06959



THOMAS - HOUIS - GIRARD - DURAND - VILLATTE
BRÉMENT - BAUD-MILLET - RICO-CARIO
3 rue Victor Hugo 44400 REZE

Les Américains

SCI au capital de 330.000,00 €
Siège social : 3 AV DES LACS
44300 NANTES
RCS de NANTES n°509 393 625

MODIFICATION GERANCE

La décision unanime des associés du 12/03/2024 a décidé à compter du 12/03/2024 de nommer en qualité de co-gérant M. JARNIGON Sylvain, demeurant 25 rue de la Garenne, 44120 VERTOU et de co-gérante Mme PELE née JARNIGON Isabelle, demeurant 135 avenue de Versailles, 75016 PARIS en remplacement de Mme JARNIGON Laure, pour cause de décès.

Modification au RCS de NANTES
Pour avis
Le notaire

L24IJ06960



THOMAS - HOUIS - GIRARD - DURAND - VILLATTE
BRÉMENT - BAUD-MILLET - RICO-CARIO
3 rue Victor Hugo 44400 REZE

Les Américains

SCI au capital de 330.000,00 €
Siège social : 3 AV DES LACS
44300 NANTES
RCS de NANTES n°509 393 625

TRANSFERT SIEGE

La décision unanime des associés du 12/03/2024 a décidé le transfert du siège social au 25 rue de la Garenne, 44120 VERTOU à compter du 12/03/2024.

Pour avis
Le notaire

L24IJ06962

L'assemblée générale du 20 mars 2024 de la société GC INVEST, SARL au capital de 500 000 euros, 2 ter rue des Olivettes, 44000 NANTES (n° 494 711 492 RCS NANTES) a décidé de nommer en qualité de commissaire aux comptes pour une durée de six exercices expirant à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 mai 2029 le Groupe SECOB, SAS, au capital de 400 471 euros, 17 rue des Vaux Parés, 35510 Cesson Sevigné (n° 424 936 656 RCS RENNES). Pour avis.

L24IJ07099

ATLANTIQUE ACCESSION SOLIDAIRE, SCIC SAS à capital variable sise 12 rue du Président Herriot à Nantes (44000), 879 906 824 RCS Nantes.

AVIS

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 23/06/2023, a été désigné en tant qu'administrateur en remplacement de VILOGIA : HARMONIE HABITAT, représenté par Nicolas Glière, domicilié 8 avenue des Thébaudières à Saint-Herblain (44816),

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 26/01/2024, ont été désignés en tant qu'administrateurs : CAP ATLANTIQUE, représenté par Michèle Quellard, domiciliée 3 avenue des Noëles à La Baule (44500) ; PORNIC AGGLO PAYS DE RETZ, représenté par Séverine Marchand, domiciliée 2 rue du Docteur Ange Guépin à Pornic (44215).

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 26/01/2024, Jérôme Degonde, domicilié 8 avenue des Thébaudières à Saint-Herblain (44816), a été désigné en tant que représentant d'HARMONIE HABITAT, administrateur, en remplacement de Nicolas Glière.

Par décision du conseil d'administration du 15/03/2024, Fabienne Delcambre, domiciliée 8 avenue des Thébaudières à Saint-Herblain (44816), a été désignée en tant que représentante d'HARMONIE HABITAT, administrateur, en remplacement de Jérôme Degonde.

Mention sera faite au RCS de Nantes.
L24IJ06972

MAXI'M DECO

Société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 1 000 euros
Siège social : Impasse de la Galimondaine
44830 BOUAYE
788 689 420 RCS NANTES

Aux termes d'une décision en date du 26 mars 2024, la gérance de la société à responsabilité limitée MAXI'M DECO a décidé de transférer le siège social de l'Impasse de la Galimondaine 44830 BOUAYE au 15 La Noé 44680 SAINT-MARS-DE-COUTAIS à compter du 01/04/2024, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis

La Gérance

L24IJ06973



THOMAS & ASSOCIÉS
AVOCATS
12 QUAI DUGUAY TROUIN - 35000 RENNES

SCI WWW.DESTOCKAGE-MASTOCK.COM

Société civile immobilière au capital de 1 400 euros
route de Nantes - Le Champ Jubin -
44590 DERVAL
510 686 561 RCS NANTES

Aux termes du procès-verbal des décisions unanimes des associés en date du 1^{er} mars 2024, les associés ont, à compter de ce jour, décidé de modifier la dénomination sociale de la Société SCI WWW.DESTOCKAGE-MASTOCK.COM pour la dénomination suivante : MASTOCK DERVAL.

L'article 3 des statuts a été modifié en conséquence.

Mention sera faite au RCS de Nantes

Pour avis

L24IJ06974

CORPORATE COACHING

SARL au capital de 500 €
Siège social : 9 rue Galilée
44100 NANTES
RCS de NANTES n°903 588 259

L'AGE du 01/11/2023 a décidé le trans-

fert du siège social au 25 rue Octave Feuillet, 44000 NANTES à compter du 01/11/2023.

L24IJ07009

In Extenso

Experts-Comptables

SAINT-HERBLAIN
1 Rue Benjamin Franklin
44800 SAINT-HERBLAIN

SOL SOLUTION AGRO
Société par actions simplifiée
au capital de 55 000 euros
porté à 42 500 euros
Siège social : 10 Rue de la Rabotière
44800 ST HERBLAIN
529 541 872 RCS NANTES

L'AGE des associés du 21/12/2023 a décidé de réduire le capital social de 12 500 € pour le ramener de 55 000 € à 42 500 € par voie de rachat et d'annulation de 1 250 actions.

Le Président a constaté en date du 14/02/2024 que cette réduction de capital se trouvait définitivement réalisée à cette même date. Les mentions antérieurement publiées relatives au capital social sont ainsi modifiées :

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL
Ancienne mention : Le capital social est fixé à 55 000 €.

Nouvelle mention : Le capital social est fixé à 42 500 €.

L24IJ07031



Nantes - Châteaubriant - Rennes - Lorient
www.bacaudit.com

Villa du Castel

SCI au capital de 1 000 €
Siège social : 4, place Saint-Nicolas
44110 CHATEAUBRIANT
891 777 294 RCS NANTES

Aux termes des délibérations de l'AG Mixte du 22/02/2024, il a été décidé de ne pas remplacer M. Matthieu DELAUNAY, co-gérant démissionnaire au 22/02/2024 ; M. François-Xavier LE HÉCHO étant seul gérant depuis le 23/02/2024.

L24IJ07070

ORATIO AVOCATS
5 rue Albert Londres
44300 NANTES

Aux termes des décisions du 22/03/2024 de l'associée unique de la société GLOBAL SPORTSWEAR SERVICES, EURL au capital de 100 000 euros, Siège social : 10 rue de la Fionie - 44240 LA CHAPELLE SUR ERDRE, immatriculée au RCS de NANTES sous le numéro 802 132 662, il a été décidé la transformation de la Société en société par actions simplifiée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

La dénomination de la Société, son capital, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées.

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre. Agrément : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Sous la forme SARL, le gérant était M. Emmanuel CORTEZ, sous sa nouvelle forme SAS, la Présidente est la société GNOTHI SEAUTON, SARL au capital de 2 000 000 euros, ayant son siège social 3 Chemin Port de la Grimaudière - 44240 LA CHAPELLE SUR ERDRE, immatriculée au RCS de NANTES sous le numéro 892 264 581, représentée par son gérant M. Emmanuel CORTEZ.

La société GROUPE SECOB NANTES, Commissaires Aux Comptes titulaire est confirmée dans ses fonctions.

L24IJ07072



THOMAS - HOUIS - GIRARD - DURAND - VILLATTE
BRÉMENT - BAUD-MILLET - RICO-CARRO

3 rue Victor Hugo 44400 REZE

SCI NICO LA FORET

Société civile
Au capital de 155 000,00 euros
Siège social : 5 rue des Genêts
44400 REZE
RCS NANTES 435.187.778

L24IJ07012

CHANGEMENT DE GÉRANT

Aux termes d'une assemblée générale en date du 27 février 2024, les associés ont nommé Monsieur Nicolas POLO, demeurant à PONT-SAINT-MARTIN (44860), 36 rue de la Basse Forêt, en qualité de gérant, pour une durée illimitée, en remplacement de Monsieur Bernard POLO, décédé.

Mention sera faite au RCS de NANTES.
Pour avis,
Le notaire

L24IJ07082

LA PYRAMIDE

Société civile immobilière
Au capital de 1.829,39 EUROS
Siège social : 2 avenue Jean Jaurès
44230 SAINT SEBASTIEN SUR LOIRE
Immatriculée au RCS de NANTES
9353668072

MODIFICATIONS

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale ordinaire du 15 janvier 2024, il a été décidé à compter du 1^{er} février 2024, de nommer gérant et associé indéfiniment responsable Mr BIHOUEE Nicolas domicilié à SAINTE LUCE SUR LOIRE (44980) 29 rue du Moulin Cassé en remplacement de Mr Yannick FREUCHET, démissionnaire.

Pour avis

L24IJ07115

SCI ZENITH

Société civile au capital de 1 200 euros
Siège social : 1 rue du Charron 44800 ST HERBLAIN
499 055 879 RCS NANTES

Aux termes d'une délibération en date du 7 mars 2024, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de transférer le siège social du 1 rue du Charron, 44800 ST HERBLAIN au 14 rue de la Paix 44700 ORVAULT à compter de ce jour, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de NANTES.

Pour avis

La Gérance

L24IJ07119

TRANSMISSION UNIVERSELLE DE PATRIMOINE

Par décision du 27/03/2024, la société C3P, Société à responsabilité limitée au capital de 672 040 euros, dont le siège social est 10 rue Eugène Tessier 44000 NANTES, immatriculée au RCS sous le numéro 898 431 192 RCS NANTES a, en sa qualité d'associée unique de la société MYHOMEMYWAY, SAS au capital de 1 000 euros, Siège social : 10 rue Eugène Tessier - 44000 NANTES, 899 216 444 RCS NANTES, décidé la dissolution anticipée de ladite Société par confusion de patrimoine et sans liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil. Cette dissolution entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société MYHOMEMYWAY au profit de la société C3P, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve qu'à l'issue du délai d'opposition de trente jours à compter de la date de publication du présent avis, les créanciers sociaux n'aient pas formé op-

position à la dissolution ou, en cas d'opposition, que celles-ci soient rejetées en première instance ou que le remboursement des créances ait été effectué ou les garanties constituées. Cette décision de dissolution a fait l'objet d'une déclaration auprès du GTC de NANTES. Les oppositions doivent être présentées devant le Tribunal de commerce de NANTES. Pour avis. La Présidente.

DISSOLUTIONS



51 boulevard Huchon
BP 10127
44154 ANCENIS SAINT-GEREON

SCM KINE BALNEO ANCENIS

Société civile de moyens
au capital de 6 860,21 €
Siège social :
371 BD DU DOCTEUR MOUTEL
44150 ANCENIS
RCS de NANTES n°493 084 339

L'assemblée générale extraordinaire du 31/12/2023 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31/12/2023. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur M. HUBERT Alain, demeurant 28 rue du Baron Geoffroy, 44150 ANCENIS ST GEREON et a fixé le siège de la liquidation au siège social de la société.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de NANTES.

Pour avis
Le liquidateur

L24IJ01866



ABELIOS

SARL au capital de 500 €
Siège social : 8 allée de l'Histoire
44800 SAINT-HERBLAIN
824 212 096 RCS NANTES

Par Décisions du 31/12/2023, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société ABELIOS, a nommé comme Liquidateur M. Alexandre GODARD, demeurant 8 allée de l'Histoire 44800 SAINT-HERBLAIN, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci et fixé le siège de la liquidation au 8 allée de l'Histoire, 44800 SAINT-HERBLAIN, domicile du liquidateur. Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe Tribunal de Commerce de Nantes. Mention au RCS de Nantes. Pour avis

L24IJ05236



WWW.ANNONCELEGALE.
INFORMATEURJUDICIAIRE.FR

Aux termes d'une décision unanime en date du 20/12/2023, la collectivité des associés de la société OBOLE LAB, SAS au capital de 1680€, siège social 5 rue des Cadeniers, 44000 NANTES, 901 772 624 RCS NANTES a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 20/12/2023 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les décisions de ladite collectivité.

Elle a nommé comme liquidateur la société OBOLE DIGITALE, société par actions simplifiée dont le siège social est fixé 5 rue des Cadeniers 44000 NANTES, 818 034 357 RCS NANTES, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 5 rue des Cadeniers, 44000 NANTES. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de NANTES, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

POUR AVIS

L24IJ05423

Par décision du 27/02/2024, l'associé unique de la société COPALIM, SARL au capital de 7 622,45 euros, 9 chemin des Prés Noroux - La Savaudière - 44470 CARQUEFOU, 405 343 542 RCS NANTES, a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 27/02/2024 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel. Monsieur Philippe DUMINY, demeurant 9 Chemin des Prés Noroux - La Savaudière - 44470 CARQUEFOU, associé unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation est fixé 9 chemin des Prés Noroux - la Savaudière - 44470 CARQUEFOU. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés. Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de NANTES, en annexe au RCS. Pour avis. Le Liquidateur.

L24IJ05757

actuares
Expertise Comptable

Expertise comptable Pontchâteau /
Sainte-Luce-sur-Loire
02.40.88.00.49

HOUSSIN SAUTOT

Société à Responsabilité Limitée
au capital de 2 000,00 euros
Siège social : 36 bis rue du Linot
44980 SAINTE LUCE SUR LOIRE
915 067 037 RCS NANTES

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 18-03-2024 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 31-03-2024 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Mme Caroline SAUTOT, demeurant 36 bis rue du Linot à SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE (44980), pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 36 bis rue du Linot à SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE (44980). C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de NANTES, en annexe au Registre du commerce et des sociétés. Pour avis, le Liquidateur

L24IJ06583

In Extenso

Experts-Comptables

NANTES ERDRE

6 Rue Edouard Nignon
44372 NANTES

HOLDING GAIGEAR

Société à Responsabilité Limitée en liquidation

Au capital de 49 750 euros
Siège social : Les Landes - Varades
44370 LOIREAUXENCE
Siège de liquidation : Les Landes - Varades
44370 LOIREAUXENCE
533 811 279 RCS NANTES

Aux termes d'une décision en date du 31 décembre 2023, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 31 décembre 2023 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel.

Monsieur Wilfried GAIGEAR, demeurant Les Landes - Varades 44370 LOIREAUXENCE, associé unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé Les Landes Varades 44370 LOIREAUXENCE. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de NANTES, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis
Le Liquidateur

L24IJ06831

In Extenso

Experts-Comptables

NANTES ERDRE

6 Rue Edouard Nignon
44372 NANTES

2P2A PROMOTION

Société à Responsabilité Limitée en liquidation

Au capital de 2 000 euros
Siège social et siège de liquidation : 18
Place Aristide Briand
44470 CARQUEFOU
533 652 269 RCS NANTES

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 31 décembre 2023 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Jérôme PESLIER, demeurant Impasse les vignes rouges - 4470 CARQUEFOU, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 18 Place Aristide Briand - 44470 CARQUEFOU. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de NANTES, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis
Le Liquidateur

L24IJ06963

FIGURA
Audit & Conseils

KUMRAN
Société civile immobilière en liquidation

Au capital de 1 000 euros
Siège social et siège de liquidation 110
La Noë, 44330 LE PALLET
491 461 554 RCS NANTES

AVIS DE DISSOLUTION ANTICIPÉE

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 29 décembre 2023 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 31 décembre 2023 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Monsieur Alain THUAL, demeurant 110 La Noë, 44330 LE PALLET, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 110 La Noë, 44330 LE PALLET. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de NANTES, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis
Le Liquidateur

L24IJ07024

ADVELIA
expertise

MICKA CORP, SAS en liquidation au capital de 10 000 €, Siège social : 21, chemin des Gruellières, 44470 CARQUEFOU, 880 705 694 RCS NANTES. Aux termes de décisions du 31/12/2023, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 31/12/2023 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel. M. Mickaël LANDREAU, demeurant 21, chemin des Gruellières, 44470 CARQUEFOU, associé unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation est fixé au siège social. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés. Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de NANTES, en annexe au Registre du commerce et des sociétés. Pour avis, Le Liquidateur.

L24IJ07085

CLÔTURES

ozéo
OZÉO, EN JEAN-RENAUD
Expertise-comptable | Paie - RH | Audit | Conseils
www.ozéo.com | Tél. 02 40 26 77 21

ABELIOS
SARL au capital de 500 €
Siège social : 8 allée de l'Histoire
44800 SAINT-HERBLAIN
Siège de liquidation : 8 allée de l'Histoire
44800 SAINT-HERBLAIN
824 212 096 RCS NANTES

Par Décisions en date du 31/12/2023, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, l'a déchargé de son mandat, et a prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du même jour de la société ABELIOS. Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Nantes. Pour avis

L24IJ05237

STE NANTAISE RESTAURAT TRADITION SNRT

SARL au capital de 15 500 €
Siège social : 19 ALL BACO
44000 NANTES
RCS de NANTES n°442 222 378

L'assemblée générale extraordinaire du 01/03/2024 a approuvé les comptes

de liquidation, déchargé le liquidateur M. SEBRE REMI de son mandat, lui a donné quitus de sa gestion et a constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 25/03/2024.

Les comptes de la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de NANTES.

Pour avis
SBIRE REMI

L24IJ05670

In Extenso

Experts-Comptables

NANTES ERDRE

6 Rue Edouard Nignon
44372 NANTES

PATRIMOINE

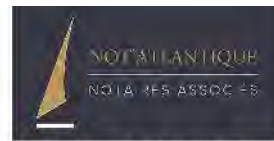
Société civile immobilière en liquidation
au capital de 600 euros
Siège social et de liquidation : 12 impasse
du Mané -44420 PIRIAC-SUR-MER
492 752 738 RCS SAINT-NAZAIRE

AVIS DE CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'Assemblée Générale du 22 mars 2024 a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Madame Nicole CHAUMET, demeurant 12 impasse du Mané 44420 PIRIAC-SUR-MER, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du 31 décembre 2023. Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de SAINT NAZAIRE en annexe au RCS.

Pour avis
Le Liquidateur

L24IJ06722



**Me Yves QUEMENEUR,
Thierry TESSON et
Geoffroy De L'ESTOURBEILLON**
Notaires associés, 50 av. du Général
De Gaulle - SAINT-NAZAIRE

SCI BARRAULT

SCI au capital de 103 600 €
Siège social : 31 allée Parc Messinière
44380 PORNICHET
RCS de SAINT-NAZAIRE n°451 722 714

L'Assemblée générale extraordinaire du 31/12/2023 a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur Mme SOURDAINE SABINE de son mandat, lui a donné quitus de sa gestion et a constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 31/12/2023.

Les comptes de la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de SAINT-NAZAIRE.

Pour avis
Le Notaire

L24IJ06736



ATTESTATIONS ET FACTURES

IMMÉDIATES ET
DÉMATÉRIALISÉES

In Extenso

Experts-Comptables

THOUARÉ SUR LOIRE
44 route de Nantes
44470 Thouaré sur Loire

OCEA2

Société à Responsabilité Limitée en liquidation
Au capital de 884 680 euros
Siège : 189 RTE DE VANNES, 44800 SAINT-HERBLAIN
Siège de liquidation : 189 route de Vannes 44800 SAINT HERBLAIN
849 877 287 RCS Nantes

L'Assemblée Générale réunie le 21 mars 2024 au 189 route de Vannes 44800 SAINT HERBLAIN a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Thibaut HIRSCHAUER, demeurant 160 rue Joncour 44100 NANTES, et Monsieur Alain CASTAGNE, demeurant 5 avenue des Cottages 44100 NANTES, de leurs mandats de liquidateurs, donné à ces derniers quitus de leurs gestions et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de Nantes, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la société sera radiée dudit registre.

Pour avis
Les Liquidateurs

L24IJ06966

In Extenso

Experts-Comptables

PORNIC

2 Rue du Traité d'Amsterdam
44213 PORNIC

SCI CATSANOELI

Société civile immobilière en liquidation au capital de 200 euros
Siège social : ZI de la Guerche Impasse du Quador
44250 SAINT BREVIN LES PINS
Siège de liquidation : 44 bis rue de la Dette 44210 PORNIC
487 744 534 RCS SAINT NAZAIRE

AVIS DE CLOTURE DE LIQUIDATION

Par Assemblée Générale Ordinaire du 26/03/2024, les associés ont approuvé le compte définitif de liquidation arrêté au 29/02/2024, déchargé Madame Catherine HACHET, demeurant 44 bis rue de la Dette 44210 PORNIC, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de SAINT NAZAIRE, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis
Le liquidateur

L24IJ07028



NYLAM INVEST

SAS en liquidation au capital de 5 000 euros
Siège social : 87 route de Bouguenais 44620 LA MONTAGNE
Siège de liquidation : 87 route de Bouguenais 44620 LA MONTAGNE
901 154 989 RCS NANTES

CLOTURE DE LIQUIDATION

En date du 26/03/2024 au 87 route de Bouguenais - 44620 LA MONTAGNE,

l'associé unique a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Julien ROUSSILHE, demeurant 87 route de Bouguenais - 44620 LA MONTAGNE de son mandat de liquidateur lui a donné quitus de sa gestion et prononcé la clôture de la liquidation avec effet rétroactif au 31 décembre 2023.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de NANTES, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre.

Pour avis, le liquidateur
L24IJ07077

FONDS DE COMMERCE



SCP CADORET-TOUSSAINT DENIS & ASSOCIÉS
Société d'avocats inter-Barreaux
Nantes-Saint-Nazaire
Tél : 02 40 53 33 50
contact@ctd-avocats.com

CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Aux termes d'un ASSP en date du 18/03/2024, enregistré au SIE SAINT NAZAIRE, le 20/03/2024, dossier : 2024 00010791, bordereau : 4404P04 2024 A 00514, LVJ, SARL au capital de 10 000 euros, ayant son siège social 1 rue de la Brière, 44410 SAINT LYPHARD, immatriculé au RCS de SAINT-NAZAIRE sous le n°847 732 062, a cédé à VLI, EURL au capital de 10 000 euros, ayant son siège social 1 rue de la Brière, 44410 SAINT LYPHARD, immatriculé au RCS de SAINT-NAZAIRE sous le n°983 885 542, un fonds de commerce : BAR, RESTAURANT, CREPERIE, PMU, JEUX (notamment FDJ), exploité sis 1 rue de la Brière, 44410 SAINT LYPHARD, moyennant le prix de 180 000 euros, s'appliquant :
- incorporels (162.000 €)
- corporels (18.000 €)
La date d'entrée en jouissance est fixée au 18/03/2024.

Les oppositions seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publicités légales à l'adresse suivante : domicile élu 2 rue de l'Etoile du Matin, SCP CADORET-TOUSSAINT DENIS ET ASSOCIÉS (Me DENIS), 44600 SAINT NAZAIRE, pour la validité et pour la correspondance.

L24IJ06817



Mes **BOHUON et BOISVIEUX**
Notaires à GUERANDE (44350)
14 rue des Saulniers - 02 40 62 18 00

CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte reçu par Maître Mathieu BOHUON, Notaire Associé de la Société d'Exercice Libéral « SELARL BOHUON Mathieu et BOISVIEUX Charles-Edouard », titulaire d'un Office Notarial à GUERANDE (44350), 14 Rue des Saulniers, le 15 mars 2024, enregistré à SPFE SAINT NAZAIRE, le 21 mars 2024, 2024N415 - numéro 00010972, a été cédé un fonds de commerce par :

La Société dénommée **EURL PATRICE HUET**, dont le siège est à PIRIAC-SURMER (44420) 17 bis rue de Keroman, identifiée au SIREN sous le numéro 530197961 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de SAINT-NAZAIRE.

A :

La Société dénommée **RESTAURANT LE 17 BIS**, dont le siège est à PIRIAC-SURMER (44420) 19 rue de Keroman, identifiée au SIREN sous le numéro 985165034 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de SAINT

-NAZAIRE.

Désignation du fonds : **fonds de commerce DE DEBIT DE BOISSONS PUB SANDWICHS RESTAURANT** sis à PIRIAC SUR MER (44420) 19 rue de Keroman, connu sous le nom commercial « **AU 17 BIS** ».

La cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de CENT QUATRE-VINGT MILLE EUROS (180 000,00 EUR),

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la publication de la cession au BODACC, au siège de l'Office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion

Le notaire.

L24IJ07020

REGIMES MATRIMONIAUX



SELARL Loïc DEIN et Xavier RICARD
Notaires associés
Espace Viarme
3 rue Porte Neuve 44000 NANTES

AMÉNAGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Aux termes d'un acte reçu par Maître Loïc DEIN, notaire au sein de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée «Loïc DEIN et Xavier RICARD, Notaires SELARL», titulaire d'un Office Notarial dont le siège est à NANTES (44), 3 rue Porte Neuve, le 12 mars 2024, **Monsieur Dominique VIGNAULT**, né le 18 octobre 1963 à BRESSUIRE (79) architecte et **Madame Isabelle FAURE**, née le 14 octobre 1962 à LA ROCHEFOUCAULD (16) demeurant à NANTES (44), 23 rue Louis Lumière, Mariés à PARIS (18^{ème}) le 3 décembre 1988 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable ont déclaré aménager leur régime matrimonial en ajoutant, à titre d'avantage matrimonial, une clause d'attribution intégrale de la communauté en faveur du survivant des époux. Oppositions dans les trois mois en l'Etude de Maître Loïc DEIN.

L24IJ06762



NOTAIRES LOIRE OCEAN
Route de Saint-Michel
Le Campus, 44210 PORNIC

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Frédéric DUVERT, Notaire de la SELAS « NOTAIRES LOIRE OCEAN », titulaire d'un Office Notarial à PORNIC, route de Saint Michel, CRPCEN 44121, le 19 mars 2024, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption de la communauté universelle entre :

Monsieur Daniel Jean-Pierre MARIA, Retraité, et Madame Béatrice Geneviève Michèle DELAHAYE, Retraîtée, demeurant ensemble à NANTES (44100) 22 rue du Calvaire de Grillaud.

Monsieur est né à MAZIERES-EN-GATINE (79310) le 9 avril 1951.
Madame est née à AUDRIEU (14250) le 19 juillet 1951.

Mariés à la mairie de NANTES (44000) le 4 juillet 1987 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité française. Madame est de nationalité française. Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

L24IJ06822



NOTAIRES PRESQU'ILE ASSOCIÉS
20 avenue Jean de Neyman, BP 227
44505 LA BAULE Cedex

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Philippe TABOURDEAU-CARPENTIER, Notaire Associé de la Société «Notaires Presqu'île Associés, Société Civile Professionnelle Titulaire d'un Office Notarial», dont le siège est à LA BAULEESCOUBLAC (Loire Atlantique), 20 Avenue Jean de Neyman, Résidence «Avant Scène», CRPCEN 44117, le 25 mars 2024, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption de la communauté universelle entre :

Monsieur Bruno Marie Pierre-Jean COSSART, retraité, et **Madame Marie-Dominique Marguerite Rose Suzanne BIGO**, retraitée, demeurant ensemble à LA BAULE-ESCOUBLAC (44500) 10 chemin des Millepertuis.

Monsieur est né à FORT-DE-FRANCE (97200) le 6 août 1949,

Madame est née à LILLE (59000) le 31 mars 1949.

Mariés à la mairie de LILLE (59000) le 13 juin 1972 sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts régi par les articles 1498 et suivants du Code civil, aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Albert TAMBOISE, notaire à LILLE, le 9 juin 1972.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité française.

Madame est de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

L24IJ06900

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Me Pierre GOBIN, Notaire à BASSE-GOULAIN (44115), 2-4 Impasse Paul Edouard Lynch, CRPCEN 44134, le 26 mars 2024, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption de la séparation des biens entre **M. Frédéric Gérard René Michel MOREAU**, agriculteur, et **Mme Emilie Perrine DEBAYE**, intervenant en thérapie sociale, demeurant à VERTOU (44120) 60 rue Charles Lecour. Nés, M. à NANTES (44000) le 31 juillet 1976, et Mme à SOISSONS (02200) le 19 décembre 1982, mariés à la mairie de SERVIERES-LE-CHATEAU (19220) le 26 août 2006 sous le régime de la participation aux acquêts en vertu du contrat de mariage reçu par Maître Xavier RICARD, notaire à RÉZE (44400), le 10 août 2006 ; régime non modifié, tous deux de nationalité française, résidents au sens de la réglementation fiscale

Les oppositions des créanciers à ce changement partiel, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion

Le notaire.

L24IJ07058



NOTAIRES LOIRE OCEAN
Route de Saint-Michel
Le Campus, 44210 PORNIC

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Fanny MARTINEZ, Notaire de la Société d'exercice libéral par actions simplifiée « NOTAIRES LOIRE OCEAN », titulaire d'un Office Notarial à PORNIC, route de Saint Michel, CRPCEN 44121, le 25 mars 2024, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption de la communauté universelle entre :

Monsieur Léon Yves THENOT, retraité, et **Madame Maryvonne Renée Raymond LEPRINCE**, retraitée, demeurant ensemble à PORNIC (44210) 2 rue des Prés Verts.

Monsieur est né à RENNES (35000) le 22 décembre 1942,

Madame est née à GOVEN (35580) le 15 mars 1943.

Mariés à la mairie de RENNES (35000) le 13 octobre 1962 sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Tous deux de nationalité française. Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion
Le notaire.

L24IJ07040



Étude de Maître Yves-Noël BARDOUL
notaire à INDRE (Loire-Atlantique)

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître BARDOUL, notaire à INDRE (44610), le 18 mars 2024, **Monsieur Gérard Germain Yvon COLSON**, retraité, et **Madame Renée Henriette MONNIER**, retraitée, demeurant à SAINT HERBLAIN (44800) 14 rue Ambrose Croizat, nés : Monsieur Gérard COLSON au PETIT QUEVILLY (76140) le 2 octobre 1945, Madame à NANTES (44000) le 2 août 1947, initialement mariés sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable à leur union célébrée à la mairie de NANTES, section de Chantenay (44100), le 8 avril 1968, ont décidé le changement complet de leur régime matrimonial afin d'adopter le régime de la communauté universelle de biens meubles et immeubles, présents et à venir, avec clause d'attribution intégrale de la communauté au profit du conjoint survivant.

Les oppositions éventuelles à cette modification seront reçues en l'étude de Me BARDOUL, notaire à INDRE (44610), 2, place Jean Ligondy, où domicile a été élu à cet effet, pendant un délai de trois mois à compter de la présente insertion, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice.

En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial au Tribunal.

Pour avis

L24IJ07062

SERVICE ABONNEMENT

TÉL : 02 40 47 00 28

abonnement@informateurjudiciaire.fr



THOMAS - HOUIS - GIRARD - DURAND - VILLATTE
BRÉMENT - BAUD-MILLET - RICO-CARRO

3 rue Victor Hugo 44400 REZE

INFORMATION DES CREANCIERS

INSERTION CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Arnaud HOUIS, Notaire associé à REZE, le 26 mars 2024.

Madame Françoise Madeleine Jeanne LASSAGNE, retraitée, et Madame Marie-Emmeline Hélène OLYMPIE, fonctionnaire analyste, demeurant ensemble à REZE (44400) 8 impasse de la Chesnaie. Madame LASSAGNE est née à BRIOUDE (43100) le 5 septembre 1958. Madame OLYMPIE est née à MONTREUIL (93100) le 4 juillet 1961. Mariées à la mairie de NANTES (44000) le 6 août 2019 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable. Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

Ont adopté, pour l'avenir, le régime de la séparation de biens.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, pourront être faites dans un délai de TROIS MOIS et devront être notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice, à Maître HOUIS, Notaire à REZE.

En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de Régime matrimonial au Tribunal Judiciaire.

Pour insertion
Le Notaire.

L24IJ07076



Étude de Maîtres CHAUVEAU
BACHER et LE GOFF

36 rue Russeil
44000 NANTES - Tél. 02 40 73 11 90

CHANGEMENT PARTIEL DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Guillaume LE GOFF, Notaire associé de Société par Actions Simplifiée dénommée « CBL NOTAIRES », titulaire d'un Office Notarial à NANTES 44000, 36 rue Russeil, code CRPCEN 44007, le 28 février 2024, a été conclu le changement partiel de régime matrimonial par ajout d'un avantage entre époux ne prenant effet qu'en cas de décès de l'un d'entre eux :

ENTRE :

Monsieur Stéphane Alexandre Serge POPPOFF, dirigeant d'entreprise, époux de **Madame Sylvie Annick ALLARD**, demeurant à NANTES (44200) 3 Bis chemin de la Piauidière.

Né à NANTES (44000) le 3 mai 1967.

ET

Madame Sylvie Annick ALLARD, assistante de direction, épouse de Monsieur Stéphane Alexandre Serge POPPOFF, demeurant à NANTES (44200) 3 Bis chemin de la Piauidière.

Née à NANTES (44000) le 19 septembre 1968.

Mariés à la mairie de NANTES (44000) le 29 juin 2007 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Tous deux de nationalité française et résidents au sens de la réglementation fiscale.

Les oppositions des créanciers à ce changement partiel, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion, le notaire

L24IJ07079

RECTIFICATIFS

SCCV MAJALIS

Société civile au capital de 1 000 euros
Siège social : 137 Route de la gare
44120 VERTOU
983 275 256 RCS NANTES

Rectificatif à l'annonce parue dans l'Informateur Judiciaire (N° 24IJ00450) le 12 janvier 2024.

Aux termes des délibérations du 21 mars 2024, suite au constat d'une erreur matérielle dans les statuts constitutifs, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de corriger l'adresse du lieu de réalisation de l'opération de construction vente au « 44 Rue de Bretagne - 44450 SAINT JULIEN DE CONCELLES » et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts.

L24IJ06616

COPING

Société à Responsabilité Limitée
Siège social 26/28 rue de la Marine
44210 PORNIC
Capital : 1.500 euros
RCS SAINT-NAZAIRE

AVIS MODIFICATIF

Suite à l'insertion réalisée le 8 mars 2024, il convient de préciser que l'adresse du siège social est le 26-28 rue de la Marine 44210 PORNIC et non le 28, de la Marine - 44210 PORNIC.

Le reste de l'insertion demeure inchangé.

Gérant : Monsieur Maxime, Jean-Charles NICOLAS. Adresse : 23, Boulevard ORION - 44000 NANTES

Pour avis

L24IJ06690

GUILLOT INVEST PROJECT
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 500 000 €
Siège social : 8 bis rue du Moulin
44210 PORNIC
RCS SAINT-NAZAIRE

RECTIFICATIF ANNONCE RÉFÉRENCE L24IJ06522

S'agissant de la gérance, il fallait lire : Gérant : Monsieur Frédéric GUILLOT demeurant 8 bis rue du Moulin 44210 PORNIC au lieu de Gérants : Monsieur Frédéric GUILLOT demeurant 8 bis rue du Moulin 44210 PORNIC et Madame Anne ROQUE demeurant 2 rue des Prés 44210 PORNIC

RCS SAINT-NAZAIRE

L24IJ06746

In Extenso

Experts-Comptables

CHALLANS

Rectificatif à l'annonce parue le 01/03/2024 dans l'Informateur Judiciaire portant les références L24IJ04768, il fallait lire en complément : de transférer le siège social au Parc d'activités de la Joséphine, 14 allée de la Croix Blanche - 85670 ST CHRISTOPHE DU LIGNERON.

L24IJ07035

ADDITIFS

Additif à l'annonce publiée dans l'Informateur Judiciaire du 01/03/2024 concernant SCI ESPACE MIROIR III, ajouter : La société sera radiée du RCS de Nantes et réimmatriculée au RCS de SAINT-NAZAIRE

L24IJ06809

CONSORTIO
SARL au capital de 40 500 euros
Siège social : 17 rue Marie Curie
44230 SAINT SEBASTIEN SUR LOIRE
813 969 946 RCS NANTES

Additif à l'annonce parue sous le n°L24IJ04566 dans l'édition du 01/03/2024 en page 47. Il fallait ajouter : Le PV de la gérance du 23/02/2024 a constaté la réalisation définitive de la réduction du capital et la modification des statuts.

L24IJ06916

AUTRES ANNONCES

In Extenso

Experts-Comptables

LES HERBIERS

JUSTE & CO

Société à responsabilité limitée
Au capital de 10 000 euros
Siège social : 70 Avenue de la République
44600 ST NAZAIRE
853 477 867 RCS ST NAZAIRE

AVIS

Aux termes d'une délibération de l'AGE en date du 01/07/2021, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, il a été décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

L24IJ06764



Me Yves BOUDER

Notaire au sein de la SAS
«OFFICE NICOLAS, notaires associés»
titulaire d'un Office Notarial au
Pont-du-Cens, près de NANTES,
commune d'ORVAULT (Loire Atlantique)
25 Route de Rennes

AVIS DE SAISINE DE LEGATAIRE UNIVERSEL - DELAI D'OPPOSITION

Article 1007 du Code civil / Article 1378-1 Code de procédure civile / Loi n°2016-1547 du 28 novembre 2016
Suivant testament olographe en date du 26 octobre 2016 M. Joseph Jean-Marie MARCHAND (né à TREFFIEUX (44), le 26 juillet 1947) retraité, célibataire, demeurant à NANTES (44) 33 Bd Maréchal Lyautey, décédé à NANTES, le 18 janvier 2024.

A consenti un legs universel.

Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du PV d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Yves BOUDER, notaire au sein de la S.A.S. OFFICE NICOLAS notaires associés, à ORVAULT (44) acte du 9 février 2024, et d'un acte de contrôle de la saisine du légataire universel reçu par le même notaire, le 27 mars 2024 duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Yves BOUDER, notaire à ORVAULT (44700), référence CRPCEN : 44028, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de NANTES de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament et dans le mois de la présente annonce.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

Pour insertion, le notaire.

L24IJ07051

TÉL : 02 40 47 00 28

WWW.INFORMATEURJUDICIAIRE.FR

WWW.INFORMATEURJUDICIAIRE.FR



Me Yves BOUDER
Notaire au sein de la SAS
«OFFICE NICOLAS, notaires associés»
titulaire d'un Office Notarial au
Pont-du-Cens, près de NANTES,
commune d'ORVAULT (Loire Atlantique)
25 Route de Rennes

AVIS DE SAISINE DE LEGATAIRE UNIVERSEL - DELAI D'OPPOSITION

Article 1007 du Code civil / Article 1378
-1 Code de procédure civile / Loi n° 2016
-1547 du 28 novembre 2016

Suivant un testament olographe en
date du 7 juin 2020 Mme Jacqueline Marie
-Thérèse DURAND (née à NANTES (44), le
05 février 1937), retraitée, célibataire, non
liée par un pacte civil de solidarité, dt à
NANTES (44300) 16 Avenue des Sulkies,
décédée à NANTES (44) le 27 novembre
2023.

A consenti un legs universel.
Consécutivement à son décès, ce
testament a fait l'objet d'un dépôt aux
termes du procès-verbal d'ouverture et
de description du testament reçu par
Maitre Yves BOUDER, Notaire au sein de
la Société par Actions Simplifiée « OFFICE
NICOLAS, Notaires associés », commune
d'ORVAULT (Loire-Atlantique), le 14 dé-
cembre 2023, et d'un acte de contrôle de
la saisine du légataire universel reçu par
le même notaire, le 27 mars 2024 duquel il
résulte que le légataire remplit les condi-
tions de sa saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits
pourra être formée par tout intéressé au-
delà du notaire chargé du règlement de
la succession : Maître Yves BOUDER,
Notaire à ORVAULT (44), référence CR-
PCEN : 44028, dans le mois suivant la ré-
ception par le greffe du tribunal judiciaire
de NANTES de l'expédition du procès
-verbal d'ouverture du testament avec copie
de ce testament et dans le mois de la
présente annonce.

En cas d'opposition, le légataire sera
soumis à la procédure d'envoi en posses-
sion.

Pour insertion
Le notaire.

L24IJ07117

TRIBUNAL DE COMMERCE NANTES

PROCEDURES NOUVELLES

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 20 mars 2024)

SARL Atlantique Djamel Sécurité, 2
cour des Automates, 44100 Nantes, RCS
Nantes 909 647 588. Activités de sécu-
rité privée. Date de cessation des paie-
ments le 30 janvier 2024. Liquidateur :
Maître Blanc de la Selaril Blanc Mj-O 8
rue d'Auvours Bp 72209 44022 Nantes
cedex 1. Les déclarations des créances
sont à adresser au mandataire judiciaire
ou sur le portail électronique prévu par les
articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de
commerce dans les deux mois à compter
de la publication au Bodacc.
4401JAL20240000000387

SAS KALIMUCHO, 2 rue Pierre Men-
dès France, Centre commercial Auchan,
44230 St Sébastien Sur Loire, RCS
Nantes 840 144 372. Commerce de détail
d'autres équipements du foyer. Date de
cessation des paiements le 15 décembre
2023. Liquidateur : SCP Mjuris Représen-
tée par Maître Aude Pelloquin 5 rue Cré-
billon 44000 Nantes. Les déclarations des
créances sont à adresser au mandataire
judiciaire ou sur le portail électronique
prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13
du code de commerce dans les deux mois
à compter de la publication au Bodacc.
4401JAL20240000000388

SAS WIP RENO, 9 avenue de Saint-
Ouen, 44700 Orvault, RCS Nantes 893

500 652. Programmation informatique.
Date de cessation des paiements le 5
mars 2024. Liquidateur : Maître Cécile
Jouin de la Selaril Cécile Jouin 6 place
Viarme 44000 Nantes. Les déclarations
des créances sont à adresser au man-
dataire judiciaire ou sur le portail électro-
nique prévu par les articles L. 814-2 et L.
814-13 du code de commerce dans les
deux mois à compter de la publication au
Bodacc.
4401JAL20240000000389

SARL BLEU PAON, 5 rue des Moulins,
44115 Haute-Goulaine, RCS Nantes 537
864 597. Vente à distance sur catalogue
général. Date de cessation des paiements
le 1^{er} novembre 2023. Liquidateur : Maître
Philippe Delaere de la Selaril Delaere et
associés 20 rue Mercoeur 44000 Nantes.
Les déclarations des créances sont à
adresser au mandataire judiciaire ou sur
le portail électronique prévu par les arti-
cles L. 814-2 et L. 814-13 du code de
commerce dans les deux mois à compter
de la publication au Bodacc.
4401JAL20240000000390

**MOULIN (nom d'usage (El)) Sté-
phane Michel**, 1 bis rue de l'Erdré, 44240
La Chapelle-sur-Erdre, RCS Nantes 519
367 072. Commerce de détail de bois-
sons en magasin spécialisé. Date de ces-
sation des paiements le 1^{er} février 2024.
Liquidateur : Maître Cécile Jouin de la
Selaril Cécile Jouin 6 place Viarme 44000
Nantes. Les déclarations des créances
sont à adresser au mandataire judiciaire
ou sur le portail électronique prévu par les
articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de
commerce dans les deux mois à compter
de la publication au Bodacc.
4401JAL20240000000391

**SAS BUSINESS COACH PREMIUM
(BCP)**, 17 rue Océane, 44800 Saint-
Herblain, RCS Nantes 908 179 641.
Conseil pour les affaires et autres conseils
de gestion. Date de cessation des paie-
ments le 31 juillet 2023. Liquidateur :
Maître Blanc de la Selaril Blanc Mj-O 8
rue d'Auvours Bp 72209 44022 Nantes
cedex 1. Les déclarations des créances
sont à adresser au mandataire judiciaire
ou sur le portail électronique prévu par les
articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de
commerce dans les deux mois à compter
de la publication au Bodacc.
4401JAL20240000000392

SARL CAVE DU CHENE VERRE,
L'Aulnaie, Centre Commercial du Chêne,
44450 SAINT JULIEN DE CONCELLES,
RCS Nantes 819 109 174. Débits de bois-
sons. Date de cessation des paiements
le 1^{er} mars 2024. Liquidateur : SCP Mjuris
Représentée par Maître Aude Pelloquin
5 rue Crébillon 44000 Nantes. Les dé-
clarations des créances sont à adresser
au mandataire judiciaire ou sur le portail
électronique prévu par les articles L. 814-
2 et L. 814-13 du code de commerce dans
les deux mois à compter de la publication
au Bodacc.
4401JAL20240000000393

SARL RIPOCHE, 14 rue Pasteur, 44110
Châteaubriant, RCS Nantes 888 144 730.
Boucherie, charcuterie, plats cuisinés,
traiteur, épicerie. Date de cessation des
paiements le 30 septembre 2023. Liquida-
teur : SCP Mjuris Représentée par Maître
Aude Pelloquin 5 rue Crébillon 44000
Nantes. Les déclarations des créances
sont à adresser au mandataire judiciaire
ou sur le portail électronique prévu par les
articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de
commerce dans les deux mois à compter
de la publication au Bodacc.
4401JAL20240000000394

SARL TDG, 23 chaussée de la Ma-
deleine, 44000 Nantes, RCS Nantes 490
956 570. Autres commerces de détail en
magasin non spécialisé. Date de ces-
sation des paiements le 9 mars 2024,
liquidateur : Maître Cécile Jouin de la
Selaril Cécile Jouin 6 place Viarme 44000
Nantes. Les déclarations des créances
sont à adresser au mandataire judiciaire
ou sur le portail électronique prévu par les
articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de
commerce dans les deux mois à compter
de la publication au Bodacc.
4401JAL20240000000395

SAS ETEM TEAM, 3 rue de la Fosse,
44000 Nantes, RCS Nantes 903 258 671.
Autres commerces de détail spécialisés
divers. Date de cessation des paiements

le 31 janvier 2023. Liquidateur : Maître
Philippe Delaere de la Selaril Delaere et
associés 20 rue Mercoeur 44000 Nantes.
Les déclarations des créances sont à
adresser au mandataire judiciaire ou sur
le portail électronique prévu par les arti-
cles L. 814-2 et L. 814-13 du code de
commerce dans les deux mois à compter
de la publication au Bodacc.
4401JAL20240000000396

SAS POLOSONE REST, boulevard de
l'Epinay, Golf de Carquefou, 44470 Car-
quefou, RCS Nantes 834 500 399. Bar
restaurant traiteur. Date de cessation des
paiements le 1^{er} juin 2023. Liquidateur :
Maître Philippe Delaere de la Selaril De-
laere et associés 20 rue Mercoeur 44000
Nantes. Les déclarations des créances
sont à adresser au mandataire judiciaire
ou sur le portail électronique prévu par les
articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de
commerce dans les deux mois à compter
de la publication au Bodacc.
4401JAL20240000000397

SARL GARAUD PERE ET FILS, Lieu
-Dit la Ceriseraie, 44850 Saint Mars du
Désert, RCS Nantes 518 392 089. Travaux
de maçonnerie générale et gros œuvre
de bâtiment. Date de cessation des paie-
ments le 15 février 2024. Liquidateur :
Maître Blanc de la Selaril Blanc Mj-O 8
rue d'Auvours Bp 72209 44022 Nantes
cedex 1. Les déclarations des créances
sont à adresser au mandataire judiciaire
ou sur le portail électronique prévu par les
articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de
commerce dans les deux mois à compter
de la publication au Bodacc.
4401JAL20240000000398

SARL BAHLOUL Y, 11 boulevard Gus-
tave Roch, 44200 Nantes, RCS Nantes
889 282 448. Transports de voyageurs par
taxis. Date de cessation des paiements le
10 mars 2024. Liquidateur : Maître Phi-
lippe Delaere de la Selaril Delaere et asso-
ciés 20 rue Mercoeur 44000 Nantes. Les
déclarations des créances sont à adres-
ser au mandataire judiciaire ou sur le por-
tail électronique prévu par les articles L.
814-2 et L. 814-13 du code de commerce
dans les deux mois à compter de la publi-
cation au Bodacc.
4401JAL20240000000399

SARL T'ZEN 29 rue Fouré, 29 rue
Fouré, 44000 Nantes, RCS Nantes 828
474 213. Coiffure. Date de cessation des
paiements le 20 mars 2024. Liquidateur :
Maître Blanc de la Selaril Blanc Mj-O 8
rue d'Auvours Bp 72209 44022 Nantes
cedex 1. Les déclarations des créances
sont à adresser au mandataire judiciaire
ou sur le portail électronique prévu par les
articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de
commerce dans les deux mois à compter
de la publication au Bodacc.
4401JAL20240000000400

SARL PROTEK SYSTEM, 5 rue des
Vignerons, 44220 Couëron, RCS Nantes
841 938 566. Activités liées aux systèmes
de sécurité. Date de cessation des paie-
ments le 1^{er} janvier 2024, liquidateur : SCP
Mjuris Représentée par Maître Aude Pe-
loquin 5 rue Crébillon 44000 Nantes. Les
déclarations des créances sont à adres-
ser au mandataire judiciaire ou sur le por-
tail électronique prévu par les articles L.
814-2 et L. 814-13 du code de commerce
dans les deux mois à compter de la publi-
cation au Bodacc.
4401JAL20240000000401

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE (Jugement du 20 mars 2024)

SAS BATI AZ, 21 bis rue du Granit,
44450 Saint-Julien-de-Concelles, RCS
Nantes 852 198 712. Travaux de maçon-
nerie générale et gros œuvre de bâtiment.
Date de cessation des paiements le 20
septembre 2022. Mandataire Judiciaire :
Maître Blanc de la Selaril Blanc Mj-O 8
rue d'Auvours Bp 72209 44022 Nantes
cedex 1. Les déclarations des créances
sont à adresser au mandataire judiciaire
ou sur le portail électronique prévu par les
articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de
commerce dans les deux mois à compter
de la publication au Bodacc.
4401JAL20240000000383

SNC OUVESA, 11 chemin de la Guibli-
nière, 44300 Nantes, RCS Nantes 479 964
447. Supports juridiques de programmes.

Date de cessation des paiements le 20
septembre 2022. Mandataire Judiciaire :
SCP Mjuris Représentée par Maître Aude
Pelloquin 5 rue Crébillon 44000 Nantes.
Les déclarations des créances sont à
adresser au mandataire judiciaire ou sur
le portail électronique prévu par les arti-
cles L. 814-2 et L. 814-13 du code de
commerce dans les deux mois à compter
de la publication au Bodacc.
4401JAL20240000000384

SARL IMMO INVEST PROMOTIONS,
34 boulevard de Launay, 44100 Nantes,
RCS Nantes 479 967 630. Activités des
sociétés holding. Date de cessation des
paiements le 20 septembre 2022. Manda-
taire Judiciaire : SCP Mjuris Représentée
par Maître Aude Pelloquin 5 rue Crébill-
on 44000 Nantes. Les déclarations des
créances sont à adresser au mandataire
judiciaire ou sur le portail électronique
prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13
du code de commerce dans les deux mois
à compter de la publication au Bodacc.
4401JAL20240000000385

SAS TWENTY, 2 ter rue Pierre Et Ma-
rie Curie, 44119 Grandchamps des Fon-
taines, RCS Nantes 813 046 802. Autres
travaux spécialisés de construction. Date
de cessation des paiements le 12 février
2024. Mandataire Judiciaire : Maître Phi-
lippe Delaere de la Selaril Delaere et asso-
ciés 20 rue Mercoeur 44000 Nantes. Les
déclarations des créances sont à adres-
ser au mandataire judiciaire ou sur le por-
tail électronique prévu par les articles L.
814-2 et L. 814-13 du code de commerce
dans les deux mois à compter de la publi-
cation au Bodacc.
4401JAL20240000000386

AUTRES JUGEMENTS

PLAN DE REDRESSEMENT (Jugement du 13 mars 2024)

SARL BOUVAIS, Camardin, 44590
Derval, RCS Nantes 753 527 563. Activi-
tés de soutien aux cultures. Commissaire
à l'exécution du plan : Maître Philippe
Delaere de la Selaril Delaere et associés
20 rue Mercoeur 44000 Nantes. Durée du
plan 5 ans.
4401JAL20240000000387

SARL SOJBAT, 4 avenue Alexandre
Goupil, 44700 Orvault, RCS Nantes 789
964 517. Travaux de maçonnerie générale
et gros œuvre de bâtiment. Commissaire
à l'exécution du plan : SCP Mjuris Représen-
tée par Maître Aude Pelloquin 5 rue
Crébillon 44000 Nantes. Durée du plan
8 ans.
4401JAL20240000000388

TRIBUNAL DE COMMERCE SAINT NAZAIRE

PROCEDURES NOUVELLES

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 20 mars 2024)

SARL MORESQUE, 52 boulevard
des Océanides, 44380 Pornichet, RCS
Saint-Nazaire 888 063 963. Restaura-
tion traditionnelle. Date de cessation des
paiements le 20 septembre 2022. Liquida-
teur : Selaril Philippe Delaere et associé en
la personne de Me Philippe Delaere «Le
Constens» bd Docteur Chevrel Cs 30105
44502 la Baule cedex. Les déclarations
des créances sont à adresser au man-
dataire judiciaire ou sur le portail électro-
nique prévu par les articles L. 814-2 et L.
814-13 du code de commerce dans les
deux mois à compter de la publication au
Bodacc.
4402JAL20240000000143

ABONNEZ-VOUS

et restez informé
sur toute l'actualité
économique

SARL QMG, 14-15 boulevard du Nord, 44350 Guérande, RCS Saint-Nazaire 948 091 137. Hôtel, café, restaurant. Date de cessation des paiements le 20 décembre 2023. Liquidateur : Selas Cleoval en la personne de Me Virginie Scelles 14 Bd de la Paix Cs 22173 56005 Vannes Cedex. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
4402JAL20240000000148

NIEL (nom d'usage POIDEVIN (Ei)) Catherine Françoise Marie, 3 rue de Plessé, 44460 Avesnac, RCS Saint-Nazaire 891 322 935. Restauration traditionnelle. Date de cessation des paiements le 31 octobre 2023. Liquidateur : Selarl Philippe Delaere et associé en la personne de Me Philippe Delaere «Le Constens» bd Docteur Chevrel Cs 30105 44502 La Baule cedex. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
4402JAL20240000000149

SARL IMMACULEE IMMOBILIERE, 3 avenue Cdt de l'Herminier, 44600 Saint Nazaire, RCS Saint-Nazaire 538 543 562. Agences immobilières. Date de cessation des paiements le 20 septembre 2022. Liquidateur : Selarl Philippe Delaere et associé en la personne de Me Philippe Delaere «Le Constens» bd Docteur Chevrel Cs 30105 44502 La Baule cedex. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
4402JAL20240000000150

SARL RØWENN SELLERIE, 5 rue de Bouvron, 44750 Campbon, RCS Saint-Nazaire 907 951 438. Fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie et de sellerie. Date de cessation des paiements le 18 mars 2024. Liquidateur : Selarl Philippe Delaere et associé en la personne de Me Philippe Delaere «Le Constens» bd Docteur Chevrel Cs 30105 44502 La Baule cedex. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
4402JAL20240000000151

PROCÉDURES EN COURS

CONVERSION EN LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 20 mars 2024)

SAS LE THIEC, 2-9 avenue de la Lieutenantante, 44500 La Baule Escoublac, RCS Saint-Nazaire 822 730 867. Travaux de peinture et vitrerie. Liquidateur : Selas Cleoval en la personne de Me Virginie Scelles 14 Bd de la Paix Cs 22173 56005 Vannes Cedex.
4402JAL20240000000141

SAS AC NAZAIRIEN, 6 rue François Marceau Centre Commercial Ruban Bleu, 44600 Saint-Nazaire, RCS Saint-Nazaire 891 869 877. Restauration de type rapide. Liquidateur : Selarl Philippe Delaere et associé en la personne de Me Philippe Delaere «Le Constens» bd Docteur Chevrel Cs 30105 44502 La Baule cedex.
4402JAL20240000000142

DÉPÔT DU PROJET DE RÉPARTITION

(Dépôt du 13 mars 2024)

SARL BURBAN SERRUSOUDE, 1 chemin du Gare, 44380 Pornichet, RCS Saint-Nazaire 891 030 108. Travaux de menuiserie métallique et serrurerie. Le projet de répartition prévu par l'article L. 644-4 du code de Commerce a été déposé au greffe le 13 mars 2024. Les contestations sont recevables dans un délai d'un mois à compter de la date de publication au Bodacc.
4402JAL20240000000138

SERVICE DE RELECTURE ASSURÉ

(Dépôt du 18 mars 2024)

SARL JD AGENCEMENT, 22 rue La-martine, 44350 Guérande, RCS Saint-Nazaire 899 773 998. Travaux de menuiserie bois et Pvc. Le projet de répartition prévu par l'article L. 644-4 du code de Commerce a été déposé au greffe le 18 mars 2024. Les contestations sont recevables dans un délai d'un mois à compter de la date de publication au Bodacc.
4402JAL20240000000139

CLÔTURES

CLÔTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

(Jugement du 20 mars 2024)

CHARRIER (nom d'usage NEVES DA COSTA MARQUES (Ei)) Sylvie Christine Corinne, 10 rue du Château, 44130 Blain, RCS Saint-Nazaire 399 993 575.
4402JAL20240000000146

SARL LES BONS COMPAGNONS, 1 allée du Parc de Mesemena, Bâtiment A, Cedex, CS 25222, 44505 La Baule, RCS Saint-Nazaire 830 787 404.
4402JAL20240000000147

AUTRES JUGEMENTS

HOMOLOGATION DE L'ACCORD

(Dépôt du 20 mars 2024)

SAS SPORIMO, 5 avenue Barbara Immeuble le Saphir, 44570 Trignac, RCS Saint-Nazaire 512 555 640. Investissement dans tout immeuble commercial à vocation d'activités sportives ou de loisirs location d'immeubles à usage commercial d'activités sportives ou de loisirs la gestion d'un patrimoine immobilier -. Jugement d'homologation de l'accord intervenu dans la procédure de conciliation. Le jugement est déposé au greffe où tout intéressé peut en prendre connaissance.
4402JAL20240000000144

SARL G.E.S FORM, avenue Barbara Zac Grandchamps Immeuble le Saphir, 44570 Trignac, RCS Saint-Nazaire 513 684 472. Activités des centres de culture physique. Jugement d'homologation de l'accord intervenu dans la procédure de conciliation. Le jugement est déposé au greffe où tout intéressé peut en prendre connaissance.
4402JAL20240000000145

GREFFES EXTÉRIEURS

PROCÉDURES EN COURS

AUTRE JUGEMENT PRONONÇANT

(Jugement du 18 mars 2024)

SARL VERSCHEURE IMMOBILIER, 18 boulevard Jean Mermoz, 44600 Saint-Nazaire, RCS Saint-Nazaire 901 885 509. Agences immobilières. Le Tribunal de Commerce de Lille-métropole a prononcé, en date du 18/03/2024, l'ouverture de la liquidation judiciaire simplifiée sous le numéro 2024/266, date de cessation des paiements le 11/03/2024, et a désigné en tant que liquidateur : Selurl Depreux Sébastien prise en la personne de Maître Depreux Sébastien Centre du Molinel allée de la Marque Bâtiment a avenue de la Marne 59290 Wasquehal.. Les déclarations de créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au Bodacc.
4402JAL20240000000152

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE NANTES

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE NANTES

N° RG 24/00031 - N° Portalis DBYS-W-B7I-MWPY

DATE : 26 mars 2024.

Jugement prononçant la conversion en liquidation judiciaire simplifiée de

Monsieur Xavier LE STANG exerçant en entreprise individuelle, demeurant 10 Les Briats - 44390 NORT-SUR-ERDRE.

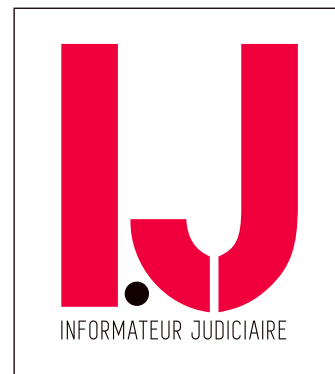
Activité : élevage de chevaux.

N° RCS : non inscrit.

Mandataire judiciaire à la liquidation des entreprises : la SELARL Philippe DELAERE & associés en la personne de Me Philippe DELAERE, 20 rue Mercoeur BP 92024 44020 NANTES cedex.

Date de la cessation des paiements : 12 décembre 2023.

Les déclarations de créances sont à déposer dans un délai de deux mois suivant la présente publication dans le BODACC auprès du mandataire judiciaire à la liquidation des entreprises
L24IJ06967

85 VENDÉE
LA ROCHE-SUR-YON

CONSTITUTIONS



EXPERTISE COMPTABLE | AUDIT | CONSEIL

SF-AGENCY
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 euros
Siège social : 6 impasse de la Taillée
85150 LES ACHARDS
RCS LA ROCHE SUR YON

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à MOUILLERON LE CAPTIF du 22/03/2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée

Dénomination sociale : SF-AGENCY
Siège social : 6 impasse de la Taillée - 85150 LES ACHARDS

Objet social : prestations de conseil et accompagnement auprès des particuliers, des entreprises, des collectivités et autres organismes publics ou privés, conseil en stratégie commerciale, organisation, management, gestion, systèmes d'information, marketing, communication et développement commercial, de la conception à la mise en oeuvre, coaching personnalisé, tous services de formation et coaching, notamment formation pour adultes, ainsi que toute opération ou prestation se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 1 000 euros
Gérance : Monsieur Matis CAUVER, demeurant 6 impasse de la Taillée - 85150 LES ACHARDS, assure la gérance.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de LA ROCHE SUR YON.
Pour avis - La Gérance

L24IJ06668

In Extenso

Experts-Comptables

CHALLANS

QUENTIN MAÎTRE DOEUVRE
Société à responsabilité limitée unipersonnelle
Au capital de 2 000 euros
Siège social : 3 impasse des Oliviers, la Chapelle Achard
85150 LES ACHARDS
RCS LA ROCHE SUR YON

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à MOUILLERON LE CAPTIF du 22/03/2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée

Dénomination sociale : **QUENTIN MAÎTRE D'OEUVRE**

Siège social : 3 impasse des Oliviers, la Chapelle Achard 85150 LES ACHARDS

Objet social : la création de plans sur toutes les phases du projet de construction immobilière ou de vente, l'accompagnement des professionnels et particuliers à la déclaration ainsi qu'au dépôt des permis de construire et des déclarations préalables de travaux, la maîtrise d'oeuvre, la conduite de travaux, l'assistance à maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'ouvrage déléguée, l'assistance, le conseil et l'accompagnement dans le domaine de la construction et de la rénovation et plus généralement dans les domaines relatifs à l'habitat ; le courtage en travaux ; apporteur d'affaires. La formation des professionnels sur l'utilisation de logiciels, notamment sur la conception assistée par ordinateur et le dessin assisté par ordinateur.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 2 000 euros
Gérance : Monsieur Jordan QUENTIN, demeurant 3 impasse des Oliviers, la Chapelle Achard 85150 LES ACHARDS.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de LA ROCHE SUR YON.

L24IJ06773



PLATEFORME DE SAISIE

www.annoncelegale.informateurjudiciaire.fr

SCI LAREM K
Société civile immobilière au capital de
1 000 euros

Siège social : 2 Rue de la Maladrerie -
85390 MOUILLERON ST GERMAIN
RCS LA ROCHE SUR YON
AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature
privée en date du 25/03/2024, il a été
constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : S.C.I.
Dénomination sociale : SCI LAREM K
Siège social : 2 Rue de la Maladrerie -
85390 MOUILLERON ST GERMAIN

Objet social : L'acquisition, la gestion,
l'administration et l'exploitation
sous toutes formes, par bail, location ou
autrement, à toute personne physique
ou morale, avec ou sans promesse de
vente, quel que soit leur mode d'acquisition
ou de financement de tous terrains,
immeubles en nu ou en meublé ou droits
immobiliers.

Durée de la Société : 99 ans à compter
de la date de l'immatriculation de la
Société au Registre du commerce et des
sociétés

Capital social : 1 000 euros, constitué
uniquement d'apports en numéraire
Gérance : Mme Meral DAMAD demeurant
2 Rue de la Maladrerie - 85390 MOUILLERON ST GERMAIN

Clauses relatives aux cessions de
parts : L'agrément est donné dans les
formes et conditions d'une décision
collective extraordinaire. Toutefois sont
dispensés d'agrément les cessions entre
associés.

Immatriculation de la Société au Registre
du commerce et des sociétés de LA
ROCHE SUR YON.

Pour avis, La Gérance

L24IJ06970

MODIFICATIONS



La Roche-sur-Yon
Anne-Paule GOUIN
Gil GASCON
Avocats associés

EURL A.S.J.
Société A Responsabilité Limitée
au capital de 10 000 Euros
Siège social : LA ROCHE SUR YON
(Vendée)
46 rue Roger Salengro

753 568 609 RCS LA ROCHE SUR YON

Aux termes de ses délibérations du 23
février 2024, l'associée unique a décidé
d'étendre l'objet social de la société aux
activités suivantes, à compter du 23 février
2024 :

- La vente de boissons alcoolisées ou
non, en bouteille
Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Pour avis
La gérance

L24IJ04985



Aux termes d'une AGE en date du
08/03/2024, la Société P.F.J. (SCI) ; capital
: 3 000 € ; siège social : 11 Le Petit Clou,
85110 MONSIEIREIGNE ; 880107826 RCS
LA ROCHE S(Y)ON a décidé de transférer
le siège social du 11 Le Petit Clou, 85110
MONSIEIREIGNE au 5 rue du Sureau, 85110

ST PROUANT à compter du 08/03/2024,
et de modifier en conséquence l'article
4 des statuts. Modification sera faite au
GTC de LA ROCHE S(Y)ON.

L24IJ05357



CABINET EOLIS
Expert-comptable
14 Rue du Bignon
44840 LES SORINIÈRES

GODARD JBD
Société à responsabilité limitée
transformée en société
par actions simplifiée
Au capital de 700 000 euros
Siège social : La Colline
85250 ST FULGENT
801 600 974 RCS LA ROCHE SUR YON

MODIFICATIONS

Aux termes d'une délibération en date
du 14 mars 2024, l'Assemblée Générale
Extraordinaire des associés, statuant
dans les conditions prévues par l'article
L. 227-3 du Code de commerce, a décidé
la transformation de la Société en société
par actions simplifiée à compter du même
jour, sans création d'un être moral
nouveau et a adopté le texte des statuts qui
régiront désormais la Société.

La dénomination de la Société, son
objet, son siège, sa durée et les dates
d'ouverture et de clôture de son exercice
social demeurent inchangées.

Le capital social reste fixé à la somme
de 700 000 euros.

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET
DROIT DE VOTE : Tout associé peut
participer aux assemblées sur justification
de son identité et de l'inscription en compte
de ses actions.

Chaque associé a autant de voix qu'il
possède ou représente d'actions.

Monsieur Jean-Baptiste GODARD, gérant,
a cessé ses fonctions du fait de la
transformation de la Société.

Sous sa nouvelle forme de société par
actions simplifiée, la Société est dirigée
par :

PRESIDENT DE LA SOCIÉTÉ : Monsieur
Jean-Baptiste GODARD, demeurant
La Colline, 85250 SAINT FULGENT,
DIRECTRICE GENERALE : Madame
Denise GODARD, demeurant La Colline,
85250 SAINT FULGENT.

Pour avis
Le Président

L24IJ05406



AUX DEUX CHANTAL
Société à responsabilité limitée
au capital de 40 000 euros
Siège social : Place Clément Neau
85520 ST VINCENT SUR JARD
341 417 806 RCS LA ROCHE SUR YON

AVIS DE TRANSFORMATION

Aux termes de décisions constatées
dans un procès-verbal en date du 19 mars
2024, l'associée unique a décidé la
transformation de la Société en société par
actions simplifiée à compter du même jour,
sans création d'un être moral nouveau et
a adopté le texte des statuts qui régiront
désormais la Société.

La dénomination de la Société, son
siège, et les dates d'ouverture et de
clôture de son exercice social demeurent
inchangées.

Le capital social reste fixé à la somme
de 40 000 euros.

Exercice du droit de vote : Tout associé
peut participer aux décisions collectives
sur justification de son identité et de l'inscription
en compte de ses actions au jour
de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales,
chaque associé dispose d'autant de voix
qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession
des actions de l'associé unique est libre.

Sous sa forme à responsabilité limitée,
la Société était gérée par Madame Marie-

Chantal DAUTRICHE.

Sous sa nouvelle forme de société par
actions simplifiée, la Société est dirigée
par :

PRESIDENTE DE LA SOCIÉTÉ :
Madame Marie-Chantal DAUTRICHE,
Demeurant Les Nouses - 85520 ST
VINCENT SUR JARD,

La durée de vie de la société a été
prolongée de 49 années, soit jusqu'au 16 juin
2086.

L'objet social a été modifié de la manière
suivante :

La création, l'acquisition et l'exploitation
de tout commerce de détail et la
vente de tous produits d'alimentation
générale et de tous articles non alimentaires
généralement vendus dans les magasins
de type supermarché.

Et plus généralement le commerce de
détail de tous produits, articles, accessoires
alimentaires et non alimentaires,
utiles ou d'agrément, se rapportant à la
personne et à la maison.

L'activité de fabrication, de commerce
et de vente au détail à emporter ou à la
livraison de charcuterie, boucherie, pâtisserie,
sandwicherie, plats préparés,
toutes préparations traiteur, pains, viennoiseries,
pâtisseries sucrées et salées,
confiseries, fromagerie, crèmerie, comestibles
solides et liquides, épicerie,
épicerie fine, produits régionaux, boissons,
vins, champagnes, alcools ainsi
que tous produits d'alimentation générale
et tous articles non alimentaires généralement
vendus en supermarché dont les
bouteilles de gaz, les articles de mercerie,
les produits d'hygiène et de parfumerie,
droguerie.

L24IJ06579



MA 85 EST

Société par actions simplifiée
au capital de 50 000 euros
Siège social : 7 Place de la Roseraie -
85290 MORTAGNE SUR SEVRE
892 764 325 RCS LA ROCHE SUR YON

NOMINATION D'UN NOUVEAU PRÉSIDENT

Aux termes d'une décision unanime
en date du 2 mai 2023, il résulte que : la
société ESTRELLA, Société à responsabilité
limitée au capital de 460 000 €, dont
le siège social est situé 7 place de la
roseraie 85290 MORTAGNE SUR SEVRE,
immatriculée au Registre du Commerce
et des Sociétés de LA ROCHE SUR YON
sous le numéro 951 112 317, a été nommée
en qualité de Présidente en remplacement
de Monsieur Sébastien GABARD,
démissionnaire, à compter du 1^{er} mai
2023.

Pour avis. Le Président.

L24IJ06685



DALIE

SCI au capital de 1 000 €
Siège social : 46 RUE DE BOULOGNE
85430 AUBIGNY LES CLOUZEUX
RCS de LA ROCHE SUR YON
n°838 154 524

L'AGE du 04/03/2024 a décidé de
procéder à l'extension de l'objet social
en ajoutant à l'article 2 les activités
suivantes : Acquisition, gestion et administration
de tous biens immeubles, bâtis ou non.
La prise de participation au capital
social de Sociétés. La gestion desdites
participations et l'accomplissement de
toutes prestations de services ou opérations
financières dans l'intérêt de la Société
et de ses filiales. La participation de
la Société, par tous moyens, directement
ou indirectement, dans toutes opérations
pouvant se rattacher à son objet.

La décision sera effective à compter
du 04/03/2024, l'article 2 des statuts a été
modifié en conséquence.

Le reste est sans changement.
Modification au RCS de LA ROCHE-SUR-YON.

L24IJ06783



DJOB
SARL au capital de 277 718 €
Siège social : 5 Impasse Marcel Baudouin
85530 LA BRUFFIERE
843 550 591 RCS LA ROCHE-SUR-YON

L'AGOAE du 10/02/2024 a décidé à
compter du même jour, de diminuer le
capital social de 830 € par annulation de
parts sociales en le portant de 277 718 €
à 276 888 €. Les articles 6 et 7 des statuts
ont été modifiés en conséquence. Modification
au RCS de LA ROCHE-SUR-YON.
Pour avis

L24IJ06794



AVIS

SCI BA2G
Société civile immobilière
au capital de 1 000 €
Siège social : Villa des Archs
41 Rue du Maréchal Foch
67-69 Boulevard d'Angleterre
85000 LA ROCHE SUR YON
830 076 675 RCS LA ROCHE SUR YON

Suivant décisions du 8.11.2023, l'AG de
la SCI BA2G a pris acte de la démission
de M. Nicolas GOURRAUD de ses fonctions
de cogérant à compter du 8.11.2023,
et a décidé de ne pas procéder à son remplacement.

Pour avis

Jean-Eudes ARTARIT - Avocat

L24IJ07017



Experts-comptables
accompagnateurs des créateurs
et repreneurs d'entreprises
www.cocerto.fr

SCI J.P.G.
Société civile au capital de 1 600 euros
Siège social : Zone artisanale, Lieudit
<La Landette Sud>
85430 LES CLOUZEUX
449 141 803 RCS LA ROCHE SUR YON
AVIS DE PUBLICITE

Par décisions unanimes des associés
du 31 décembre 2023, il a été décidé et
constaté la réduction du capital social
de la société de 1 600 euros à 1 360
euros par rachat et annulation de 15 parts
sociales et de modifier consécutivement
l'article 7 de statuts.

Modification sera faite au Greffe du
Tribunal de commerce de LA ROCHE-SUR-YON.

Pour avis
La Gérance

L24IJ07034



AVOCATS ASSOCIÉS SJOA
8 rue Linné, 44100 NANTES

Modifications intervenues dans l'information
légal concernant la société
<HVS> SAS au capital de 20.000 euros
Siège 4 rue de la Croix Gilard 85670 LA
CHAPELLE PALLUAU SIREN 911 688 851
RCS LA ROCHE SUR YON

Décision du 22.3.2024

En application des dispositions de
l'article 225-248 du Code de Commerce,
avis est donné de la décision de ne pas
dissoudre la société <HVS>.

Pour insertion, le Président

L24IJ07095

DISSOLUTIONS

T.B.M.R.

Société civile immobilière en liquidation au capital de 1 500 euros
Siège social et de la liquidation : 205 rue Joseph Benatier 85100 LES SABLES D'OLONNE 808 558 399 RCS LA ROCHE SUR YON

AVIS DE DISSOLUTION ANTICIPEE

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 29 décembre 2023 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du même jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Monsieur Thierry ROBINEAU, demeurant 205 rue Joseph Benatier, 85100 LES SABLES D'OLONNE, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé au 205 rue Joseph Benatier, 85100 LES SABLES D'OLONNE. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de LA ROCHE SUR YON, en annexe au R.C.S.

Pour avis, Le Liquidateur.

L24IJ06683

CLÔTURES

T.B.M.R.

Société civile immobilière en liquidation au capital de 1 500 euros
Siège social et de la liquidation : 205 rue Joseph Benatier 85100 LES SABLES D'OLONNE 808 558 399 RCS LA ROCHE SUR YON

AVIS DE CLOTURE DE LIQUIDATION

L'Assemblée Générale réunie le 31 décembre 2023 au siège de la liquidation a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Thierry ROBINEAU, demeurant 205 rue Joseph Benatier, 85100 LES SABLES D'OLONNE, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du 31 décembre 2023.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de LA ROCHE SUR YON, en annexe au R.C.S.

Pour avis, Le Liquidateur.

L24IJ06684

In Extenso

Experts-Comptables

LES HERBIERS

LE REFUGE DES LUTINS
Société à responsabilité limitée en liquidation

Au capital de 1 000 euros
Siège social et de liquidation : 2, la Croix Bouchère 85290 MORTAGNE SUR SEVRE 901 280 172 RCS LA ROCHE SUR YON

CLOTURE DE LIQUIDATION

L'Assemblée Générale réunie le 15/03/2024 a approuvé le compte défini-

tif de liquidation, déchargé Mme Nadine GUYON, demeurant 2, la Croix Bouchère, 85290 MORTAGNE SUR SEVRE, de son mandat de liquidatrice, donné à cette dernière quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée. Les comptes de liquidation seront déposés au GTC de LA ROCHE SUR YON, en annexe au RCS et la société sera radiée dudit registre.

L24IJ06782

In Extenso

Experts-Comptables

CHALLANS

JOLLY TRADUCTIONS JURIDIQUES

Par abréviation JJJ
SARL en liquidation au capital de 1 000 euros

Siège social et de liquidation : Villa Piroška 21 Chemin de la Belle Etoile 85160 ST JEAN DE MONTS 808 804 579 RCS LA ROCHE SUR YON

CLOTURE DE LIQUIDATION

Aux termes de décisions en date du 26 mars 2024, l'associée unique a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Caroline JOLLY, demeurant Villa Piroška, 21 Chemin de la Belle Etoile 85160 ST JEAN DE MONTS, de son mandat de liquidatrice, lui a donné quitus de sa gestion et a prononcé la clôture de la liquidation.

L24IJ07037



UNE ID, UN TUK TUK

Société par Actions Simplifiée au capital de 2 000 €
Siège social : 19 Chemin de l'Astrolade 85350 L'ILE D'YEU (Vendée)
RCS LA ROCHE SUR YON n°848 910 840
Société en liquidation

AVIS DE CLÔTURE DE LIQUIDATION

Les associés, suivant délibération de l'AGE du 16/02/2024 ont :
- approuvé les comptes définitifs de la liquidation clos le 31/12/2023,
- donné quitus de la gestion et décharge du mandat de liquidateurs Mme GUERIN Véronique

et M. CAUSIN Emmanuel,
- prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du jour de ladite Assemblée.

La liquidation sera notifiée au RCS de LA ROCHE SUR YON
Les liquidateurs

L24IJ07101

FONDS DE COMMERCE

CESSION FONDS DE COMMERCE

Suivant acte reçu par Maître Josselin PICARD, Notaire associé de la Société à Responsabilité Limitée dénommée « PENTAGONE ATLANTIC NOTAIRES » titulaire d'un office notarial à AUBIGNY - LES CLOUZEUX, 4, rue Georges Charpak, le 19 mars 2024, enregistré à LA ROCHE SUR YON, le 22 mars 2024, référence 2024 N 668, a été cédé un fonds de commerce par :

Madame Françoise Jeanne Alberte PERROCHEAU, demeurant à LES SABLES D'OLONNE (85100) 41 rue de la Marne,

Célibataire.

A :

Monsieur Bruno Jean-Marie André LEPAGE, demeurant à BONCHAMP-LES-LAVAL (53960) 11 place de l'Eglise,

Divorcé de Madame Catherine ORIEUX et non remarié.

Désignation du fonds : Le fonds de commerce de PRESSE, DEPOT DE PAINS, CARTERIE, ALIMENTATION, VENTE DE BOISSONS auquel sont annexés deux contrats de commercialisation des jeux avec la FRANCAISE DES JEUX (jeux de Grattage, jeux de tirage, jeux de pronostics sportifs), un contrat de diffusion de la presse, avec la société LES MESSAGERIES LIGERIENNES ATLANTIQUE DE PRESSE, et un contrat de gérance d'un débit de tabac n° 850-0457C. Ces contrats sont INCESSIBLES. Le tout sis à 8, Quai Albert Prouteau (85100) LES SABLES D'OLONNE, lui appartenant, connu sous le nom commercial L'ECUME, et pour lequel il est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de LA ROCHE SUR YON, sous le numéro 403165194

Propriété-jouissance : Le CESSIONNAIRE est propriétaire du fonds cédé à compter de ce jour et en a la jouissance par la prise de possession réelle et effective à compter de ce même jour.

La cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de QUATRE -VINGT-DIX MILLE EUROS (90000,00 EUR),

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la publication de la cession au BODACC, au siège de l'office notarial, dénommé en tête des présentes, ou domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion

Le notaire.

L24IJ06715

RECTIFICATIFS

In Extenso

Experts-Comptables

CHALLANS

Rectificatif à l'annonce parue le 01/03/2024 dans l'informateur Judiciaire portant les références L24IJ04770, il fallait lire en complément : de transférer le siège social au Parc d'activités de la Joséphine, 14 allée de la Croix Blanche - 85670 ST CHRISTOPHE DU LIGNERON. L24IJ07036



ATTESTATIONS ET FACTURES

IMMÉDIATES ET DÉMATÉRIALISÉES



INFORMATEUR JUDICIAIRE

ABONNEZ-VOUS!

6 MOIS • 26 NUMÉROS : 48 € TTC
1 AN • 52 NUMÉROS : 79 € TTC
2 ANS • 104 NUMÉROS : 119 € TTC

Nom ou raison sociale

Adresse

Téléphone

E-mail

Nombre d'abonnés souhaité

couplage magazine + version numérique + newsletter – parution hebdomadaire

INFORMATEURJUDICIAIRE.FR | 02 40 47 00 28



Lamacompta

Le site d'emploi 100% dédié aux cabinets d'expertise comptable

RECRUTEZ EN RÉVÉLANT VOTRE ATTRACTIVITÉ

Rendez-vous sur lamacompta.co



Vivez le top du handball européen côté VIP

Table privative à partir
de 4 personnes

Buffet dînatoire
et champagne

Présence de joueurs
en après-match

Tarif place VIP Premium



HBC Nantes
PSG **290€HT**
06 ou 07/04*



¼ de finale
EHF EL **265€HT**
mardi 30/04



HBC Nantes
Chambéry **225€HT**
03 ou 04/05*

Pack 3 matchs Gold



+



+



~~3120€HT~~
2900€HT
pour une table de 4 personnes

Informations et réservations : partenaires@hbcnantes.com



**AMBIANCE.
CONVIVALITÉ.
ÉMOTIONS.**

* Dates à confirmer

ENTREPRENEZ L'AVENIR.



Créez, pilotez, développez votre entreprise, gagnez en visibilité et en anticipation grâce aux conseils avisés de vos experts In Extenso : 6 200 collaborateurs et 250 agences proches de vous au service de votre business.



Expertise-comptable • Conseil • Audit • Juridique • Social • Paie

In Extenso
ENTREPRENEZ L'AVENIR.

Vos agences de proximité en Loire Atlantique et en Vendée :

Ancenis, Challans, Haute-Goulaine, La Baule, La Roche sur Yon, Les Herbiers, Nantes Centre, Nantes Erdre, Pornic, Rezé, les Sables d'Olonne, Saint-Herblain, Thouaré sur Loire